1955
Version 1.2
www.economiedistributive.fr

Jacques DUBOIN

Les yeux ouverts

Préface de la troisième édition

L'inadaptation de notre organisation sociale aux moyens nouveaux de production de biens et de services qui ont surgi au cours de ce siècle a des conséquences catastrophiques pour la grande majorité des habitants de la planète. Et elles ne cessent d'empirer.

En France, l'espoir qu'avaient fait naître les discours socialistes de 1981 a été déçu par l'incapacité des gouvernements successifs à empêcher que la chute, logique, de l'emploi salarié ne mène au développement de l'exclusion. Tous les remèdes administrés se sont révélés inopérants parce que pas plus que la droite au pouvoir aujourd'hui, les socialistes n'ont compris la véritable nature de "*ce qu'on appelle la crise*", comme l'écrivait déjà Jacques Duboin en 1934. Et il en sera ainsi tant que notre société n'aura pas adapté ses structures au véritable changement de civilisation que nous sommes en train de vivre.

En 1982, le gouvernement Mauroy avait lancé une campagne intitulée "Les Yeux Ouverts" pour « affronter les réalités », pour asseoir « la force de solidarité » et pour « comprendre pour agir ». Ceci m'avait incitée à diffuser une nouvelle édition du livre que mon père avait publié en 1955 sous ce même titre. Je m'étais alors bornée à en actualiser les données les plus significatives. Et j'avais prévenu le lecteur qu'il serait frappé de constater que presque trente ans après sa première parution, les problèmes économiques qui y étaient étudiés restaient d'une actualité brûlante et que les remèdes qu'avaient tenté d'y apporter les divers gouvernements qui se sont succédé s'étaient toujours montrés inefficaces parce qu'ils ne remettaient pas en cause les bases du pouvoir économique et financier. Hélas, cette seconde édition, pourtant vite épuisée, n'a pas attiré l'attention des médias qui font l'opinion. Nos hommes politiques sont restés englués dans des théories économiques d'un autre âge, prônées par les tenants de la "pensée unique".

Cependant, le risque d'explosion sociale ne cesse de croître. Et il ne me parait pas possible de renoncer à faire comprendre à nos concitoyens

qu'à un progrès technologique accéléré qui permet de produire de plus en plus de richesses avec de moins en moins de main-d'œuvre, il existe d'autres réponses que celles imaginées il y a un siècle et plus, lorsque la rareté régnait encore en maître. Aujourd'hui, le problème n'est plus de produire, il est d'avoir accès aux richesses produites…

Tel est le but de la présente réédition des *Yeux Ouverts*, à laquelle est ajoutée en annexe la description, par un expert en la matière, des complications qu'innovations financières et déréglementations ont permises et qui ne font que renforcer l'absurdité du système qui mène le monde.

Puisse cet ouvrage aider nos contemporains à ouvrir les yeux…

Marie-Louise DUBOIN
janvier 1995

Table des matières

Préface de la troisième édition
Table des matières
Avant-propos
Chapitre 1 Les besoins de l'Homme
Chapitre 2 Besoins réels et besoins solvables
Chapitre 3 La révolution mécanicienne
Chapitre 4 Les crises économiques
Chapitre 5 La crise finale
Chapitre 6 Recours aux armements
Chapitre 7 La lutte contre l'abondance
Chapitre 8 Le mythe du revenu national
Chapitre 9 C'est l'argent qui manque
Chapitre 10 Qu'est-ce que l'argent ?
Chapitre 11 Première rallonge
Chapitre 12 Seconde rallonge
Chapitre 13 Comment se fabrique l'argent
Chapitre 14 Contradictions
Chapitre 15 Réfléchissons
Chapitre 16 Brisons nos chaînes
Chapitre 17 Vive la liberté !
Conclusions
Annexes Quarante ans après
I Passages à la limite
II Mondialisation, mutations techniques et… emploi
III Nouvelle rallonge

IV Finance contre réalité
V Conclusions
Postface
Aperçu biographique de l'auteur
Bibliographie

Avant-propos

L'époque si troublée que nous traversons n'est qu'une des conséquences des changements que subissent les sociétés humaines. Il ne s'agit plus de dépressions passagères de l'économie, mais d'une transformation complète que lui font subir les prodigieux progrès techniques que le XX^{e} siècle a permis d'accomplir.

Hier, à la fin de la seconde guerre mondiale, nous souffrions d'une complète pénurie. Aujourd'hui, nous manquons de débouchés aussi bien en France qu'à l'étranger.

Les besoins des hommes seraient-ils satisfaits ?

Bien au contraire. Se plaindre de posséder des produits « excédentaires » quand il est, à la fois, des gens dans la misère et d'autres obligés de se croiser les bras, n'est-ce pas une contradiction si énorme qu'elle condamne sans appel notre organisation sociale ?

Depuis le début du siècle, le milieu physique a été transformé, du moins en ce qui concerne les moyens dont les hommes assurent leur existence. Le domaine de nos connaissances s'est si considérablement agrandi que presque toutes les disciplines ont dû être repensées. Un médecin, mort en 1900 et ressuscitant aujourd'hui, ne comprendrait pas un traître mot à ce qu'il verrait faire ou entendrait dire dans un hôpital. Il est même douteux qu'il serait apte à faire un bon infirmier. La science économique, élaborée au cours du siècle dernier, resterait seule immuable !

Il est pourtant évident que les techniques nouvelles exigent des structures nouvelles et des façons de penser entièrement différentes. N'a-t-on pas enseigné pendant des siècles que l'esclavage était une institution naturelle, sinon divine, nécessaire à la société et au bonheur des esclaves eux-mêmes ?

Qui oserait le soutenir aujourd'hui ? Un moment vient où il est nécessaire de se libérer des préjugés qui emprisonnent et des idéologies

qui empoisonnent.

Les pages qui suivent expliquent que cette révolution est en cours, car elle est réalisée dans les faits. Il ne reste qu'à nous y adapter. Les émeutes et les barricades ne sont donc pas nécessaires et ne feraient que compliquer la situation.

Tâchons de comprendre que nous vivons une des plus exaltantes époques de l'Histoire !

Jacques DUBOIN,
janvier 1955.

Chapitre 1
Les besoins de l'Homme

Tout être, pour vivre, se développer, atteindre ses fins, éprouve le besoin d'emprunter certains éléments au monde extérieur. Le besoin d'ordre physiologique consiste dans le sentiment qu'il manque quelque chose à l'organisme. Tout besoin non satisfait engendre alors un désir, lequel suscite un effort pour se procurer ce qui manque. Si cet effort est vain, c'est la souffrance et la mort.

Pourvoir à ses besoins physiologiques est donc le premier objet de l'activité humaine.

Cependant, si s'alimenter, se vêtir, s'abriter, se chauffer sont les besoins les plus impérieux, il en existe d'autres de toute nature comme ceux d'hygiène, de santé, de distraction, d'exercices physiques, de confort, etc. Quand ils sont satisfaits, l'homme sent alors s'éveiller une faculté plus haute que l'activité matérielle : sa pensée se tourne presque toujours vers son objet propre : l'activité intellectuelle. Nous éprouvons le besoin de *savoir*, car l'ignorance est un des plus grands maux de l'humanité. Nous désirons chercher, découvrir, voyager, inventer. Il nous faut extérioriser nos sentiments, les communiquer peut-être par la parole, la peinture, la musique. Nous cultivons ainsi les beaux-arts et les belles-lettres qui adoucissent les mœurs et ornent l'existence. C'est la multiplication des besoins qui crée la civilisation, car chaque besoin nouveau constitue un lien de plus entre les hommes, puisqu'on ne peut le satisfaire qu'avec l'aide du prochain.

Ainsi, pour accomplir sa destinée, l'homme a besoin de loisirs ! « *Je ne sacrifierai pas une heure de mon loisir pour les plus honorables emplois de la terre* », a écrit Descartes dans son *Discours de la méthode*. C'est que le loisir, à condition d'échoir à un être humain affranchi des nécessités de la vie, permet l'épanouissement de la personnalité. Il faut des loisirs *heureux*

pour pouvoir se livrer au travail de son choix, loisir et oisiveté n'étant synonymes que pour les pauvres gens dont ils aggravent la misère.

Dès l'antiquité, les hommes ont compris les avantages des loisirs *heureux*, car si nous admirons Solon, Démocrite, Héraclite, Eschyle, Anaxagore, Socrate, Platon, Sophocle, Phidias, Aristophane, Praxitèle, Aristote (je cite au hasard), c'est que ces génies ont bénéficié de loisirs heureux qui leur ont permis d'étudier, de réfléchir et enfin d'enfanter tout à leur aise des chefs-d'oeuvre. Leur vie matérielle était assurée parce que, au-dessous d'eux, existait un monde d'êtres retranchés de l'humanité et travaillant pour eux. Les esclaves s'achetaient sur un marché[1], un peu comme des animaux intelligents. Mis en vente, les pieds marqués de blanc, avec un écriteau au cou où l'on inscrivait leurs qualités et leurs défauts, ces malheureux étaient exposés sur une estrade ; on les faisait sauter, courir, parler, rire, on les examinait ignominieusement. Ils n'étaient même plus des hommes et des femmes, puisque leur vie ne leur appartenait pas. Leurs propriétaires avaient le droit d'en user et d'en abuser, ils les battaient, les estropiaient, les assassinaient souvent en toute liberté.

Enfin, si le maître était condamné à la torture c'est à l'esclave qu'on l'appliquait. En revanche, ces maîtres jouissaient de la liberté la plus complète, car, pour être libre, il faut être indépendant, et n'est indépendant que celui qui est libéré de ces servitudes matérielles qui absorbent le temps et usent les forces. Plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, les Grecs avaient donc compris que, pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !

De ce qui précède retenons ceci :

1° L'homme est capable d'autres activités que celle qui consiste à créer les biens nécessaires à sa consommation. S'il y dépense tous ses instants, il mène l'existence de l'esclave ou celle de la taupe ; au contraire, moins cette corvée absorbe de son temps, plus il en peut consacrer à des tâches plus nobles, plus élevées, plus conformes à sa nature.

2° Pour satisfaire ses besoins matériels, il doit fournir un effort plus ou moins pénible. Or il s'ingénie toujours à obtenir le maximum de satisfaction avec le minimum de peine. Ce qu'on appelle la *loi du moindre effort* est la base de l'activité humaine, car toute découverte mécanique,

tout perfectionnement dans l'outillage, dans l'organisation, tout progrès économique dérive de ce principe. C'est au développement des techniques que les esclaves sont en partie redevables de leur libération.

Ces deux constatations permettent d'affirmer que la civilisation idéale assurera l'existence matérielle de tous les hommes dans le minimum de temps. Elle sera infiniment supérieure à celle de la Grèce sans l'esclavage !

L'économie des besoins est donc l'étude des rapports humains tendant à la satisfaction des besoins matériels des hommes et à tout ce qui concerne leur bien-être. Elle est au corps social un peu ce que la physiologie est au corps humain.

Chapitre 2
Besoins réels et besoins solvables

Que le lecteur se rassure : il ne s'agit pas d'une incursion dans la science économique bien qu'elle prétende que les besoins des hommes sont illimités ! En nombre peut-être, mais certainement pas en capacité. Les besoins physiologiques, par exemple, vont en décroissant à mesure qu'ils sont satisfaits : ils s'éteignent et se rallument ; d'autres sont forcément limités en capacité puisqu'on ne peut porter plus d'un vêtement, plus d'une paire de chaussures ; être en même temps au concert, au théâtre, au cinéma. Si la satiété est inévitable, au moins pour les besoins matériels, on dit qu'elle n'existerait jamais pour l'argent. Seule richesse ayant la propriété de répondre non à un besoin défini, mais à tous les besoins possibles, l'argent ne cesserait d'être désiré qu'au moment où tous les désirs seraient satisfaits, ce qui en recule la limite presque jusqu'à l'infini. Quoi qu'il en soit, ce besoin est très intense pour celui qui possède peu d'argent. Qui en possède beaucoup, au contraire, est relevé de l'indignité originelle : *Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front* est une malédiction à laquelle un bon compte en banque permet d'échapper. Du moment que tout s'achète et se vend, l'argent est aussi indispensable à la vie que l'air aux poumons. Dès que l'argent est dépensé, ne faut-il par le remplacer comme l'air dans un poumon vide ? Sans ressources pécuniaires à Paris, Londres ou New-York, on est aussi perdu qu'au fond du désert.

L'argent joue donc un rôle de tout premier plan dans notre économie, puisque s'il manque, tout s'arrête. Sa poursuite est la préoccupation dominante de la plupart de nos contemporains, et, pour beaucoup, une obsession qui empoisonne l'existence. C'est pour gagner de l'argent que l'ouvrier cherche du travail, c'est dans l'espoir d'en gagner que son patron l'embauche. Produire des biens n'est plus une fin en soi, mais le moyen de gagner l'argent dont on a besoin pour vivre. Ainsi la terre n'est pas faite pour nourrir les hommes, mais pour faire gagner de l'argent aux paysans : ils ne font pas pousser du blé pour avoir du blé, mais pour gagner

de l'argent, car, s'ils n'en gagnent pas, ils cessent de semer du blé. On ne bâtit pas des maisons pour abriter les hommes et leurs familles, mais pour gagner de l'argent, et, si l'on ne construit plus d'immeubles de *rapport*, c'est parce qu'ils ne *rapportent* plus.

Pourquoi s'en indigner, puisque notre régime économique l'exige ? *À chacun selon ses œuvres* est la devise du libéralisme économique, qu'on aurait tort d'assimiler à *l'ordre naturel*. En conséquence, les mortels désargentés dès leur naissance sont obligés *d'échanger* leur travail contre l'argent qui doit leur permettre de subsister. Dès que l'intelligence et les bras le permettent, chacun part à la conquête de son *pouvoir d'achat* !

Le mécanisme de notre système économique tient en peu de mots : tout producteur qui se propose de procurer au public des biens de consommation ou des services, les crée dans la seule intention de les vendre plus cher qu'ils ne lui ont coûté, car, s'il n'y réussit pas, il disparaît. Au reste n'a-t-il pas dépensé de l'argent pour produire ? Il a payé des matières premières, des salaires, des appointements, des commissions, de la force motrice, des frais généraux, des impôts, amorti son matériel, etc. Toutes ces dépenses étant inscrites dans son prix de revient, il est indispensable que les clients viennent les rembourser en achetant les produits et services, et qu'ils les paient plus cher qu'ils n'ont coûté à produire puisque le producteur doit gagner de l'argent s'il veut continuer à produire. Écouler des marchandises, c'est faire rentrer l'argent dépensé à les fabriquer ; les stocker, ce sont des dépenses non récupérées. Voilà pourquoi les producteurs ne peuvent se préoccuper que des besoins *solvables* des consommateurs, c'est-à-dire des clients.

Si donc les besoins des hommes sont théoriquement illimités, on les mesure au contenu du porte-monnaie. S'il est vide, son propriétaire relève de la charité publique ou privée. Voilà qui rétrécit singulièrement les besoins illimités, n'est-ce pas vrai ?

Ainsi la production — au sens large du mot — est la source du pouvoir d'achat des consommateurs qui y prennent part avec leur travail ou avec leurs capitaux. La production donne à la fois naissance à *l'offre et à la demande* : à *l'offre*, par des produits qu'elle apporte sur le marché ; à la

demande, par le pouvoir d'achat qu'elle distribue. Sous cet angle, la production se comporte comme l'océan : le flot apporte aux consommateurs l'argent qui sort de la production, le jusant rapporte de l'argent aux producteurs.

La fameuse loi de l'offre et de la demande suppose que sur quelque marché idéal, producteurs et consommateurs se rencontrent, les premiers pour offrir marchandises et services, les seconds pour les demander dans la mesure de leur pouvoir d'achat : du choc des offres et des demandes jaillissent les prix.

Si l'offre dépasse la demande, les prix *baissent*, ce qui finit par ruiner les producteurs incapables de récupérer l'argent avancé. Pour que les prix ne baissent pas, il faut que l'offre ne soit pas abondante. Pour fonctionner normalement, notre économie exige que les produits restent rares, sans quoi les producteurs ne gagnent pas d'argent. Quand les pommes abondent en Normandie, les paysans ne se donnent pas la peine de les ramasser, car elles se vendraient trop mal. Si trop de gens exercent la même profession, le métier ne nourrit plus son homme. Notre économie repose donc sur une première contradiction, à savoir qu'on ne gagne de l'argent qu'à la condition que les consommateurs manquent le plus possible de ce qu'on peut fournir ; si tout le monde veut être riche, personne ne veut que tout le monde le soit.

Quand la demande dépasse l'offre, les prix *montent* et, pour peu que la rareté devienne de la pénurie, la fortune sourit aux producteurs. Mais la hausse est désastreuse pour les consommateurs puisqu'elle diminue leur pouvoir d'achat ; d'où deuxième contradiction : pour que notre économie soit en équilibre, il faut qu'elle soit statique, ce qui exclut le progrès.

Voilà très succinctement décrit le fonctionnement de notre régime économique. Constitué au XVI^{e} siècle, il a permis aux échanges de prendre une magnifique expansion. Mais pourquoi serait-il éternel alors que ses devanciers, le régime féodal et celui de l'esclavage, ont fini par disparaître ? Tout passe ici-bas…

Chapitre 3
La révolution mécanicienne

Il est toujours vain de concevoir une société factice et arbitraire d'après le modèle de justice qu'on se propose. L'Histoire prouve que l'économie d'un pays ne se transforme jamais sur un coup de baguette. Elle évolue plus ou moins rapidement en fonction des moyens de production dont elle dispose, lesquels, à leur tour, dépendent des sources d'énergie connues et utilisables. Pendant des millénaires, l'évolution a été fort lente, car, sous le rapport de l'énergie, l'homme n'est qu'un minuscule convertisseur : un dixième de cheval-vapeur, a calculé Poncelet ! Nos ancêtres ont donc fait appel à leur intelligence pour domestiquer certains animaux dont l'énergie musculaire s'ajouterait à ce pauvre dixième de cheval-vapeur. Mais, pour prendre un exemple, le bœuf, malgré sa masse imposante, est un moteur insignifiant : un cheval-vapeur à peine ; il se déplace à trois kilomètres à l'heure et consomme même s'il ne travaille pas ! Les hommes utilisèrent aussi une faible partie de la force de l'eau et de celle du vent pour faire tourner un moulin. Malgré ces auxiliaires, on prétend qu'ils ne réussirent qu'à multiplier par 2 leur propre puissance. Et sur combien de dizaines de siècles ce progrès s'échelonne-t-il ? Du point de vue mécanique, les Pharaons et Louis XIV sont contemporains ; pour se déplacer rapidement Sémiramis et Napoléon font atteler des chevaux à leur char ou à leur calèche.

Subitement, au contraire, quelques dizaines d'années vont suffire pour que cette puissance mécanique soit multipliée par 5, par 10, par 20, même par 30, 50 et davantage dans certains pays qui, aujourd'hui, sont fortement équipés. Comment cela s'est-il produit ? Ce fut le fait de la prodigieuse *révolution mécanicienne* qui dure encore. En 1775, apparition de la machine à vapeur : l'homme utilise l'énergie thermique accumulée dans le charbon et la transforme en énergie mécanique qui actionne d'autres machines. Voilà le début de l'ère industrielle. À peine cent ans plus tard, l'invention de la machine Gramme est le point de départ d'un

développement industriel aussi considérable que celui qui suivit l'introduction de la machine à vapeur. C'est que les hommes utilisent cette fois une forme haute de l'énergie. Presque simultanément, ils asservissent celle accumulée dans les hydrocarbures, ce qui donne naissance au moteur à explosion, donc à l'automobile qui bouleverse les transports, au tracteur qui transforme l'agriculture, à l'avion qui supprime les distances. Et les progrès se succèdent à un rythme toujours plus vertigineux. Citons pêle-mêle : machines-outils, manutention mécanique, électrochimie, aluminium, carbure de calcium, produits organiques, produits de grande synthèse, caoutchouc et textiles artificiels, aciers spéciaux, alliages légers, matières plastiques, lampes de TSF, tubes à vide[2]. L'eau de mer fournit des masses de brome, de magnésie, de potasse. Et voici la cybernétique qui permet de construire des robots capables de faire fonctionner automatiquement des usines dont le personnel peut être réduit à quelques surveillants.

Un mot sur cette nouvelle révolution mécanicienne :

Quand il travaille, l'artisan effectue trois opérations successives ; 1° son œil perçoit ce qu'il convient de faire ; 2° son cerveau décide des gestes nécessaires ; 3° ses muscles accomplissent ces gestes.

Grâce aux machines, le travailleur n'exécute que la première et la seconde de ces opérations, et les machines font la troisième, car elles remplacent le muscle.

Mais grâce à la cybernétique, les *trois* opérations s'exécutent sans l'intervention du travailleur. Exemple le réfrigérateur ; 1° son thermostat perçoit l'élévation de la température ; 2° il décide, en fermant un contact, de mettre le moteur en marche ; 3° ce dernier s'alimente au courant électrique. Ainsi les trois phases du travail sont assurées artificiellement.

Qui pouvait prévoir que le peuple des machines allait pouvoir vivre d'une façon autonome[3] ? Les usines transformées par la cybernétique offrent l'aspect d'un désert mécanique en pleine action.

Enfin l'énergie nucléaire… Si les hommes, sous l'empire de la folie s'en sont d'abord servi pour *détruire* en masse, ils l'utilisent maintenant pour *produire* en masse. Rappelons simplement que l'énergie nucléaire

contenue dans une seule pièce de monnaie permettrait à un transatlantique de faire le tour du monde.

Et pourtant, si les progrès techniques sont révolutionnaires, les hommes ne le sont guère. La plupart estiment que rien n'est à modifier dans notre structure économique, puisqu'elle correspond à l'ordre naturel. Les patrons rêvent de réaliser de plus gros bénéfices, les ouvrier de toucher de plus hauts salaires. C'est tout au plus si quelques uns songent à remplacer certains dirigeants par d'autres dirigeants, opération connue sous le nom de révolution politique, et que la France a pratiqué une douzaine de fois depuis 1789[4]. Après quelques échauffourées, on enterre les morts et l'on modifie quelques paragraphes de la Constitution… tandis que le système économique continue paisiblement sa carrière.

Il n'est pas plus sérieux de rechercher dans l'Histoire des *précédents* au bouleversement que nous traversons. L'avalanche des progrès qui se succèdent depuis le XX^{e} siècle est l'aboutissement des efforts de centaines de générations, tacitement associées pour l'amélioration continuelle de la vie humaine. Nous récoltons les fruits de leurs travaux, de leurs recherches, de leurs inventions, donc d'un immense labeur collectif. Or, si certains économistes affirment que *ces changements ne constituent que des variations de degré et n'infirment donc pas les parallèles historiques*, il n'en reste pas moins vrai que la différence entre la température d'une belle nuit d'été et celle de la fonte en fusion n'est elle aussi qu'une variation de degré ! Il convient de se garder des raisonnements linéaires, car *si une cause est multipliée par 2, l'effet n'est pas nécessairement multiplié par 2*, il peut l'être par 100. Un peu de vinaigre assaisonne agréablement la salade, mais il n'est pas conseillé d'avaler un verre de vinaigre.

À la vérité, on doit reconnaître que l'accroissement prodigieux de notre puissance à produire des richesses, caractéristique de notre temps, n'apporte ni l'abondance aux malheureux, ni n'allège le fardeau de ceux qui ont besoin de repos. Là où les moyens de production sont les plus puissants se trouve l'extrême pauvreté, la lutte forcenée pour l'existence, *l'oisiveté obligatoire* la plus développée. Pourquoi tant de besoins sont-ils inassouvis ? Pourquoi la détresse devrait-elle accompagner l'opulence ?

Est-il admissible que nos moyens de production tournent au ralenti en temps de paix, pour ne retrouver leur activité qu'en temps de guerre, quand il s'agit de détruire ?

Tout n'est-il donc pas à pied d'œuvre pour l'instauration d'une *économie des besoins* ? L'obstacle ne viendrait-il pas uniquement du retard de la pensée, puisqu'il faut toujours un long mûrissement pour que des vérités nouvelles s'incorporent à notre être ?

Le fonctionnement de notre vieux système économique est déplorable, et les redressements successifs qu'on essaie de lui faire subir ne lui ont jamais permis de trouver l'équilibre.

C'est donc en appliquant dans ce domaine la méthode cartésienne que nous en découvrirons les raisons. Sans une critique de ce qui existe, il paraît impossible de découvrir ce qui vient, c'est-à-dire l'économie des besoins dont l'avènement est inéluctable, puisque l'objet essentiel de toute organisation sociale doit fatalement tendre à la satisfaction maxima des besoins de tous les membres qui la composent. Une société qui n'atteint pas ce but est condamnée à disparaître.

N'ayons pas la faiblesse de croire que les événements arrivent tout seuls, par la grâce soudaine d'une fortune complaisante ou par l'audace d'un homme habile à saisir l'occasion.

Pour qu'une transformation des structures économiques se produise, il faut qu'elle apparaisse avec le caractère impérieux des choses irrévocables, et qu'elle ait déjà eu une mystérieuse préparation.

Laissons donc la parole aux faits et bornons-nous à l'office d'écho.

Chapitre 4
Les crises économiques

Les débuts de la révolution mécanicienne furent assez sombres, car, si les premières réalisations industrielles provoquent l'admiration générale, il y a quelques ombres au tableau : la misère, qui sévissait avant 1789 dans les villes et les campagnes, est loin d'avoir disparu ! En effet, tout perfectionnement dans les procédés de production ruine de fond en comble les producteurs dont l'existence, sinon la fortune, dépendait des anciens procédés. On s'était déjà aperçu au Moyen Âge que l'invention de l'imprimerie avait plongé dans la misère les copistes de manuscrits. Avec les machines, c'est bien plus grave : celles qui filent le coton sont une cause de souffrance pour tous ceux qui vivaient de la filature à la main. C'est le cas chaque fois qu'une machine bouleverse les méthodes de travail. Les chemins de fer ont supprimé les maîtres de poste, les postillons, les palefreniers, les valets d'écurie : ils ont porté préjudice aux éleveurs de chevaux, aux producteurs d'avoine, aux garçons de ferme, aux carrossiers, aux fabricants de harnais, aux maréchaux ferrants, etc. Maintenant, c'est la SNCF qui supprime des lignes et licencie du personnel, car les autos, les transports routiers, les avions font disparaître sa « rentabilité ». L'éclairage électrique ruina beaucoup de ceux qui vivaient des modes d'éclairage antérieurs ; le cinéma, la radio, la télévision nuisent aux théâtres, aux musiciens, aux troupes artistiques, etc.

Dès le début du XIX^{e} siècle, on dénonce les abus commis dans les fabriques notamment par l'emploi de tout jeunes enfants dans les conditions les plus cruelles et les plus insalubres, la prolongation inhumaine du travail des femmes et des enfants. On déplore que la concentration dans les grandes agglomérations industrielles crée une classe nouvelle et misérable, celle des ouvriers d'usine. Mais, ce qui surprend au plus haut point, c'est un phénomène nouveau : les crises économiques.

La première apparaît, dès 1815, en Angleterre, alors la nation la plus industrialisée du monde. Comment débute une crise ?

Les détaillants s'aperçoivent soudainement que les clients achètent moins qu'à l'ordinaire, ce qui donne l'impression qu'on a surproduit. Mais cette mévente provoque la constitution de stocks et, dès que les grossistes s'en ressentent, ils diminuent leurs ordres aux producteurs. Si la situation s'aggrave, les banques coupent le crédit et la baisse des prix se précipite avec cortège de faillites et de chômage. Cette dépression de l'activité générale cause de véritables désastres.

En 1818, nouvelle crise, suivie en 1825, d'une troisième bien plus grave car des émeutes éclatent et les chômeurs brisent des machines. Comme à l'habitude, on dénonce la « surproduction », mais c'est une erreur d'optique, car la mévente provient du fait que les consommateurs n'ont plus les moyens d'acheter ce qui existe.

Cette fois, les États-Unis sont atteints ; dans chaque ville américaine, on constate que les marchandises offertes sont très supérieures au pouvoir d'achat de la population.

Une nouvelle crise sévit de 1836 à 1839 dans plusieurs pays, mais on reste persuadé qu'il ne s'agit que de déséquilibres transitoires, rançon du progrès.

Cependant ces déséquilibres transitoires reviennent à intervalles toujours plus rapprochés, créant chaque fois une situation désastreuse. Au début d'un nouveau déséquilibre, Carlyle, dans son livre *Past and Present*, écrit que le spectacle de l'Angleterre lui paraît aussi *monstrueux que paradoxal* ; il ajoute : *Jamais l'Angleterre n'a regorgé de plus de richesses, jamais les moissons ne furent plus dorées… Pourtant devant des affamés s'étalent les fruits de leur labeur et ils n'auraient qu'à étendre les mains pour les saisir… Mais vous n'y toucherez pas !…Vous êtes condamnés à la pauvreté*.

Carlyle déclare que *l'Angleterre compte 2 millions de travailleurs croupissant dans les work-houses, prisons de travail que leur a ouvertes la loi sur les pauvres*. Il existe de plus un million et demi d'indigents. Aux yeux de Carlyle, toutes les richesses du pays sont ensorcelées : *Ensorcelé le patron*

tout comme l'ouvrier, ce patron qui n'implore qu'une liberté, celle d'acheter où il trouve au meilleur compte et celle de vendre où il peut au plus haut prix…

…Et c'est ainsi qu'au milieu d'une pléthorique abondance et parmi des murailles d'or et des granges pleines, un peuple se meurt…

Nouvelles crises économiques en 1853, 1864, 1873, 1882, 1890… Chaque fois mévente, puis baisse des prix, faillites, chômage, et répercussion dans d'autres pays industrialisés.

La crise de 1893 débute aux États-Unis, avec plus d'un million de chômeurs dont quelques milliers forment des bandes armées. Geôles, pénitenciers, asiles de fous sont pleins.

En 1907, première crise mondiale. On commence à parler de crises cycliques, et un économiste affirme qu'il existe *un mouvement ondulatoire qui intéresse l'ensemble de la vie économique. La crise ? C'est le renversement du mouvement ascendant, obligeant la vie économique à passer de la prospérité à la dépression*. Si je transcris cette phrase sans affirmer que je la comprends, c'est pour poser une question : pourquoi se plaindre régulièrement d'avoir trop produit ?

Ne devrait-on pas se plaindre de n'avoir pas assez consommé ?

Au moment où la crise survient, les magasins sont toujours pleins, et, s'ils ne se vident pas, n'est-ce pas parce que les consommateurs manquent d'argent ? La dépression se déclenche à la minute où l'on ne trouve pas de nouveaux acheteurs, car, si l'on pouvait vendre tout ce qu'on produit, aurait-on jamais parlé de crise économique ?

Puisque Carlyle soupçonnait les patrons et les ouvriers d'avoir été ensorcelés, supposons qu'une fée compatissante ait voulu conjurer le sort en fournissant aux chômeurs l'argent qui leur manquait pour acheter les stocks accumulés chez leurs patrons. Les chômeurs échappaient alors à la misère et les patrons à la faillite, par la seule vertu d'un pouvoir d'achat supplémentaire distribué là où il manquait. Comme on ne cite aucune dépression coïncidant avec la satisfaction des besoins réels de la population, force est donc de conclure qu'entre deux déséquilibres transitoires, la production ayant augmenté grâce au perfectionnement de

son outillage, le pouvoir d'achat distribué n'a pas correspondu à cette augmentation. Sans doute Jean-Baptiste Say a-t-il affirmé le contraire avec sa loi des débouchés, mais ne vivait-il pas au siècle dernier ? Avec la même assurance, son disciple Leroy-Beaulieu prophétise que *le travailleur va devenir le favori de la civilisation* (page 552 de son cours au Collège de France). On a souvent tort d'ériger en loi universelle des hypothèses provisoires destinées à lier les phénomènes économiques dont on est le témoin, car d'autres phénomènes peuvent venir contredire ces hypothèses.

Les crises du XIX^{e} siècle et du début du XX^{e} ont été résorbées, mais rien ne permettait de croire qu'il en serait toujours ainsi. Elles disparurent au prix d'une noire misère et d'innombrables souffrances. Une industrie nouvelle ne crée beaucoup de pouvoir d'achat qu'à ses débuts, dans sa phase artisanale. Dès qu'elle se développe, la concurrence l'oblige de comprimer son prix de revient, donc de licencier du personnel, unique moyen de diminuer la feuille de paie, même si l'on hausse les salaires des travailleurs conservés. En conséquence, l'industrie distribue moins de pouvoir d'achat.

On prétend que les ouvriers se *reclassent* ! S'ils y réussissent, c'est au bout de combien de temps ? Peuvent-ils rapidement renoncer à un métier auquel ils se sont formés souvent par un long apprentissage ? Leurs patrons peuvent-ils facilement abandonner leurs usines et leurs magasins ? Quel est le sort des capitaux qui y sont immobilisés ? Depuis quand les capitaux fixes peuvent-ils passer de ville à ville ?

Les crises économiques n'étaient donc que le symptôme de la maladie qui devait emporter le système des prix-salaires-profits. D'abord espacées et bénignes, elles se sont rapprochées et aggravées. Toutes ont été provoquées par l'insuffisance des moyens de paiement. Jamais le consommateur n'a pu acheter la totalité de ce qui avait été produit alors qu'on n'avait produit qu'une partie des richesses qu'il était matériellement possible de créer.

Chapitre 5
La crise finale

La première guerre mondiale permit de réaliser d'immenses progrès techniques qui ne provoquèrent aucune *surproduction*, car celle-ci est inconnue tant qu'il s'agit d'alimenter le champ de bataille. La plupart de producteurs ignorent alors les embarras de trésorerie. Ils n'ont, en effet, qu'un seul client, l'État, dont la demande est quasi illimitée puisque le problème du paiement ne se pose pas plus pour lui que celui de l'équilibre budgétaire. Cependant la tourmente avait duré quatre ans pendant lesquels, outre d'innombrables pertes humaines, on avait accumulé des ruines sur dix de nos plus riches départements littéralement pulvérisés. On estimait qu'un siècle de travail ne suffirait pas pour réparer un désastre pareil.

Pourtant, dix ans après le coup de clairon de l'armistice, éclatait une crise mondiale plus profonde que toutes les devancières. Comme à l'ordinaire, on incrimine la *surproduction*, car le défaut d'acheteurs avait provoqué la constitution d'invraisemblables stocks de matières premières et de produits manufacturés.

C'est aux États-Unis que la dépression débute et stupéfie les Américains autant qu'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le pays traversait, en effet, une période de magnifique expansion économique dont le point culminant avait été, en 1928, l'élection du président Hoover. Cet homme d'État était ingénieur, le symbole des techniques nouvelles, le génie de la Productivité. Aucun problème ne se posait donc plus : penser devenait suspect, malsain, dangereux…

Brusquement, le jeudi 24 octobre 1929, le terrible krach de Wall Street marque le point de départ d'une catastrophe financière dont les réactions en chaîne donnent aux faillites et au chômage des proportions inconnues. Le désordre gagna l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique, un peu plus tard la France et le reste du monde industrialisé. Mais les États-

Unis donnent tout de suite le spectacle d'une grande nation en plein désarroi ; aucun Européen ne s'imaginait l'intensité de la détresse dans laquelle ce peuple était subitement plongé. Cette situation s'aggravait déjà depuis trois ans et demi, mais Hoover se refusait encore à y croire. Il n'était même pas question d'accorder des secours à l'armée innombrable des chômeurs. Dans ses discours électoraux de la campagne présidentielle de 1932, Hoover proclamait que *les chômeurs et les faillis ne sont que des paresseux et des incapables*. Bien mieux, il apercevait la Prospérité *au coin de la rue*…

Les électeurs lui préférèrent tout de même Roosevelt, en exigeant de lui l'intervention de l'État, car l'économie était tombée si bas que la première signature de Roosevelt fut apposée sur un moratoire général de toutes les banques. On en devine les conséquences…

Dans son premier bilan, Roosevelt déclare que *sur trois Américains, il y en a un qui est mal nourri, mal vêtu, mal logé*. Des colonnes de chômeurs organisent une marche de la faim sur Washington, où la police les matraque. Cependant, quelques mois plus tard, le *Bureau International du Travail* avouait que le nombre des chômeurs secourus dans le monde atteignait le chiffre de 30 millions. Et l'on était loin de les secourir tous…

Or 30 millions de chômeurs et leurs familles font plus de 100 millions d'êtres humains, soit l'équivalent des populations réunies de la France et de l'Allemagne. Avant la dérisoire allocation de chômage, ces 100 millions d'êtres humains étaient donc dépourvus de tout pouvoir d'achat. Il était évident que cette montagne de besoins inassouvis avait pour contrepartie cette autre montagne de produits de toutes sortes dont regorgeaient les magasins et les entrepôts. QUI NE PEUT ACHETER RUINE QUI VOUDRAIT VENDRE !

Comment expliquer une situation aussi extraordinaire ?

C'est qu'un événement prodigieux venait de se produire dans le monde. Pour la première fois dans l'histoire des hommes, on assistait à la rupture du parallélisme qui avait toujours existé entre la courbe de la production des richesses et la courbe de l'emploi des travailleurs. *Les richesses augmentent, tandis que le nombre de travailleurs diminue*. C'est le

plus gros événement de tous les temps, car il marque une évolution définitive, irréversible des sociétés humaines que ce phénomène transforme de fond en comble. Il explique tous les désordres dont nous souffrirons avant de nous adapter : des stocks toujours plus considérables en face d'une masse grandissante de besoins inassouvis, d'où plus de misère dans plus d'abondance. Il devient donc définitivement utopique de prétendre réaliser l'équilibre entre l'offre et la demande, car l'offre sera toujours supérieure à la demande. Au reste, pourquoi vouloir aller à l'encontre de ce qui améliore le sort des hommes en les libérant de toujours plus de contraintes matérielles ? La loi du moindre effort nous pousse à obtenir le maximum de satisfaction avec le minimum de peine. Il est absurde d'imaginer que les progrès de la science vont désormais condamner les hommes à n'obtenir le minimum de satisfaction qu'avec le maximum de peine.

N'est-il pas plus simple de s'incliner devant l'évidence et de s'en réjouir ?

L'évidence est apportée par les travaux du *National Bureau of Economic Research*, organisme officiel du gouvernement des États-Unis ; il enregistre depuis 1863 les mouvements de production et du nombre des travailleurs. Ces études montrent que la courbe de la production agricole et celle de l'emploi demeurent parallèles jusqu'en 1920. La première continue ensuite à monter tandis que la seconde s'infléchit définitivement. Les courbes de la production industrielle et de l'emploi restent parallèles jusqu'en 1919 ; puis la première continue à monter, tandis que la seconde descend sans arrêt. Depuis ces deux dates, l'écart entre ces courbes grandit continuellement tant que règne la paix.

Le même phénomène se remarque avec un peu de retard dans les autres nations industrialisées.

Quand Roosevelt prend le pouvoir, le 4 mars 1933, les agriculteurs sont en pleine effervescence, les banques sont fermées, et l'on estime que le nombre des chômeurs complets dépasse quinze millions. Cependant, le *brain trust*, dont le nouveau président s'était entouré, ignorait le phénomène que je viens de décrire, car Roosevelt inaugure une politique

économique qu'il baptise *new deal* (nouvelle donne). Assimilant l'économie à un jeu de cartes, il est clair qu'il faut avoir des cartes pour le jouer ; or, si les chômeurs sont hors du jeu, c'est qu'ils n'ont pas de cartes, c'est-à-dire pas de travail. Il y a donc maldonne et il faut redistribuer les cartes pour que les chômeurs aient des « occasions de travail » leur conférant le droit de prélever leur part sur les richesses produites. Commençons donc par faire disparaître les stocks qui sont « excédentaires », puisque personne ne les achète ! On assainira les marchés…

Cependant ces stocks n'avaient-ils pas été produits sans le travail des chômeurs ? Alors pourquoi leur travail deviendrait-il nécessaire pour les reconstituer ? Si Roosevelt avait créé le pouvoir d'achat qui leur manquait, les faillites se seraient arrêtées et les banques auraient ouvert leurs guichets. Roosevelt aurait ainsi désensorcelé l'économie américaine. Il préféra faire le plein des contradictions. N'ayant jamais cherché qu'à faire monter les prix, il dévalue le dollar ! Subventionner les fermiers pour qu'ils diminuent les surfaces cultivées consacrées au blé, au maïs, au coton, au riz, etc., n'est-ce pas lutter contre l'abondance ? Et prendre des mesures qui doivent diminuer la production alors qu'il prétend résorber le chômage, n'est-ce pas de l'incohérence ? Indemniser les fermiers pour qu'ils se croisent les bras, c'est distribuer le pouvoir d'achat à des cultivateurs dont il fait des chômeurs.

Dans son livre *La désagrégation de l'Europe*, paru en 1937, l'homme d'État italien Francesco Nitti résume ainsi le *new deal* : *Le but principal que se proposait Roosevelt avec ses plans, était de supprimer le chômage. Or, après avoir dépensé quatorze milliards de dollars dans une série d'aventures, plus nombreuses encore que les plans, le chômage accuse aujourd'hui le même chiffre ou un chiffre supérieur… Ainsi donc, après cinq années de mesures soit inutiles ou contradictoires, on n'a pas obtenu d'autre résultat et cela au prix du plus grand désordre économique et financier*.

Roosevelt entreprit encore de grands travaux publics, remède déjà préconisé par Malthus. Distribuant du pouvoir d'achat sans encombrer le marché de produits à vendre, ils accroissent la demande (solvable) sans augmenter l'offre. Mais à condition de ne pas fournir aux engins

mécaniques des *occasions de travail*, sans quoi les grands travaux résorbent peu de chômeurs. La magnifique réalisation de la *Tennessee Valley Authority* n'a fourni des « occasions de travail » qu'à 200 000 chômeurs.

Cependant la tension internationale qui s'aggravait allait permettre de trouver des débouchés à des millions de gens sans emploi. L'économie allemande, malgré les brillants succès de son commerce extérieur était en pleine désorganisation. Le pays comptait près de 7 millions de chômeurs complets.

Chapitre 6
Recours aux armements

Si l'on veut mesurer la gravité de la situation intérieure de l'Allemagne, il faut lire l'article que le grand économiste Guglielmo Ferrero publia dans *L'Illustration* du 21 novembre 1931. Ayant fait une enquête dans les grandes villes allemandes, voici ce que lui avait dit le bourgmestre de Hambourg :

Pendant toute la guerre de 1914-1918, j'ai été chargé de répartir les vivres disponibles parmi la population de cette ville. Tâche très pénible parce que je disposais de quantités insuffisantes même pour une consommation réduite. Mais ma fonction est encore plus pénible aujourd'hui… Dans cette ville, les magasins regorgent de charbon, de blé, de café, de sucre, de draps, qu'on ne trouve pas à vendre. Il y a des milliers de chambres vides qui attendent en vain un locataire. Et il y a des milliers d'hommes et de femmes sans toit, affamés, qui vont dans quelques semaines geler de froid.

Or, je ne peux rien faire pour eux !

Mais il se trouva quelqu'un qui prétendit faire quelque chose pour eux. Il s'appelait Hitler. Jamais le führer n'eût pu escalader le pouvoir sans ces cohortes de chômeurs mourant de faim et de froid. Il leur promit de l'embauche et tint parole : les armements et la Wehrmacht. Quand l'Allemagne se lança à corps perdu dans cette politique, les autres nations emboîtèrent le pas, et cette « relance » de l'économie permit de résorber en partie le chômage.

C'est que le réarmement présente de multiples avantages. Comme les grands travaux publics, il distribue salaires et profits, mais sans mettre en vente ni les chars, ni les avions, ni les bombes et les torpilles. Le marché du matériel de guerre ne connaît pas la mévente et n'a jamais besoin d'être « assaini ». Les parlements votent facilement des crédits pour la défense nationale, car, l'intérêt supérieur étant en jeu, les contribuables comprennent que des sacrifices sont nécessaires. Alors que les grands

travaux publics ne favorisent en général qu'une région, les armements fournissent, au contraire, des « occasions de travail » à presque tous les corps de métiers. En France, 1 000 milliards consacrés à la défense nationale fournissent environ 200 milliards à l'industrie du bâtiment et au génie civil, 170 milliards à l'industrie mécanique, de 120 à 140 milliards à l'industrie électrique et aux télécommunications, 80 milliards à l'industrie textile et à celle des cuirs ; le reste se partage entre les constructions navales, l'aéronautique, l'automobile, l'emboutissage, la tôlerie, etc.

En passant, dès 1933, de grosses commandes de matériel de guerre à l'industrie américaine, Roosevelt permit à son *new deal* de remporter quelques succès. Qui, mieux que le ministre du Travail, pourrait le confirmer ? Or Mrs. Perkins, qui remplit ces hautes fonctions pendant tout le temps que Roosevelt fut au pouvoir, écrivit un livre intitulé *The Roosevelt I knew*, traduit en français sous le titre *Roosevelt, tel que je l'ai connu*. En voici quelques passages :

Page 197, parlant de l'année où commence l'expérience Roosevelt, le ministre du Travail écrit :

…L'estimation du nombre de chômeurs allait de treize millions trois cent mille à dix-sept millions. Le chiffre exact doit être entre les deux. Sur ce nombre, ceux qui étaient à proprement parler dans la détresse représentaient environ 75 pour 100.

Page 205, la politique du réarmement s'amorce :

…Les industries de guerre ont employé jusqu'aux aveugles, sourds et demi-estropiés. les hommes de cinquante ans n'étaient plus trop vieux pour être embauchés, puisque des hommes qui avaient dépassé soixante dix et même quatre-vingts ans trouvaient du travail. Roosevelt était particulièrement heureux de le constater. Il restait des gens difficiles à caser. On dut enseigner à certains qu'il faut se montrer digne d'un minimum de confiance et assez propre pour se faire admettre dans un atelier. Si extraordinaire que cela puisse paraître dans un pays comme le nôtre, on dut organiser pour les femmes des cours où elles apprenaient les soins des cheveux et des vêtements, le raccommodage, la propreté ménagère, la lecture de l'heure, etc.

Page 386, la seconde guerre mondiale est déclenchée :

…Les industries de la défense nationale marchaient à plein en 1940-1941. Pour la première fois depuis des années, la demande et l'offre de travail furent en équilibre. La crainte du chômage ne harcelait plus les ouvriers.

Le gouvernement des États-Unis n'a jamais prétendu le contraire, puisqu'une de ses brochures de propagande, ayant pour titre *La Politique étrangère des États-Unis*, contient, page 13, les lignes suivantes :

En 1933, plus de 12 millions d'Américains étaient en chômage. L'intérêt national suprême consistait à remettre en état notre économie durement touchée, et notre politique reflèta cette situation exceptionnelle. D'autres intérêts nationaux durent passer momentanément au second plan.

En 1945, plus de 12 millions d'Américains étaient sous les drapeaux…

Le rapprochement de ces deux chiffres : 12 millions de chômeurs, puis 12 millions de soldats, est beaucoup plus éloquent qu'un épais traité d'économie politique.

Voici encore le témoignage apporté par le général Eisenhower au cours de sa campagne présidentielle. Parlant le 3 octobre 1952, à Peoria (Illinois), il a déclaré :

C'est la guerre et non le fair deal[5] *qui a mis fin au chômage ; c'est la guerre qui a permis de maintenir un degré élevé d'activité économique… Le fait tout simple est que la seule amélioration obtenue dans notre situation économique depuis vingt ans ne s'est manifestée que dans les cinq années qui ont suivi la dernière guerre mondiale.*

Ce sont donc les armements, puis la seconde guerre mondiale, qui ont momentanément liquidé la grande crise des années 30. En effet, *malgré la guerre de Corée*, la fameuse « surproduction » n'a pas tardé à prendre des proportions bien plus grandes qu'autrefois. La production agricole a presque doublé depuis 1939 ! Pour éviter l'effondrement des prix, le gouvernement « assainit » les marché du blé, du coton, de la laine, du maïs, de l'huile de lin, des graines de lin, du beurre, des oeufs, des haricots, du soja, etc. Ce soin est confié à un organisme officiel, la *Commodity Credit Corporation*, qui possède des stocks ayant coûté plus de 7 000 milliards de

francs. Où leur trouver des débouchés ? Le gouvernement des États-Unis nous a offert du beurre à quatre-vingts francs le kilo[6]. À ces stocks de produits agricoles, il faut ajouter les stocks stratégiques de matières premières nécessaires à la conduite de la guerre. Enfin les statistiques officielles indiquent que 7 millions de travailleurs fabriquent des armements ou exécutent des programmes de défense nationale. Et 3 600 000 Américains sont actuellement sous les drapeaux. Or, malgré ces *occasions de travail* et une production très supérieure à celle d'avant-guerre, le chômage réapparaît[7]…

En Allemagne occidentale, dont le territoire fut cependant fort éprouvé, la situation redevient celle qu'elle était avant l'avènement de Hitler. L'Allemagne dispose déjà d'un crédit de 2 300 millions de marks au titre de sa balance commerciale. Cependant des grèves importantes éclatent de tous côtés et plus de 2 millions de chômeurs sont dans la misère. Le chancelier Adenauer ne cache plus son désir de ressusciter la Wehrmacht.

Chapitre 7
La lutte contre l'abondance

Le *new deal* de Roosevelt, malgré son échec, n'en a pas moins inspiré la politique de tous les gouvernements aux prises avec ce qu'on s'entête toujours à baptiser *surproduction*. En Europe notamment, les réactions gouvernementales furent sensiblement les mêmes qu'outre-Atlantique. La France se croyait à l'abri de la crise mondiale parce qu'elle avait à reconstruire dix départements qui, de 1914 à 1918, avaient servi de polygone aux artilleries de toute la planète. Cependant douze années ont suffi pour tout remettre en état et même pour doter nos industries du Nord et de l'Est de moyens de production supérieurs à ceux qui avaient été démolis. Puis notre pays se trouva plongé dans la dépression générale, ce qui permit à l'un de nos ministres de l'Agriculture, M.Ricard, de se lamenter dans les congrès internationaux : *Nous sommes en présence d'une catastrophe due à une trop grande production*. On réclamait l'intervention de l'État, car la mévente, asséchant les trésoreries, empêche les producteurs de continuer à produire. On déclara donc la guerre à l'abondance afin d'enrayer la baisse des prix qu'elle provoque. Le procédé est toujours le même : l'État achète les produits dits *excédentaires* avec l'argent qu'il puise dans la poche des contribuables ; il stocke ces produits ou les détruit, ou les laisse pourrir ; ensuite il invite les consommateurs à acheter ceux qui restent sur un marché ainsi *assaini*. Le consommateur paie donc deux fois : une première pour assainir, la seconde pour consommer. Au lieu de profiter de l'abondance, il fait les frais de sa destruction…

À l'unanimité moins une voix, le Parlement vota des lois et autorisa le gouvernement à pendre des décrets-lois qui avaient pour objet : de prescrire l'arrachage de dizaines de milliers de pieds de vigne ; d'interdire d'agrandir certains vignobles ; d'ordonner la distillation de millions d'hectolitres de vin ; de réduire de quelques milliers d'hectares la culture du blé et d'exiger la dénaturation de millions de quintaux ; de supprimer les offices agricoles coupables d'avoir permis *à l'agriculteur de réaliser de*

profondes améliorations techniques et de porter sa production à un niveau élevé (décret-loi du 30 octobre 1935) ; d'ouvrir un concours pour le meilleur moyen de rendre le blé impropre à la nourriture des hommes et des animaux (Journal Officiel du 27 septembre 1938, page 11 307) ; de faire abattre 150 000 bovins présumés tuberculeux ; de défendre l'ouverture d'une nouvelle usine ou d'un nouveau magasin de chaussures ; de restreindre celle de l'électricité ; de réduire le nombre des trains de voyageurs, des rames de métro ; de supprimer des lignes d'autobus ; d'envoyer quelques millions de broches à la ferraille[8], etc. On voit que l'accroissement de la productivité tournait assez mal.

Dès que Hitler en donna le signal, on intensifia les armements, ce qui permit d'assurer une bonne rentabilité au secteur de la défense nationale. Enfin, quand la seconde guerre mondiale éclata et accumula bientôt beaucoup plus de destructions que la première, ne pouvait-on pas légitimement espérer que l'abondance était ajournée *sine die* ? La pénurie, complète pendant les hostilités et l'occupation, survivait à la libération ; le rationnement, les tickets, le marché noir avaient de la peine à disparaître…

Cependant, comme en 1918, on s'efforça de relever les ruines, puis on invita les Français à *retrousser leurs manches* ! On les appela au travail, à bâtir un monde nouveau. Et très rapidement, *malgré la guerre d'Indochine*, la France se transforma en Terre Promise : cultures magnifiques, bétail abondant, magasins et marchés regorgeant de marchandises…

Cette résurrection fut célébrée dans le n° 61 du document officiel *France-Etats-Unis*[9], car on y lisait, page 30 : *Jamais l'industrie française n'a atteint un tel niveau de production ; jamais elle n'avait entrepris une telle tâche de modernisation ; jamais elle n'a possédé autant de moyens de production modernes ; jamais elle n'a disposé d'autant d'énergie : charbon, électricité, pétrole ; jamais elle n'a pu utiliser un système de transports plus moderne, plus efficace, plus rapide…*

C'est la vérité, car si l'on donne l'indice 100 à la moyenne de notre production d'avant-guerre, cet indice atteignait 151 en 1953. La production avait donc augmenté de moitié pour une population à peine plus

nombreuse. Dans quelques secteurs, la progression était considérable : l'indice était à 177 dans la transformation des métaux, à 180 dans l'industrie des produits chimiques, à 227 dans l'électricité, à 224 dans l'industrie du caoutchouc, à 366 dans celle du pétrole et des carburants.

Après un pareil accroissement de la productivité, l'euphorie ne devrait-elle pas régner dans toutes les familles ?

Au contraire, tout le monde se plaint.

Le chômage est revenu, les fonctionnaires et les ouvriers se mettent en grève, les faillites augmentent, les commerçants manifestent leur mécontentement en réunion publique, dans plusieurs départements les cultivateurs barrent les routes, l'abbé Pierre ramasse des milliers d'épaves humaines dans les rues de Paris pendant les nuits les plus froides de l'hiver, 45 % des vieillards ne mangent pas à leur faim, et le ministre de l'Agriculture fait entendre les mêmes lamentations que son prédécesseur quand il expose le *triste* bilan de 1953 : 7 millions de quintaux de blé de plus qu'en 1939, le double de la récolte d'orge, cinq fois plus de pommes de terre, 100 000 tonnes « excédentaires » alors qu'on stocke déjà beurres et fromages, 170 000 tonnes de viande de porc de plus qu'avant la guerre… Beaucoup trop de betteraves, de choux-fleurs, d'huile d'olive, de pommes à cidre, tous les records de vin et d'alcool battus et de loin. N'oublions pas que plusieurs millions de tonnes de charbon encombrent le carreau des mines, obligeant de mettre les mineurs en chômage forcé. Et pourtant ce magnifique accroissement de la productivité n'a été obtenu qu'en n'utilisant que 70 % de la puissance de nos moyens de production, la mévente immobilisant le reste.

Alors on « ré-assainit » les marchés. Afin d'éviter la baisse, l'État engage sa garantie financière pour le beurre, le lait, les oléagineux français ; l'Intendance achète des milliers de tonnes de viande ; le gouvernement garantit le prix des betteraves, celui de la Régie des alcools, etc. Et l'on cherche à vendre au dehors, même à perte, tout ce que les Français n'ont plus les moyens d'acheter, quelque besoin qu'ils en aient. Combien de milliards faudra-t-il extraire de la poche des contribuables pour l'assainissement des marchés et les primes à l'exportation[10] ?

Mais les économistes officiels se plaignent de la *stagnation* de l'économie française, du malthusianisme des producteurs, et le gouvernement s'empresse de créer un *Commissariat à la Productivité*. C'est croire encore que la part de chacun est d'autant plus grande que la masse produite est abondante, ce qui n'est vrai que si on la distribue selon les besoins. Mais on la *vend*, ce qui pose le problème du pouvoir d'achat des consommateurs.

Chapitre 8
Le mythe du revenu national

C'est pendant que la production est en cours qu'elle distribue l'argent dont la population a besoin pour vivre. La distribution du pouvoir d'achat étant une opération continue, elle ne peut avoir d'autre origine qu'une autre opération continue, comme l'est la création des richesses. Telle est la base de notre système économique. Or non seulement l'accroissement du pouvoir d'achat ne suit pas l'accroissement de la production, mais depuis que la production croît et que l'emploi décroît, l'écart se tend continuellement entre la valeur de la production offerte et la valeur des revenus qu'elle distribue. La baisse du pouvoir d'achat est donc la rançon du progrès, ce dont personne ne douterait si ce phénomène n'était masqué par les vicissitudes qu'en éprouve la monnaie. Pour montrer schématiquement comment les choses se passent, nous utiliserons la classification de Colin Clark car elle facilite notre raisonnement.

Cet économiste australien classe l'économie en trois secteurs : le *primaire* comprend l'agriculture et toutes les matières premières ; le *secondaire*, toutes les formes de l'industrie ; le *tertiaire* groupe les fonctionnaires, les militaires, les commerçants, les professions libérales, etc.

Le *primaire* et le *secondaire*, produisant seuls des richesses réelles, sont les seuls qui distribuent l'argent à toute la population.

Il est clair que les consommateurs qui dépendent des secteurs *primaire* et *secondaire* reçoivent *directement* leur pouvoir d'achat sous forme de salaire et de profits.

Les consommateurs appartenant au *tertiaire* ne sont cependant pas privés de pouvoir d'achat, mais il leur parvient *indirectement*, car il leur est *transféré* par les consommateurs qui en possèdent déjà. Ces derniers effectuent ce transfert parce qu'ils réclament les services que le *tertiaire* leur rend.

Quant à l'État, il prélève indistinctement son pouvoir d'achat sur tous ceux qui en possèdent, mais pour le redistribuer aussitôt : d'une part aux fonctionnaires, militaires, pensionnés, etc., d'autre part aux bénéficiaires d'allocations et de subventions. À cet égard, il existe au sein du budget français, une sorte de budget « social » concernant environ 2 300 milliards[11] pris chaque année dans la poche des uns pour être mis dans la poche des autres.

Le lecteur est peut-être surpris que le *primaire* et le *secondaire* distribuent seuls du pouvoir d'achat.

Pour s'en convaincre, qu'il suppose l'arrêt complet de toute la production. Après consommation des stocks de produits, il n'y a plus de pouvoir d'achat pour personne, l'argent est toujours là, mais devenu inutile, car toute l'activité du *tertiaire* n'empêcherait pas la population de mourir de faim et de froid.

Au contraire, dès que la production se remet en route, elle recommence à distribuer salaires et profits, ce qui permet à ceux qui les reçoivent de transférer une partie de leur pouvoir d'achat au *tertiaire* en échange des services qu'il leur rend. Ajoutons que ce raisonnement n'est juste que si l'on a soin de n'inclure dans le *tertiaire* aucune profession dont les services ont une contrepartie productive.

Ceci dit, il est évident que le *primaire* distribue toujours moins de pouvoir d'achat puisque les progrès techniques éliminent continuellement des travailleurs. Ne déplore-t-on pas la désertion des campagnes et l'abandon de villages entiers ? Ce qui n'empêche pas les récoltes d'être toujours plus abondantes. Le *secondaire*, également, distribue toujours moins de pouvoir d'achat, car les progrès techniques améliorent les outillages, ce qui élimine des travailleurs. Les usines se dépeuplent à mesure que des kWh remplacent des heures d'ouvriers.

Dès lors où peuvent se réfugier les travailleurs évincés du *primaire* et du *secondaire*, si ce n'est dans le *tertiaire* ? Il est donc inutile de se plaindre du nombre grandissant des fonctionnaires et du pullulement des intermédiaires. Les effectifs du *tertiaire* ne peuvent que grossir, même s'ils finissent par créer des professions parasitaires. On est scandalisé par le fait

que la France compte près d'un million de détaillants, soit un pour cinquante habitants. Qu'ils soient trop nombreux, c'est indiscutable, mais dans quel secteur peuvent-ils aller gagner leur vie ? Sans doute le développement abusif du *tertiaire* fait hausser les prix, mais c'est le seul moyen de dégager le pouvoir d'achat dont ont besoin pour vivre ceux qui ne peuvent plus s'en procurer autrement. Cette hausse du prix de la vie accélère encore la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Peut-être posera-t-on la question : pourquoi le *revenu national*, officiellement établi chaque année, ne dénonce-t-il pas ce phénomène ? Parce que le *revenu national* d'un pays ne correspond à aucune réalité ; ces deux mots réunis n'ont aucun sens. On comprendrait la signification du *produit national* d'un pays car cela ne réclamerait pour être dressé que des milliers d'additions : il constituerait le copieux inventaire de chacune des richesses produites au cours d'une année. On y trouverait les quantités de blé, de lait, de viande, de légumes, de ciment, de bicyclettes, de vin, de vêtements, de navires, etc., dont s'est enrichie la nation. Après y avoir ajouté les importations et retranché les exportations, on pourrait comparer cet inventaire avec celui des autres années afin d'avoir l'accroissement de biens de chaque catégorie. En économie libérale, cet inventaire, pratiquement impossible à établir, serait très approximatif.

Mais le *revenu national* est tout autre chose : ayant conservé l'empreinte de son origine fiscale, il ne s'exprime pas en nature, mais en francs. Il a la prétention d'évaluer tous les biens produits dans l'année et tous les services rendus, y compris les revenus provenant de l'étranger et à l'exclusion du revenu allant aux habitants de nationalité étrangère. L'établissement d'une pareille comptabilité, en économie libérale, serait encore plus impossible — si l'on ose dire — que l'inventaire des biens créés. Alors on additionne pêle-mêle les revenus provenant des trois secteurs, sans toujours discerner s'il ne s'agit pas de revenus transférés. Ainsi, si un ingénieur touche 100 000 francs par mois, le *revenu national augmente de 100 000 francs*, si cet ingénieur engage un secrétaire auquel il donne 40 000 francs par mois, *le revenu national passe à 140 000 francs* ; si le secrétaire donne 6 000 francs à sa femme de ménage, le *revenu national* passe à 146 000 francs et ainsi de suite, en sorte que celui qui engage une cuisinière

augmente le *revenu national*, mais le diminue s'il l'épouse. Ce sont de si regrettables confusions, ajoutées à celle de prendre la richesse financière pour la vraie richesse d'un pays, qui ont permis à M. Marc Jacquet d'écrire dans *Le Monde : Ce serait méconnaître la triste réalité de notre époque… que trente-cinq années de guerre, d'inflation et de crises économiques ont abouti à la destruction des deux tiers de notre patrimoine*. Comment le tiers de notre patrimoine peut-il créer aujourd'hui beaucoup plus de richesses que les trois tiers de ce patrimoine en 1919 ?

De son côté, M.Alfred Sauvy écrit dans le Journal Officiel du 7 avril 1954 (page 387) : *Si l'on tient compte de l'accroissement de la population, le revenu national par habitant est au même niveau qu'en 1929 ; il n'y a aucun progrès. Et, si l'on tient compte de l'accroissement relatif de la consommation militaire, économiquement stérile, les richesses disponibles des Français ont diminué*. Alors pourquoi se plaint-on de récoltes excédentaires, pourquoi cet assainissement des marchés, pourquoi ces magasins regorgeant de marchandises, et ce besoin d'exporter à tout prix ? Si le *revenu national* est au même niveau qu'en 1929, la production des richesses n'a-t-elle pas plus que doublé depuis lors ? À la vérité, le revenu national, pétri de contradictions et de calculs mystérieux, finit tout de même par refléter maladroitement l'appauvrissement financier des Français, c'est-à-dire la baisse de leur pouvoir d'achat !

Il semble que cette baisse du pouvoir d'achat n'ait pas besoin d'être démontrée, puisque tous les Français se plaignent de l'insuffisance de leurs moyens financiers d'existence. Les travailleurs et les fonctionnaires réclament constamment des augmentations, des revalorisations, des rappels, des majorations, des allocations d'attente, des indemnités provisionnelles, ou forfaitaires, des indemnités de vie chère, de transport, de déménagement, des ajustements, le reclassement de la fonction publique, des primes exceptionnelles ou de rendement ou de productivité, etc. Des millions de travailleurs défendent ce *minimum vital* qu'on accorde dans une ville assiégée.

La baisse du pouvoir d'achat provoque l'augmentation du nombre des faillites. Il s'est élevé à 532 en novembre 1954, ce qui est un chiffre

record, car la moyenne, avant la guerre, ne dépassait pas 401[12].

Doit-on s'étonner si, dans une société où le plus grand nombre est en proie à des difficultés de plus en plus sévères pour *joindre les deux bouts*, la moralité soit en baisse ? La malhonnêteté finit par pendre le dessus, et le vol, la concussion et les scandales sont en pleine expansion. Les prisons sont pleines puisqu'elles ne peuvent plus jamais se vider, car ceux qui en sortent sont obligés d'y rentrer : comment trouveraient-ils un gagne-pain quand les travailleurs, qui à quarante-cinq ans perdent leur emploi ont toutes les peines du monde à en trouver un autre, même avec les meilleurs certificats ?

Et pourtant, si les Français sont *financièrement* pauvres, ils n'ont jamais été *matériellement* plus riches. Alors pourquoi maintenir l'austérité quand on dispose des moyens pour la faire disparaître ?

Chapitre 9
C'est l'argent qui manque

Quand on passe en revue l'armée des consommateurs, on s'aperçoit que, privilégiés mis à part, les troupes manquent du nerf de la guerre pour aller à la rencontre d'un prodigieux amoncellement de produits exposés dans d'innombrables vitrines. Les magasins contiennent tout ce qu'il est possible de désirer : articles de luxe, de demi-luxe, de consommation courante, tout ce que la nature et l'industrie humaine offrent aux convoitises, tout ce qui contribue au bien-être et à la satisfaction des goûts les plus délicats. Les grandes villes, comme les simples bourgades, regorgent de marchandises qui débordent sur les trottoirs, envahissent souvent les portes cochères. Et, si les boutiques sont pleines et archi-pleines, les arrière-boutiques ne le sont pas moins. Sur tous les marchés, à côté de monceaux de victuailles, on offre des soldes de tout genre : vêtements, lingerie, chaussures, articles de ménage, etc. Cette profusion n'attend que les clients.

Après avoir admiré son étalage, pénétrons dans un magasin, car la vue de toutes ces merveilles ne coûte rien. Interrogeons le patron, le gérant ou le chef de rayon :

— Si les clients vidaient d'un seul coup votre magasin, pourriez-vous regarnir tous ces rayons ?

Avec un sourire, il répondra :

— Sur un coup de téléphone, on me remplace tout ce qui est là, et à crédit !

C'est que ces richesses, en effet, ne sont que l'avant-garde de la production. Derrière cette interminable ligne de vitrines serpentant à travers toute la France se trouvent des grossistes, des entrepôts, des coopératives, des magasins généraux dont les réserves sont prêtes à remplacer les articles qui disparaîtraient des magasins. Et derrière, une troisième ligne, groupant des fabriques, des ateliers, des usines, est

capable de soutenir les deux premières, si elles venaient à faiblir. Sur cette formation, hélas ! l'activité ne règne pas, car tous ces éléments tournent au ralenti. Enfin, toujours plus en arrière, s'échelonnent des cultures, des mines, des forêts, des hauts fourneaux, des centrales électriques, bref de puissants moyens ne demandant qu'à produire, produire encore, produire toujours, car des laboratoires et des instituts de recherches permettent constamment de créer des richesses nouvelles. Or toute cette puissante organisation en profondeur ne travaille que dans la mesure où le pouvoir d'achat de la clientèle le permet.

Si le lecteur doute que le problème de la production soit pratiquement résolu, qu'il fasse une hypothèse ; une commande, tombant du ciel, le charge d'acheter n'importe quelle espèce de marchandises pour une somme de cinquante millions, payables comptant. Éprouverait-il quelque peine à placer cet ordre ? C'est à qui lui accorderait rabais, remises, escomptes de caisse. De même, si une riche clientèle étrangère venait se fixer en France, ne se procurerait-elle pas tout ce qu'elle désire ? Si nous recevions la visite d'une quantité double de touristes serions-nous embarrassés pour les nourrir, vêtir, distraire et même leur vendre tout ce qu'ils daigneraient emporter ? N'est-il donc pas stupide de condamner tant de Français à se contenter d'admirer les fruits de leur labeur ? Une image va résumer cette situation. Prévoyant l'exode, par la gare de Lyon, de 100 000 Parisiens, la SNCF prépare des trains comportant 100 000 places. Mais il faut un billet pour avoir le droit d'y monter. Or la *conjoncture* veut que les guichets n'en possèdent que 50 000. En conséquence, la moitié seulement des trains s'ébranlent et les autres restent vides, à quai, devant 50 000 voyageurs. Pourquoi remplir les trains non pas d'après le nombre de voyageurs, mais d'après le nombre de billets ? Ce ne serait logique que si l'insuffisance des billets reflétait l'insuffisance des places. Il n'existe qu'une différence conventionnelle entre le billet de banque et le billet de chemin de fer, car en fait, le premier est en papier et le second en carton.

Quand on y réfléchit, on voit que rien n'empêche les Français d'élever considérablement leur niveau d'existence, puisque les moyens qui le permettent sont à pied d'œuvre et que le désir de s'en servir ne manque pas pour obtenir les biens et les services qu'ils procurent. Le seul obstacle

qui s'oppose à ce que ce désir soit exaucé est l'impossibilité de payer ce que les producteurs ne demandent qu'à vendre.

CURIEUX SYSTÈME FINANCIER QUE CELUI QUI EMPÊCHE LES HOMMES DE CONSOMMER CE QU'ILS ONT PRODUIT !

L'État aussi désargenté que les contribuables invoque constamment son impuissance à financer l'effort que l'impécuniosité des Français les empêche d'accomplir.

Un pays a-t-il le droit d'arrêter son développement économique et industriel sous prétexte que son système financier ne lui permet pas d'entreprendre ? Tout ce qui est matériellement possible ne devrait-il pas être réalisé ? Si, financièrement, c'est devenu impossible, n'est-ce pas la preuve que notre système financier fonctionne mal ? *Il limite la production au lieu de la servir*.

Aujourd'hui, les techniciens disent si telle chose est utile et réalisable, mais les financiers décident si elle sera réalisée.

CURIEUSE MONNAIE QUE CELLE QUI EMPECHE À LA FOIS DE CONSOMMER ET DE PRODUIRE !

Elle n'est pourtant pas intangible. Il y a quarante ans, notre franc valait cent centimes, il n'en vaut plus aujourd'hui que la moitié d'un ! Il vaut toujours vingt sous, mais le sou ne vaut plus rien. Il a disparu avec le centime et le liard, plus de pièces d'or et d'argent, plus de pièces d'un sou, de deux sous, de quatre sous, de cinq sous. Tout cela au cours d'un demi-siècle ! C'est en étudiant les transformations que subit empiriquement la monnaie que nous découvrirons le rôle nouveau qu'elle s'apprête à jouer.

Chapitre 10
Qu'est-ce que l'argent ?

Le chapitre de l'argent est délicat à aborder, car pour bien des gens, l'argent est un mystère impénétrable. L'homme de la rue pense confusément que la monnaie est d'origine naturelle, peut-être même divine. Il n'en existe qu'une quantité limitée et il convient d'en attirer à soi le plus possible. Ceux qui savent que la monnaie est une création des hommes sont souvent embarrassés pour dire quels hommes la fabriquent : le gouvernement ? L'Assemblée Nationale ? La Banque de France ? Enfin les renseignés ont le préjugé tenace qu'une monnaie *saine* doit être *stable*. Quelle erreur ! La dépréciation continue de la monnaie est un fait démontré par tous les documents de l'Histoire. C'est parce que la monnaie n'a jamais été stable que les hommes ont pu se libérer des vieilles dettes qui aujourd'hui pèseraient d'un poids si lourd qu'elles écraseraient des générations. Si un seul franc (de 1914) avait été placé à 5 % et à intérêts composés au début de l'ère chrétienne, il fournirait aujourd'hui à chaque habitant de la planète sept lingots d'or d'un volume égal à celui du globe terrestre ! Ce qui fait croire à la stabilité de la monnaie, c'est que pendant un petit peu plus d'un siècle, le franc n'a subi aucune dévaluation légale, et comme de mémoire de rose on n'a jamais vu mourir de jardinier… À la vérité, les prix ayant doublé pendant ce laps de temps, notre franc *sain* et *stable* avait perdu en fait la moitié de sa valeur.

Si les origines de la monnaie sont obscures, son histoire l'est beaucoup moins : elle a été imaginée comme un rouage commode pour vivre en société ; elle est aussi l'exemple le plus parfait de la spontanéité des institutions économiques : personne ne l'a inventée, personne n'a prévu les transformations qu'elle subirait. Son origine se perdant dans la nuit des temps, les économistes en sont réduits à des hypothèses dont la plus classique est que nos lointains ancêtres, éprouvant des difficultés à troquer des marchandise et des services contre d'autres marchandises et d'autres services, firent le choix d'une *marchandise-tierce* pour étirer le troc

dans le temps, ce qui le rendrait plus aisé. Cette marchandise-tierce est la monnaie. L'innovation date probablement de l'époque où les hommes commencèrent à se diviser le travail…

Pendant des millénaires, cette marchandise-tierce a beaucoup varié : coquillages, défenses d'éléphants, noix de coco, plumes colorées, pointes de flèche en silex taillé, esclaves, barres de sel, bétail, cuir, etc. Sur quelques coins du globe, certaines de ces monnaies ont encore cours.

Huit siècles avant Jésus-Christ, l'or, le métal argent et le bronze commencèrent à s'imposer dans le bassin méditerranéen. Les Grecs, les Romains et avant eux les Assyriens employèrent ces métaux suivant les ressources du pays et l'état de la civilisation. Ils sont malléables, solides, d'une divisibilité parfaite et se conservent longtemps sans trop d'usure. L'or et l'argent restent la marchandise-tierce pendant de nombreux siècles, mais comme le rapport entre ces deux métaux a toujours été précaire, l'or élimina l'argent-métal dans la plupart des pays. Si l'or s'imposait par sa stabilité, celle-ci était cependant constamment bousculée, car l'extraction de l'or dépendait de conditions techniques très variables : une mine s'épuisait, d'autres se découvraient, les procédés d'extraction s'amélioraient. Depuis l'antiquité, et même jusqu'au XIX^{e} siècle, ce furent donc les propriétaires de mines qui produisaient de la monnaie, puisque le minerai d'or est la matière première de la pièce que frappe l'Hôtel de la Monnaie à quiconque lui apporte des lingots. Mais, si l'on transforme des lingots en monnaie, on transforme aussi des pièces de monnaie en lingots pour des motifs très divers, car on exporte de l'or, on en importe. En bref, si la monnaie-or fut supérieure aux précédentes, elle restait encore barbare : en effet, dans une économie où l'unité monétaire est l'équivalent d'un poids d'or, les prix ne peuvent jamais être stables, puisqu'on ne peut rattacher la valeur de la monnaie à la fois à l'or et aux biens de consommation. Le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'ensemble des biens varie continuellement. On a essayé vainement de maintenir ce rapport constant en agissant tantôt sur la valeur de la production, tantôt en réglementant le marché de l'or, mais ce fut toujours peine perdue. Cependant, si l'or a été la dernière des monnaies-marchandises, c'est que ce métal n'existait pas en quantité suffisante pour faire face aux besoins

grandissants des échanges, *car les progrès de la civilisation exigent toujours plus de moyens de paiement*. Or, si l'on a besoin de plus de monnaie, il faut en créer : qui aura le droit d'en fabriquer ?

La question ne comporte qu'une seule réponse : *le droit de fabriquer de la monnaie a toujours été considéré comme un attribut essentiel de la souveraineté*. Puisque toute la population en a besoin, la monnaie doit être créée et contrôlée pour le bien général, c'est-à-dire dans l'intérêt de la collectivité. De plus, il n'y a que le souverain qui puisse donner *pouvoir libératoire* à la monnaie, obligeant ainsi tous les créanciers à l'accepter en paiement.

Tant que la monnaie a été une marchandise qu'on fabriquait comme toutes les autres, l'État a entendu contrôler sa fabrication. C'est une conditions de l'indépendance nationale, et les Américains l'ont compris quand ils ont fait la guerre aux Anglais pour conquérir le droit souverain de battre monnaie et se libérer des exigences de la Cité de Londres.

Pendant le Moyen Age, les seigneurs et les évêques possédaient dans leurs terres des ateliers où l'on frappait des pièces de monnaie, et c'est contre ce privilège, dont chacun se montrait jaloux, que les rois de France revendiquèrent toujours très haut *le droit régalien de battre monnaie*. À mesure que ces petites souverainetés sont venues se fondre dans le pouvoir royal, le droit de fabriquer de la monnaie s'est concentré dans la main du chef de l'État. C'est pour conquérir le pouvoir monétaire que Philippe le Bel persécuta les Templiers et que son fils Jean le Bon essaya vers 1321, d'établir dans tout le royaume l'unité des monnaies comme celle des poids et mesures. Idée simple et pratique qui ne se réalisa qu'en 1789 !

On a reproché aux rois de France d'avoir altéré les monnaies en fixant arbitrairement le taux du marc d'or et d'argent, soit qu'ils voulussent gagner sur la monnaie en réalisant des bénéfices, soit, au contraire, pour assurer aux pièces un titre et un poids réguliers. Mais pouvaient-ils augmenter la circulation monétaire autrement qu'en affaiblissant les pièces ? D'autre part, c'était le seul moyen de se procurer des ressources puisqu'il n'existait pas d'impôts réguliers et que les revenus du domaine

royal étaient insuffisants. Rappelons, au passage, que la fameuse *monnaie de compte*, contrairement à une opinion courante, n'a jamais été imaginée pour se garer des mutations monétaires. Ce n'était qu'une monnaie théorique destinée à mettre un peu d'ordre dans le désordre des pièces en circulation, car elle ne servait à calculer les prix qu'au moment d'un paiement : on ramenait alors à la monnaie de compte les multiples monnaies qu'offrait le débiteur.

Remarquons encore que notre ancienne *livre-tournois* n'a jamais été qu'une monnaie de compte *non réalisée*, car elle n'a jamais existé matériellement, et c'est après 1789 qu'on lui substitua le franc de germinal an XI (28 mars 1803) lequel par une ironie du sort, fut tout de suite une monnaie *réelle*, ce qui ne l'empêcha pas de connaître quelques vicissitudes.

Contrairement encore à une opinion assez répandue, notre fameux franc-or de germinal an XI était une monnaie d'argent pesant cinq grammes au titre de 9/10 de fin. En effet, nos grands ancêtres avaient voulu faire concorder le système monétaire avec celui des poids et mesures. Le franc équivalait ainsi au poids de cinq centimètres cubes d'eau distillée. Mais, si notre franc-or fut alors en argent, on frappa bientôt des pièces d'or de vingt francs qui pesèrent six grammes, quatre décigrammes, cinq centigrammes et une fraction, pour que le kilo d'or à 9/10 de fin puisse contenir cent cinquante-cinq pièces de vingt francs dont la valeur (3 100 francs) égalait celle de 15,5 kilos d'argent au même titre. On espérait maintenir le fameux rapport légal entre l'or et l'argent.

Entre le règne de Saint Louis et la Révolution, c'est-à-dire un peu plus de cinq siècles, la livre-tournois s'est continuellement dévalorisée. Sous Saint Louis, elle valait environ 3 600 francs de nos francs actuels ; sous Jean le Bon, 1 740 ; sous Henri II, 520. Devenue le franc de germinal, elle n'en valait plus que 200.

La monnaie-or ne circule plus nulle part dans le monde. Certes, elle existe encore dans les caves des banques d'émission et à Fort-Knox aux États-Unis, car les gouvernements s'en servent comme appoint dans le règlement des balances des comptes entre nations.

Nous allons voir bientôt que le franc de germinal an XI, créé pour en finir avec la monnaie de compte, est devenu lui-même une monnaie de compte. C'est qu'en matière monétaire l'empirisme le plus absolu a toujours prévalu. Aucun économiste, aucun homme d'État, aucun financier, je le répète, n'a jamais prévu l'avenir de la monnaie. Simple rouage social dont la fonction est de faciliter la production des richesses et leur distribution, la monnaie a toujours dû s'adapter aux exigences de l'évolution des sociétés.

Chapitre 11
Première rallonge

On manquait de *moyens de paiement*. Personne ne proposant de remède, la nécessité le fit jaillir inopinément : *la monnaie-or* enfanta *le billet de banque*, qui enfanta la *monnaie-papier*. C'est dans l'Angleterre du XVII^{e} siècle que débuta cette révolution monétaire.

Les routes étant peu sûres, les voyageurs prenaient l'habitude, avant de partir, de confier leurs lingots et leurs pièces d'or aux marchands de la Tour de Londres. Mais Charles 1er, à court d'argent, fit un jour main basse sur ces petits trésors. Désabusés, les voyageurs déposèrent alors leurs pièces et lingots chez les *goldsmiths* (orfèvres), qui, en contrepartie, délivraient un reçu nommé *goldsmiths note*. L'usage s'établit bientôt de se servir de ces *notes*, moins encombrantes que le numéraire, et le public les accepta comme de la monnaie. Alors un *goldsmith* à l'esprit éveillé, fit la réflexion suivante : *Si je fabriquais quelques goldsmiths notes « fictives » j'aurais de l'argent que je prêterais à intérêts, ce qui serait une excellente affaire : qu'est-ce que je risque ?* Mettant son idée en pratique, il s'aperçut qu'il ne risquait rien, car si le porteur d'une *goldsmiths note « fictive »* réclamait éventuellement ses pièces d'or, le *goldsmith* lui remettait celle qu'on lui avait effectivement déposées. Ce *goldsmith* est l'inventeur inconnu du *billet de banque*.

L'intérêt de l'opération est considérable : en effet, *quand la monnaie, cessant d'être marchandise, devient simple morceau de papier, faire de la monnaie présente un immense avantage pour celui qui la met en circulation, car il se garde bien de le faire à titre gracieux. Il obtient en échange la contre-valeur de la monnaie qu'il a émise. En commençant par s'en servir quand il l'écoule dans le public, elle lui ouvre un droit de consommation, ce qui lui permet de prélever,* ipso facto*, des marchandises et des services. Tous les faux monnayeurs s'en sont avisés depuis longtemps*.

Par un phénomène de télépathie, les anciens banquiers d'Italie et d'Amsterdam, qui délivraient, eux aussi, des récépissés de dépôts quand on leur déposait des espèces, procédèrent comme l'orfèvre de Londres, d'où génération spontanée de billets de banque.

N'était-ce pas aller sur le droit régalien de battre monnaie ? Sans doute, mais l'État le laissait tomber en désuétude car Charles II poussa la condescendance jusqu'à emprunter des billets de banque pour payer ses dépenses. La preuve que ce *moyen de paiement* se généralisa très vite, c'est que, dès 1672, on rapporta plus de reçus à rembourser qu'il n'avait été déposé de pièces d'or, d'où le premier krach !

Créer des billets de banque finissant par devenir dangereux si tous les banquiers se livraient à cette opération, l'un d'eux voulut en avoir le privilège, ce qui réclamait l'intervention de l'État. Or, précisément, Guillaume III d'Angleterre était à court d'argent et dans l'impossibilité de lever des impôts. Il reçut donc, en 1684, la visite d'un groupe de riches citoyens, ayant un certain William Paterson à sa tête. Ils lui proposèrent la combinaison suivante : ils créeraient une banque au capital de douze cent mille livres sterling (or et argent) qui seraient prêtées au roi à 8 % d'intérêt. En contrepartie, le roi autoriserait la banque à émettre exclusivement des billets de banque dans la cité de Londres et pour un montant égal à celui de son capital : douze cent mille livres (papier) qu'elle utiliserait pour son compte. Le roi ayant accepté, la banque s'appela la *Banque d'Angleterre* : ses fondateurs avaient acquis *le privilège de fabriquer de la monnaie légale*.

Ce n'est pas ici le lieu de retracer l'histoire mouvementée de cette banque. Deux ans après sa fondation, elle traverse une crise redoutable, car elle a émis déjà 1 750 000 livres (billets) avec une réserve de 36 000 livres (or). Nouvelles crises en 1745, 1794, 1825, 1847, 1857, 1866, etc. Mais elle avait l'excuse que le roi ne lui avait jamais rendu son capital alors qu'elle avait consenti de grosses avances à la Couronne. En 1844, Robert Peel fit décider par le Parlement que les deux cent soixante-dix neuf banques locales, qui émettaient encore des billets, ne seraient plus remplacées au fur et à mesure de leur disparition, car leurs clients perdaient confiance

dans leurs *bank-notes*. La Banque d'Angleterre vit ainsi son monopole de fait se transformer en monopole de droit. Créée en 1694, elle fut nationalisée deux cent cinquante-deux ans plus tard, en 1946.

En France, Louis XIV avait créé des billets pour les besoins de la guerre ; il en restait pour 492 millions de livre-tournois à sa mort. Pendant la Révolution, le gouvernement émit des assignats garantis par les biens nationaux ; mais, comme des monnaies de nature différente donnent toujours naissance à autant de prix différents quand elles circulent en même temps, l'aventure se termina mal.

Cependant, le 24 pluviose an VIII (13 février 1800), des banquiers parisiens, parmi lesquels MM.Perregaux, Le Couteulx-Cauteleu, Mallet aîné et Récamier, assistés du fabricant de tabac M.Robillard, déposaient les statuts d'une banque au capital de 30 millions dont l'objet était d'escompter des effets de commerce. Trois ans plus tard, la loi du 24 germinal an XI (14 avril 1803) lui donnait une constitution organique et elle devenait la *Banque de France*. L'État lui concédait pour quinze ans le droit d'émettre des billets de banque à Paris et dans les grandes villes où elle aurait des succursales.

Ses débuts furent difficiles, car on venait trop souvent lui demander d'échanger ses billets contre des espèces. Mais Napoléon, partisan de la séparation de la monnaie et de l'État, ne voulut jamais entendre parler de *cours forcé*. Dès l'année suivante, on remania la constitution de la Banque de France pour en faire un type de gouvernement monarchique constitutionnel. Son privilège était prolongé de vingt-cinq ans et son capital porté à 90 millions. Mais, si les actionnaires élisaient toujours les régents et les censeurs, la direction était exercée par un gouverneur et deux sous-gouverneurs nommés par l'empereur.

Contrairement à une opinion bien ancrée, la Banque de France n'a jamais été tenue de conserver un rapport entre le montant de son encaisse métallique et le montant de ses billets en circulation. La quantité de billets émis dépend, en principe, des besoins du commerce : elle escompte des effets de commerce et consent des avances sur titres. Quant à ses billets,

leur émission ne devrait pas dépasser un certain plafond fixé par la loi, mais une nouvelle loi surélevait le plafond quand il risquait d'être crevé.

Quoi qu'il en soit, une alerte se produisit dès 1848, car les porteurs de billets étaient trop nombreux à en demander le remboursement. Un décret du 15 mars, évitant de parler du *cours forcé* alors aussi redouté que l'inflation aujourd'hui, décida que les billets seraient reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et les *particuliers*. Le cours légal, mais forcé, cessa le 6 août 1850.

Cependant, soixante-quatre ans plus tard (5 août 1914), au lendemain de la déclaration de la guerre, un événement considérable se produisit : *l'État pour faire face aux énormes besoins de la défense nationale, décréta le moratoire : le billet de banque cessait d'être remboursable en espèces et devenait un effet moratorié*.

À partir du moment où le billet de banque a perdu son gage, il cesse d'être une monnaie-marchandise pour devenir une monnaie-papier, c'est-à-dire un simple titre de créance sur les marchandises et services à vendre. Ou, si le lecteur préfère, le gage de la monnaie-papier est constitué par les marchandises et services qu'elle permet d'acquérir. Si les marchandises et les services n'existaient pas, le billet vaudrait exactement zéro.

Cette rupture brutale avec des années d'orthodoxie financière ne paraît pas avoir encore été nettement perçue du public.

Inutile de rappeler l'histoire du billet de banque : à l'origine simple reçu d'une certaine quantité d'or à laquelle il donnait droit, on peut le comparer à la photo du lingot dont le porteur du billet est propriétaire. Mais on a si souvent multiplié les épreuves de la photo, que son porteur n'aurait finalement eu droit qu'à quelques grains de poussière du lingot : il a paru préférable de n'en plus parler.

Aujourd'hui, feu notre billet de banque peut être assimilé à un timbre-poste de grand format et à usage étendu, mais qui ne coûte guère plus cher à fabriquer.

La Banque de France a été nationalisée en 1945 avec quatre de nos grandes banques de dépôts.

Ouvrons ici une parenthèse : si la Banque de France était encore une institution privée, elle serait depuis quarante ans en état de cessation de paiement. Elle n'est donc pas une banque ordinaire puisqu'il est impossible de la liquider.

Sa circulation de billets est de l'ordre de 2 500 milliards de francs.

L'aventure de la Banque de France n'est pas exceptionnelle ; toutes les nations ont abrogé l'obligation de rembourser leurs billets de banque en or. Sauf au cours d'une courte période, l'état de choses d'avant-guerre n'a été rétabli dans aucun pays du monde.

Le 20 septembre 1931, le gouvernement anglais obtenait du Parlement la suspension (?) de la convertibilité de la livre, exemple suivi le même jour par l'Égypte, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la Palestine ; le 26 septembre par l'Irlande, le 28 par la Norvège, le 29 par la Suède et le Danemark, le 19 octobre par le Canada, etc.

Roosevelt abandonna l'étalon-or dans le *Farm Relief Act* du 12 mai 1933. Et, par le *Gold Reserve Act* du 30 janvier 1934, l'or est devenu monopole de l'État. Personne aux États-Unis ne peut détenir des lingots ou des pièces d'or, même les banques et établissements financiers. Les banques de réserve fédérale, qui sont les banques d'émission, n'échappent pas à cette règle. La totalité de l'or existant aux États-Unis est enfouie dans une mine appelée Fort-Knox, où il est à la disposition du Gouvernement qui l'achète ou le vend au prix fixe de trente-cinq dollars l'once. Quand on prétend que l'unité monétaire des États-Unis et de la Suisse est en rapport avec une certaine quantité d'or, on oublie que ces deux pays en interdisent le transfert.

Quant au papier-monnaie, il semble qu'il n'en ait pas été émis en quantité suffisante pour les besoins de l'économie, puisqu'une autre forme de monnaie fit soudain son apparition. Disons quelques mots de la seconde rallonge du franc.

Chapitre 12
Seconde rallonge

À la fin du XIX^{e} siècle, la monnaie a pris une nouvelle forme si mystérieuse que le grand public l'ignore encore. Peut-être parce que, n'ayant aucune existence tangible, elle ne passe pas de main en main. Ce sont les banques de dépôts qui l'émettent sans avoir à la faire frapper, ni à l'imprimer, ni même à veiller à ce qu'elle demeure en bon état, mais cela ne les empêche pas de la prêter à intérêts. *Ex nihilo fit*, disaient les Romains…

Le banquier, du néant,
Sort moyens de paiement…

en quantité considérable, aussi considérable en France que celle des billets, plusieurs fois supérieure dans les pays anglo-saxons. On la nomme *monnaie bancaire ou scripturale*. Préférons *monnaie bancaire*, terme correspondant à l'emploi qu'on en fait sous forme de crédits bancaires.

Ceci dit, de même que la *monnaie-or* a enfanté la *monnaie-papier*, la *monnaie-papier* a enfanté la *monnaie bancaire*. Avant de définir cette dernière, quelques malentendus sont à dissiper.

Les billets se salissent et se déchirent, on risque de les perdre ou de se les faire voler ; on préfère donc les déposer dans une banque et avoir ainsi un *compte en banque*. Mais beaucoup s'imaginent que l'argent déposé leur appartient toujours et que la banque, se bornant à le tenir à sa disposition, serait une sorte de garde-meuble. Erreur ! Il ne s'agit plus d'un dépôt dans le sens juridique, chose sacrée à laquelle le dépositaire ne doit pas toucher ; au contraire, l'argent déposé *appartient à la banque* et, si elle fait faillite, le déposant n'est plus qu'un créancier.

Quand on dépose des billets dans ses caisses, la banque de dépôt tient mentalement le langage suivant : *Je prends votre argent et j'inscris la*

somme dans un compte que je vous ouvre ; je m'engage à la rembourser à vue, soit à vous, soit à la personne que vous me désignerez. Le dépôt est donc une dette de la banque vis-à-vis du déposant, car il convient de ne jamais confondre les *espèces* d'une banque et ses *dépôts*. Les espèces (son encaisse) lui appartiennent et figurent à son actif ; ses dépôts sont inscrits à son *passif* car elle les doit. Le déposant a donc échangé son argent contre une *promesse de payer* et, comme il a confiance, il considère cette promesse comme de l'argent et la transfère sous forme de *chèques*. Le chèque est donc l'ordre donné à la banque de transférer à un autre la *promesse de payer*.

En conséquence, la banque ne conserve pas l'argent dans son coffre, mais elle se hâte de s'en servir pour en tirer profit.

Le public croit encore que les banques de dépôts ne peuvent prêter que l'argent qu'elles possèdent car des gens avertis expliquent qu'en accordant aux déposants un intérêt infime ou nul et en prêtant l'argent déposé à 7, 8 et même 9 % la différence d'intérêt constitue le bénéfice de la banque. Hélas ! si son activité était aussi limitée, un établissement financier ne couvrirait pas ses frais généraux.

À la vérité, les banques ont fait une découverte merveilleuse, à savoir *qu'elles peuvent prêter beaucoup plus d'argent qu'elles n'en ont*. Cet argent qu'elles prêtent sans le posséder, c'est précisément la *monnaie bancaire*.

Qui donc a fait cette belle découverte ? Un inconnu à l'esprit aussi subtil que celui de l'orfèvre qui inventa le *billet de banque*. On se rappelle que ce précurseur avait imaginé de fabriquer un reçu de pièces d'or qui n'existaient pas : son émule se contenta de dire à un banquier : *autorisez-moi à tirer un chèque sans vous verser d'argent*.

Quoi ! un chèque sans provision ? Et pourquoi pas, si la banque y consent ? Qui l'empêche de faire cette provision avec les provisions des autres déposants ? C'est précisément en procédant de la sorte que la banque crée la *monnaie bancaire*, tout comme fut créé le billet de banque. Il se produit pour des dépôts de billets ce qui s'était passé pour les dépôts d'or : tous les déposants ne les réclament pas à la fois. Si donc la banque de

dépôts observe un certain rapport, appelé *coefficient de liquidité*, entre les billets qu'elle possède et les prêts qu'elle consent — comme on respectait autrefois un rapport entre le numéraire en caisse et les billets de banques émis — la banque ne court plus qu'un seul risque, celui de gagner beaucoup d'argent.

Créer de toutes pièces des ressources financières pour les prêter à intérêt, n'est-ce pas le rêve ?

Inutile de rappeler les avantages de l'opération : que la monnaie soit émise par le gouvernement, par les banques ou par les faux-monnayeurs, dans les trois cas, celui qui la met en circulation obtient sa contre-valeur en richesses réelles : marchandises et services.

Enfin, si par un hasard extraordinaire les déposants venaient tous retirer leur argent en même temps, l'expérience prouve que l'État vient au secours des banques en décrétant un moratoire (en France, le 5 août 1914 ; aux États-Unis, en 1931). Quelquefois, c'est le Trésor qui avance les fonds qui manquent (Banque Industrielle de Chine, Banque Nationale de Crédit).

Que le lecteur parte du principe que l'argent qui sort d'une banque de dépôts ne découche jamais. En voici l'explication :

Supposons que le lecteur ait un compte à la *Société Générale* et tire un chèque au nom de X… ; alors de deux choses l'une : ou X… a, lui aussi, un compte à la *Société Générale*, ou son compte est peut-être au *Crédit Lyonnais*. Dans le premier cas, le *Lyonnais*, à qui X… donne son chèque, ne va pas l'encaisser à la *Générale*, mais le remet à la *Chambre de Compensation*, qui centralise tous les chèques. Cette institution découvre aussitôt que, si le *Lyonnais* a des chèques qui sont payables à la *Générale*, la *Générale* en a qui le sont au *Lyonnais*, et, comme ils s'annulent réciproquement, le plus souvent, aucun mouvement d'espèce n'est nécessaire.

Enfin, si X… n'avait aucun compte en banque, il irait encaisser son chèque à la *Générale* et en dépenserait l'argent. Celui-ci ne tarderait pas à tomber entre les mains d'un titulaire de compte en banque et la compensation s'effectuerait.

Nous allons montrer maintenant que les banques n'attendent pas qu'on leur fasse des dépôts, car elles en créent de toutes pièces[13]. Exemple : voici un négociant désireux de faire escompter des effets de commerce payables à quatre-vingt-dix jours ; la banque accepte, ouvre un compte à son nom et le crédite du montant des effets diminué de l'escompte et des commissions d'usage. La banque a donc assimilé le négociant à un déposant qui aurait versé cette somme en billets. En effet, quand on lui dépose des billets, elle passe l'écriture :

Caisse… X

à Dépôt… X

et, quand elle escompte des effets, l'écriture devient :

Effets en portefeuille… X

à Dépôt… X

Dans les deux cas, les dépôts de la banque ont augmenté.

Autre exemple : Y…, entrepreneur de travaux publics, sollicite une ouverture de crédit de 50 millions. La banque étudie son bilan, constate que son entreprise est rentable et accorde le découvert demandé. Elle ouvre donc un compte à Y… et le crédite de 50 millions. Elle remet à Y… un carnet de chèques, ce qui l'autorise à en tirer jusqu'à concurrence du découvert. Tout se passe exactement comme si l'entrepreneur avait déposé 50 millions en billets.

En définitive, toute sortie d'argent d'une banque ne tarde pas à réapparaître sous forme de nouveaux dépôts dans l'ensemble du système bancaire.

Enfin, si les banques de dépôts sont à court de trésorerie, elles peuvent toujours se procurer des billets en réescomptant leur portefeuille d'effets à la Banque de France. Celle-ci assigne à chaque banque un plafond de réescompte qu'elle ne doit pas dépasser. Les banques peuvent ainsi opérer avec une marge de sécurité suffisante.

Certains économistes prétendent que les billets et la monnaie bancaire sont deux choses différentes, mais ils n'ont jamais réussi à le prouver. Cinq minutes passées à côté du guichet d'une banque de dépôts leur permettraient pourtant de voir avec quelle facilité la monnaie bancaire se transforme en billets, et les billets en monnaie bancaire.

Quand un particulier fait le compte de ses disponibilités, n'additionne-t-il pas ses billets et le crédit de son compte en banque ?

C'est exactement ce que fait le *Conseil National du Crédit* quand il veut déterminer le volume de nos *moyens de paiement*. Au chiffre de la circulation des billets, il ajoute le montant de la monnaie bancaire en considérant qu'elle est constituée par le total des soldes créditeurs de tous les comptes de dépôts, sans distinguer entre les dépôts de billets et les dépôts fictifs provenant d'ouverture de crédit consenties par les banques.

Mais ne court-il pas le risque de compter deux fois certains billets, une première fois dans la circulation, une seconde dans les dépôts réellement effectués par les titulaires de comptes ? Le Conseil National du Crédit estime ce risque infinitésimal, car les billets déposés dans les banques figurent dans leur encaisse, et celle-ci est presque toujours déposée à la Banque de France.

Au volume de nos moyens de paiement, le Conseil National du Crédit ajoute encore les dépôts aux chèques postaux et les dépôts des particuliers à la Banque de France.

Aujourd'hui, le règlement par simples écritures est si développé, que la plupart des opérations de trésorerie, au stade de la production et d'une partie de la distribution, se font sans intervention de billets. On ne s'en servira bientôt plus que dans les échanges au stade du détail. Aussi le lecteur a-t-il probablement remarqué que la Banque de France, dans les derniers jours du mois, signale régulièrement de grosses *sorties* de billets, phénomène parfois interprété comme une offensive de la sournoise inflation. Mais l'explication est simple : les entreprises lui ont réclamé des billets pour assurer la paie de fin de mois grossie des appointements de leur personnel[14]. Comme les salariés utilisent ces billets dans le courant du mois suivant, ceux-ci ne tardent pas à rentrer au bercail par les mille

canaux du commerce privé, des guichets de banque et des chèques postaux. La Banque de France annonce alors d'importantes *rentrées* de billets. On peut en conclure que tous les moyens de paiement rendent les mêmes services et que le billet tend à devenir la petite monnaie du crédit bancaire. En fait, les crédits bancaires se résument en de simples écritures puisqu'ils circulent ensuite sous forme de chèques, passant de patrimoine en patrimoine, exactement comme des billets.

On affirme que la Banque de France n'est plus une institution privée, car, depuis la loi de 1945 qui l'a nationalisée, elle serait un organisme de l'État. Alors pourquoi l'État sollicite-t-il d'elle des avances ? L'État emprunte donc à l'État et à intérêts ? Quand la Banque de France consent à lui faire crédit, elle stipule que la somme devra lui être remboursée dans un délai très court, ce qui laisserait à penser qu'elle se prive de ressources qui lui font cruellement défaut. Or il n'en est heureusement rien, car l'avance se réduit à l'autorisation donnée à l'État de tirer des chèques sur la Banque de France et, comme l'État se hâte de dépenser l'argent ainsi obtenu, l'argent avancé par la Banque de France rentre presque immédiatement au siège de cette banque, si le hasard veut qu'il en soit sorti.

Et nous pouvons donner de la monnaie bancaire une courte définition : c'est une seconde rallonge du franc, consistant en crédits qui ne coûtent que de simples écritures à passer.

Chapitre 13
Comment se fabrique l'argent

Depuis que le franc a rompu ses amarres avec l'or, il se présente sous trois formes :

1° *Pièces de bronze-aluminium et de cupronickel*, simples reliques de notre ancienne monnaie métallique. Le disque est resté, mais le lingot a disparu. Cette monnaie divisionnaire est la seule que frappe l'État et lui coûte peu à fabriquer. C'est tout ce qui subsiste du monnayage, prérogative souveraine, selon un vieil axiome de notre droit coutumier.

2° *Billets* émis par la Banque de France, qui a conservé l'habitude de les assimiler à feu le billet de banque.

3° *Monnaie bancaire* (ou scripturale), simple annexe des billets.

Billets et monnaie bancaire constituent la grande masse de nos moyens de paiement dont l'augmentation est à signaler, car cette masse a quadruplé depuis 1945. Voici la progression :

Fin 1938	192 milliards
Fin 1945	1 006 milliards
Fin 1950	3 121 milliards
Fin 1951	4 000 milliards
30 juin 1953	4 288 milliards
1954	4 400 milliards

En 1955, le volume des billets et celui de la monnaie bancaire s'équilibrent à peu près : 2 500 milliards en *billets* environ 2 500 milliards en *monnaie bancaire*[15].

De sorte que nos *moyens de paiement* sortent moitié d'une imprimerie et moitié d'un encrier.

Ils augmentent ou diminuent sous l'unique action des banques par un mécanisme qui n'a rien de mystérieux.

Pour en simplifier la description, nous ramènerons la circulation des billets de 2 500 milliards à 10 millions, chiffre plus maniable ; et nous raisonnerons comme si tout notre système bancaire se résumait en une seule banque de dépôt, ce qui est pratiquement le cas, puisque la *Chambre de Compensation* joue le rôle d'un super-siège social des banques et que la Banque de France est la banque des banques ; enfin nous adopterons 20 % comme *coefficient de liquidité* (rapport entre billets et monnaie bancaire), car cette proportion a existé dans les pays anglo-saxons.

Il devient alors facile de montrer que, si la monnaie bancaire se détruit au fur et à mesure qu'elle est remboursée, son volume, au contraire, ne cesse de croître par le jeu même des opérations précédemment décrites.

Puisque nous supposons que les Français ne disposent que de 10 millions de francs de billets, il est probable qu'ils en conservent la moitié entre leurs mains pour leurs dépenses courantes et qu'ils déposent le reste en banque (soit 5 millions de dépôts).

Le bilan de la banque se présente ainsi :

DOIT		AVOIR	
Dû aux déposants…	5 millions	Encaisse…	5 millions

Cette écriture est correcte, car l'argent déposé appartient à la banque et figure à son actif. Elle doit la même somme aux déposants ou à

leurs ayants droit et l'inscrit à son passif.

Mais l'expérience prouve à la banque que, si on lui retire de l'argent, on lui en rapporte aussitôt. Et pour faire face à ce va-et-vient, il lui suffit de garder en caisse 20 % du montant de ses engagements. Puisqu'elle est parée à toute éventualité avec un seul million, pourquoi garderait-elle 4 millions inutiles ?

Elle s'empresse donc de les utiliser. Justement X et Cie sollicitent un prêt de 4 millions avec d'excellentes garanties. La banque l'accorde et son bilan devient le suivant :

DOIT		AVOIR	
Dû aux déposants…	5 millions	Encaisse…	1 million
		Prêt…	4 millions

Attention ! Un changement est intervenu dans la circulation des billets : avant le prêt, elle était de 5 millions ; après le prêt, elle s'élève à 9 millions, car les 4 millions sortis de la banque et remis à X et Cie ont été utilisés : ils sont donc allés grossir la circulation des billets.

Mais ces 4 millions ne tardent pas à faire retour à la banque puisque ceux qui les ont reçus de X et Cie les ont versés en banque sous forme de nouveaux dépôts. Le bilan de la banque va porter trace à la fois de ces nouveaux dépôts et de l'augmentation de son encaisse. Il se présente donc ainsi :

DOIT		AVOIR	

Dû aux déposants…	9 millions	Encaisse…	5 millions
		Prêts…	4 millions

Maintenant, pour respecter le coefficient de liquidité, la banque doit conserver plus d'un million de francs (billets), car le volume de ses dépôts a augmenté ; elle ne fera plus *travailler* que 3 millions. Or une occasion se présente sous forme d'un local bien situé, facile à transformer en siège social luxueux où les services de la banque seront en rapport avec son chiffre d'affaires qui grandit. De plus somptueux bureaux inspirant confiance à la clientèle, la banque consacre 3 millions à cette acquisition et aux aménagements, et son bilan est ainsi modifié :

DOIT		AVOIR	
Dû aux déposants…	9 millions	Encaisse…	2 millions
		Prêts…	4 millions
		Immeuble…	3 millions

Cependant, les 3 millions (billets) décaissés par la banque ayant été versés au vendeur, à l'architecte, à l'entrepreneur, ont été utilisés par eux et sont donc allés grossir la circulation des billets. Dès qu'ils font retour à la banque sous forme de nouveaux dépôts, le bilan se lit ainsi :

DOIT		AVOIR	
Dû aux déposants…	12 millions	Encaisse…	5 millions
		Prêts…	4 millions
		Immeuble…	3 millions

Et ainsi de suite aussi longtemps que la banque maintiendra un rapport convenable entre son encaisse et ses dépôts. Puisque ce rapport est de 20 %, le bilan finira par présenter l'aspect suivant :

DOIT		AVOIR	
Dû aux déposants…	25 millions	Encaisse…	5 millions
		Prêt, immeuble et divers…	4 millions

Récapitulons les différentes opérations :

DOIT	AVOIR	Billets en	Total des

				circulation	moyens de paiement
Dû	5 millions	Encaisse	5 millions	5 millions	10 millions
Dû	5 millions	Encaisse Prêt	1 millions 4 -	9 millions	14 millions
Dû	9 millions	Encaisse Prêt	5 millions 4 -	9 millions	14 millions
Dû	9 millions	Encaisse Prêt Immeuble	2 millions 4 - 3 -	8 millions	17 millions
Dû	12 millions	Encaisse Prêt Immeuble	5 millions 4 - 3 -	5 millions	17 millions
Dû	25 millions	Encaisse Prêt,	5 millions 20 -	5 millions	30 millions

	Immeuble, Divers		

Ainsi les *moyens de paiement* ont été triplés par le seul jeu de la *monnaie bancaire*. En Angleterre, à la fin de la dernière guerre, les moyens de paiement se présentaient dans les proportions suivantes : 1,5 % en monnaie métallique, 17 % en billets, 81 % en monnaie bancaire ;

En France, la monnaie bancaire n'a encore permis que de doubler nos *moyens de paiement* pour des raisons diverses dont la principale est que l'usage du chèque est encore peu développé[16]. Plus son emploi se généralise dans un pays, plus les banques peuvent multiplier leurs opérations avec toujours moins de billets ou, pour mieux dire, *plus elles peuvent prêter ce qu'elles ne possèdent pas*.

On voit que nos *moyens de paiement* augmentent de la façon la plus régulière, mais aussi la plus avantageuse pour les banques, puisqu'elles créent le *pouvoir d'achat* par la façon dont elles consentent et annulent des crédits. Remorquées par la Banque de France, les banques de dépôts régularisent la quantité d'argent dont les Français disposent pour acheter, épargner, placer, prêter.

Il n'entre pas dans ce cadre d'expliquer plus complètement le contrôle qu'exercent les banques sur l'économie en augmentant ou en diminuant les dépôts de leurs clients. Il faudrait montrer également que la Banque de France, à l'étage au-dessus, contrôle souverainement les disponibilités des banques par le mécanisme de l'*open market* (marché ouvert) que le décret-loi du 17 juin 1938 lui a permis de pratiquer. Ces deux mots signifient que la Banque de France entre et sort à sa guise du marché des valeurs d'État ; elle en achète ou elle en vend selon qu'elle veut agir dans un sens ou dans un autre sur le marché monétaire, car l'*open market* lui permet d'intervenir avec plus d'efficacité que les variations de son taux d'escompte. Elle vend aux banques des Bons du Trésor s'il lui paraît qu'elles ont trop de disponibilités ; elle leur en achète dans le cas contraire. Par ce petit jeu de bascule, elle permet d'augmenter ou elle oblige de détruire les

crédits et, si les banques accordent moins de nouveaux crédits qu'on ne leur en rembourse d'anciens, elles provoquent une déflation monétaire dont les inconvénients peuvent être graves.

Il est donc au pouvoir des banques d'augmenter ou de diminuer le pouvoir d'achat du franc. Mais, fort heureusement, personne n'opère encore ni sur le mètre ni sur le litre !

Nous pouvons conclure :

1° Que *nos moyens de paiement* ne varient pas proportionnellement aux biens de consommation et aux services qui sont créés : ils varient selon l'action des établissements financiers *qui ne créent de la monnaie que pour la prêter à intérêt*. En conséquence, ils ne peuvent connaître que les entreprises "rentables", c'est-à-dire celles qui profitent de la « rareté » des produits. Ils ne consentent donc pas de crédits pour la construction d'un pont, d'une école, d'un asile de vieillards ni même d'un hôpital public, mais en accordent à une clinique privée ou pour réaliser un film « rentable ».

2° Que la monnaie se dématérialise constamment et tend à se rapprocher de l'unité de compte. S'évadant du moule dans lequel elle était emprisonnée, elle se sublime : elle n'est plus qu'un nombre suivi du mythe qu'il multiplie.

3° Que la monnaie a perdu la qualité qui en faisait l'instrument des échanges, mais qu'elle est apte à devenir celui de la distribution.

Chapitre 14
Contradictions

Revenons. Dans son livre *Out of my later years*, page 461, Einstein a remarquablement analysé la situation : *Les moyens de production ayant été mécanisés, dans une économie inorganisée, ont eu pour résultat qu'une partie de la population n'est plus utile à la production des richesses et se trouve exclue de la consommation. Il en est résulté un affaiblissement du pouvoir d'achat*[17]. Nous venons de montrer que la monnaie, au même moment et sous la pression des événements, subissait une transformation complète. Devenue simple titre de créance, n'apportait-elle pas le remède à l'affaiblissement du pouvoir d'achat ?

On préféra recourir à la déflation, à la reflation, à la hausse puis à la baisse des tarifs, à la stabilisation, à l'expansion puis à la restriction du crédit, à l'assainissement des marchés, au stockage des denrées, à la relance, etc. Un peu comme le médecin qui emploierait successivement, par ordre alphabétique, tous les remèdes de la pharmacologie dans l'espoir que le malade s'en trouvera mieux avant de mourir. Aujourd'hui, on se résigne à proclamer quelques principes sans voir leurs conséquences :

Il faut augmenter la productivité ! Mais n'est-il pas ridicule d'augmenter la production quand les magasins sont déjà si pleins qu'on cherche désespérément des débouchés ? Si la production stagne, n'est-ce pas parce que les clients n'ont pas d'argent ? Pourquoi créer des richesses si personne ne doit s'en servir ? On répète avec Jean-Baptiste Say, mort il y a plus d'un siècle, que les marchandises s'échangent contre des marchandises ; mais si c'était vrai, la demande croîtrait avec la production et il n'y aurait qu'à *laisser faire et laisser passer*. Or cette formule est même abandonnée quand il s'agit de la circulation automobile ! Elle provoquerait aussi des embouteillages.

Il faut restreindre la consommation, car les Français vivent au-dessus de leurs moyens ! Mais est-ce avec des austérités pénibles qu'on viendra à

bout de la mévente et qu'on bénéficiera de l'augmentation de la productivité ? On condamnerait les Français à la Grande Pénitence sous prétexte que leurs magasins sont pleins ?

Il faut développer nos exportations ! Mais tous les pays ne se le proposent-ils pas aussi ? Tous cherchent à vendre à l'étranger tout ce que leurs nationaux ne peuvent plus acheter. Tous cherchent des débouchés pour les mêmes produits. Déjà pour vendre un sac de notre blé, nous lui épinglons deux billets de mille francs. Nous en attachons davantage à la queue de nos vaches. Or les États-Unis et le Canada ont des *surplus agricoles* si considérables, qu'il ne nous sera jamais possible de les concurrencer. Enfin, si un pays se borne à exporter, il se vide de sa substance. Il faut donc qu'il importe des marchandises de valeur égale. Mais remplacer nos marchandises invendues par des marchandises étrangères qu'on ne vendra pas davantage, est-ce une solution ?

Il faut réaliser le plein emploi ! Mais l'objet de l'agriculture et de l'industrie est-il de fournir des produits aux hommes ou de leur procurer du travail ? Il est de leur fournir des produits, et tous les efforts des savants tendent à leur en fournir le plus possible en exigeant toujours moins de labeur. Tout progrès technique qui soulage l'homme d'un travail pénible est un bien. En conséquence, chaque producteur augmente son rendement en perfectionnant son outillage et diminue le prix de revient en licenciant des travailleurs. Après quoi chaque producteur compte sur ses confrères pour les réembaucher ! Puisque le travail humain est un facteur décroissant de la production, ne voit-on pas que le *plein emploi* devient irréalisable, à moins de faire effectuer aux hommes un travail inutile ?

On se propose de *reclasser* les travailleurs, donc de trouver du travail aux chômeurs partiels et complets, mais il en faudrait aussi aux hommes et femmes qui, à quarante-cinq ans, perdent leur emploi et ne peuvent plus en trouver un autre ; du travail encore pour les milliers de jeunes gens pourvus d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'enseignement industriel qui ne trouvent pas de situation. De plus, on réclame du travail pour les vieux, pour les aveugles, pour les mutilés, pour les déficients mentaux, pour les réadaptés, pour les infirmes, pour des milliers de nord-africains en détresse. *L'aide au Travail des Cloîtres* en

implore pour des milliers de religieuses qui vivent dans le dénuement le plus complet. On réclame déjà du travail pour les rapatriés d'Indochine, on en réclamera demain pour les travailleurs des entreprises marginales, etc. À LA VÉRITÉ, IL SERAIT PLUS FACILE DE FAIRE CONSOMMER LE SURPLUS DE LA PRODUCTION AUX CHÔMEURS QUE DE FAIRE ABSORBER LES CHÔMEURS PAR UNE PRODUCTION QUI N'A PLUS BESOIN D'EUX.

Dans les années 20, quand le moteur à explosions se substitua au moteur à crottin, les chevaux disparurent de la ville et des champs. A-t-on réclamé le *plein emploi des chevaux* ? Cette comparaison ne devrait choquer personne puisqu'on parle couramment du *marché du travail* et du *marché des chevaux*… Ces derniers devenus inutiles, on limita la naissance des poulains quand on n'envoyait pas leur mère chez l'équarrisseur. Abandonnerons-nous encore longtemps, dans la plus complète indigence, les hommes et les femmes dont le travail est accompli par des machines ?

Courir ta chance, devrait-on dire au travailleur, c'est t'efforcer de découvrir un patron qui trouvera profit à t'embaucher, mais il n'embauche que les travailleurs dont son outillage a besoin et il perfectionne sans cesse son outillage afin de réduire l'embauche.

Promettre le *plein emploi*, c'est se réfugier dans une attitude paresseuse, c'est prétendre esquiver les problèmes que posent la révolution mécanicienne et la cybernétique.

Chômage vient probablement du mot *comessatio*, repos pris hors des temps ordinaires. Une fête chômée est un jour faste, où l'on se repose, où l'on est libéré du travail pénible. Laisser chômer les terres, signifie qu'on les laisse reposer sans les ensemencer. C'est donc par une perversion de l'esprit que le chômage, en droit, est devenu la privation de travail d'où résulte la misère pour celui qui l'éprouve. Réclamer aujourd'hui le *plein emploi* dans une nation moderne c'est condamner les hommes au supplice de Sisyphe. On se souvient que l'époux de Mérode dut subir dans les enfers une peine qui l'a rendu fameux. Elle consistait à pousser devant lui, des pieds et des mains, avec d'incroyables efforts, un immense rocher qu'il roulait de la plaine au faîte d'une montagne. Quand il croyait l'avoir fixé au sommet, ce poids énorme dégringolait la pente avec un grand fracas. Alors

Sisyphe recommençait indéfiniment son ingrat travail sans jamais prendre un instant de repos. Le rocher de Sisyphe est le symbole du *plein emploi*.

Il faut avoir pour l'inflation autant d'horreur que pour la peste ! Mais les méfaits de l'inflation résultent de la guerre qui a obligé les gouvernements à en faire dans des proportions massives. Le mal n'est pas dans la chose. Qu'on lui laisse sa destination et sa mesure et tout ira bien. En dose pharmaceutique la strychnine fait du bien, trois grammes tuent. L'abus est même d'autant plus dangereux que la chose est meilleure : *corruptio optimi pessima* disaient les Anciens. Coupe-t-on la langue des hommes sous prétexte qu'elle leur permet de mentir ?

Nous avons vu que les moyens de paiement devraient logiquement augmenter à mesure que la production se développe. Un retard dans cette augmentation équivaudrait à une véritable déflation dont on connaît les effets désastreux. Par un mystère impénétrable, les économistes s'hypnotisent sur le seul accroissement de la circulation des billets, sans observer que le volume de la monnaie bancaire grandit aussi de son côté. Il leur arrive même de la confondre avec les dépôts que les clients effectuent en billets dans les banques.

À dire le vrai, il convient de diriger l'usage de l'inflation car une économie qui périclite faute de moyens de paiement se redresse vigoureusement dès qu'on lui en fournit, comme une plante se redresse après la sécheresse. Notre système financier le permet-il ? Non, puisque les moyens de paiement dont disposent les consommateurs dépendent des institutions bancaires qui créent, administrent, contrôlent et annulent les crédits. Quand on limite l'escompte, quand on augmente son taux ou qu'on annule des crédits, l'équilibre est rompu entre les moyens de paiement et la valeur des produits et des services mis en vente.

Ne nous attardons pas plus longtemps, le lecteur ayant compris que le rôle d'un système monétaire étant de distribuer la production pour qu'elle soit consommée, le nôtre ne le remplit qu'accidentellement puisque la monnaie est émise dans un dessein bien différent : *pour être prêtée à intérêt !…*

En bref, monnaie et crédit (c'est aujourd'hui la même chose) ne sont créés que pour augmenter la production et jamais la consommation. De sorte que, si le consommateur est éliminé de la production, il est privé d'argent.

J'abrège. Le problème de la production est résolu, c'est celui de la consommation qu'il faut résoudre. Or le développement continu de nos moyens de production n'est plus accompagné aujourd'hui de pouvoir d'achat. Le déséquilibre qui en résulte ne peut aller qu'en grandissant.

Au lieu de s'en tenir au mode de financement ordinaire, il faut recourir à un mode de financement extraordinaire. Lequel ? À celui dont on s'est servi pendant la guerre, *mais, au lieu de créer massivement du pouvoir d'achat pour les œuvres improductives de guerre, on n'en créera que pour les besoins de l'économie du temps de paix*. La monnaie, on ne saurait trop le répéter, doit devenir un mécanisme comptable permettant à la fois de produire et de consommer. Elle ne devrait être qu'un rouage de l'économie tout entière. Quand un pays est capable de fournir des produits pour répondre aux besoins, *il ne doit rencontrer aucun obstacle*.

En faveur de quels consommateurs conviendrait-il de créer du pouvoir d'achat ?

On ne se souvient donc plus des malheureux que l'abbé Pierre ramassait la nuit dans les rues de Paris, par dix ou douze degrés au-dessous de zéro ? Or si exiler un homme en plein désert et l'y laisser mourir de faim et de soif est un crime, c'en est un plus grand encore de le laisser mourir de faim et de froid devant des produits excédentaires.

En 1955, la France compte plus de 4 millions d'économiquement faibles, ainsi pudiquement appelés parce qu'on leur donne juste de quoi ne pas mourir de faim. Personne ne se souvient que ce sont des victimes de la guerre au même titre que les sinistrés, car beaucoup de ces malheureux ont possédé un patrimoine dont la guerre les a dépouillés. Cela s'est fait le plus légalement du monde. Quand la guerre éclate, l'État, obligé de faire face subitement à des dépenses de l'ordre de centaines de milliards, ne peut plus se procurer d'argent. Impossible de lancer des emprunts et encore moins de lever des impôts, puisque la mobilisation désorganise l'économie

de fond en comble. Il est donc obligé de recourir à une gigantesque inflation qui lui fournit le pouvoir d'achat nécessaire au financement des opérations militaires. En définitive, cette mesure de salut public n'est qu'un très lourd impôt déguisé que certains Français seront seuls à acquitter par la perte de leur patrimoine. En effet, cette inflation prodigieuse fait grimper les prix d'autant plus vite et plus haut qu'une autre conséquence de la guerre est de réduire sérieusement la production des biens de consommation. Tous les Français dont les revenus sont fixes, comme les rentiers, les pensionnés, les retraités sont alors contraints de liquider ce qu'ils possèdent pour faire face à l'élévation continue du prix de la vie. L'inflation de guerre provoque un immense transfert de richesses au sein de la population, car, en contrepartie de ces millions de nouveaux pauvres, s'étale le luxe de quelques centaines de nouveaux riches.

Qui peut croire sérieusement la France capable de prospérer tant que plus du dixième de sa population se compose d'indigents ?

Or notre situation économique est aujourd'hui aux antipodes de ce qu'elle était pendant la guerre. On ne fait plus queue devant des boutiques vides, mais des boutiques pleines attendent des clients ! Indemniser les économiquement faibles, sous forme de pouvoir d'achat, d'une partie de la valeur des biens dont ils ont été dépouillés, serait une mesure de simple équité qui trouverait immédiatement sa récompense dans une augmentation du chiffre d'affaires. *Les débouchés que nous cherchons désespérément au dehors, c'est à l'intérieur qu'ils se trouvent !* Il suffit de *solvabiliser* des besoins criants.

La place me manque pour montrer qu'en estimant à 1 000 milliards chaque année le pouvoir d'achat à créer en faveur des économiquement faibles, l'État récupérerait cette somme par l'accroissement des recettes budgétaires et l'économie des subventions qu'il accorde aux exportateurs. Il n'aurait pas non plus à acheter pour les stocker des denrées *excédentaires*, car les marchés s'assainiraient comme par enchantement. Cette augmentation de moyens de paiement stimulerait la production mieux que tous les discours dominicaux. Et les prix ne bougeraient pas, car ces nouveaux moyens de paiement, n'ayant pas été prêtés par les banques aux producteurs, ne seraient jamais incorporés dans les prix.

Enfin, à mesure que la production grandirait, l'État relèverait par le même procédé le pouvoir d'achat des classes les plus défavorisées.

Fort bien, dira le lecteur, car tout ceci se résume en somme à ce que l'augmentation inévitable de nos moyens de paiement, au lieu de passer par le canal de la production, parvienne directement au consommateur sous forme d'un supplément de son pouvoir d'achat ; mais en dernière analyse, où nous conduit cette politique ?

Chapitre 15
Réfléchissons

À l'économie des besoins…

En nous efforçant de rester fidèles à la méthode cartésienne, nous avons analysé les *faits* économiques et recherché la raison de leurs contradictions. Seule une critique serrée de l'économie actuelle (celle des besoins solvables) pouvait expliquer son mauvais fonctionnement. Maintenant doit venir la synthèse dont l'application devrait donner satisfaction puisqu'elle sera conforme aux *faits*.

Mais une simple vue de l'esprit permettrait-elle de construire l'édifice d'une économie nouvelle ? Pas plus que la belle imagination de Jules Verne n'a pu prévoir les avions à réaction. Réduisons l'ambition à tenter de nous mettre d'accord sur quelques principes généraux, puis à examiner s'ils pourraient servir de base à une économie rationnellement organisée. Voici quel pourrait être le premier :

L'homme possède le droit à la vie, car il le tient des lois de la nature. Il a donc droit à sa part dans les richesses du monde. Grâce à son travail, il pouvait se procurer cette part et ainsi gagner sa vie. Il le pourra désormais de moins en moins, car son travail est progressivement éliminé par un gigantesque appareil de production qui rend tous les jours le labeur humain moins nécessaire. Cependant les progrès techniques qui se succèdent, en libérant de plus en plus l'homme de ses occupations matérielles ne doivent pas le priver des biens créés sous prétexte que son travail n'a pas été nécessaire.

En effet, si l'homme est dénué de moyens d'existence, son droit à la vie devient un leurre. Mais si l'homme a inventé une machine pour travailler à sa place, n'est-il pas juste qu'elle travaille pour lui ? Comment lui assurer sa part dans les richesses produites ?

À la vérité, la richesse d'un pays moderne se compose moins d'abondantes récoltes, d'usines bien outillées, de moyens de transport

rapides et nombreux, car tout cela ne résiste pas aux engins de guerre. La fortune des hommes de notre temps réside dans l'efficience des techniques qui permettent de créer des richesses. Nous avons donc tous le droit de profiter des découvertes de nos devanciers ; d'où ce deuxième principe :

L'homme est l'héritier d'un immense patrimoine culturel qu'il trouve aujourd'hui en naissant, car l'équipement agricole et industriel n'est qu'une œuvre collective poursuivie pendant des siècles par une foule innombrable de chercheurs et de travailleurs, tacitement associés pour l'amélioration continuelle de la condition humaine.

Cependant, si l'homme est l'héritier de ce prodigieux patrimoine, il n'est que l'usufruitier des richesses qu'il permet de créer. Sous quelle forme pourrait-il en percevoir sa part ?

Écartons la fameuse *prise au tas*, qui se concilie mal avec l'ordre qui doit régner dans une économie rationnelle. La prise au tas s'accompagnerait de gaspillage, car elle implique des rations qui ne pourraient pas s'adapter aux préférences des consommateurs ; et la *prise au tas* restreindrait le choix, puisqu'on serait contraint de ne créer que des produits d'une regrettable uniformité.

Dans le monde moderne, la part d'usufruit ne se conçoit que sous forme de *pouvoir d'achat*, donc de monnaie, puisqu'elle ne constitue plus qu'un titre de créance. Il faut que tout le monde possède de l'argent pour vivre, comme tout le monde a de l'air pour respirer ; d'où ce troisième principe :

Les droits politiques ne suffisent plus à assurer la liberté des hommes, car, pour vivre, il faut avoir de quoi vivre. Les droits du citoyen doivent se compléter des droits économiques du consommateur, concrétisés par un « revenu social » auquel il aura droit du berceau au tombeau. La femme y a droit aussi, car aucune loi naturelle ne la condamne à dépendre économiquement de l'homme.

Le revenu social dissocie ainsi le travail et sa rémunération, puisque le travail de l'homme, conjugué avec celui de la machine, fournit un rendement qui n'est plus proportionnel ni à la peine, ni à l'effort du travailleur.

En distribuant aux consommateurs, sous forme de *revenu social*, la contre-valeur des biens mis en vente, la population aurait enfin les moyens d'acquérir tout ce qui a été produit[18].

De ces trois principes se dégage une définition :

L'objet de l'économie est de pourvoir à la satisfaction des besoins matériels de tous les humains, des jeunes comme des vieux, des malades et des infirmes comme des bien portants.

Si l'on accepte cette définition, est-il possible d'esquisser l'ébauche d'une économie des besoins qui lui correspondait ? Si oui, passons à l'étude très schématique du problème de la production et de celui de la distribution. Nous avons montré précédemment qu'il n'existait plus d'obstacle technique à une élévation de la condition humaine, mis à part celui qui résulte du fait que notre structure économique est celle du passé. Cette structure est tout de même moins rigide qu'on pourrait le craindre, puisque les pays les plus conservateurs n'hésitent pas à lui apporter des modifications lorsque les besoins de leur défense nationale exigent un gros effort de production. En temps de guerre, on a si bien réussi à faire rendre le maximum aux moyens dont on dispose, que la plus forte production du monde a été obtenue alors que plus de cent millions d'hommes et de femmes étaient aux armées. Dans ses *Mémoires*, Winston Churchill a reconnu que, lorsque les moyens de production marchent à plein, *sur le plan national*, on obtient en avalanche, dès la deuxième année, des chars, des avions, des canons, des mitrailleuses, des munitions, etc.

Alors pourquoi ces mêmes moyens ne pourraient-ils pas produire, en temps de paix, une seconde avalanche de logements, d'autos, de tracteurs, de camions, de réfrigérateurs, de bicyclettes, de baignoires, de fourneaux électriques, de machines à coudre, de machines à laver, etc. ?… *Parce qu'on ne pourrait pas les vendre !* En effet, s'il avait fallu vendre au public l'avalanche des chars, des avions, des camions, etc., les producteurs auraient vite réclamé *l'assainissement du marché des armements*. En fin de compte, on les a bien distribués gratuitement, mais chez les voisins.

Quant à l'expression : *sur le plan national*, elle signifie qu'en temps de guerre on met en sommeil le *laissez-faire et le laissez-passer* des

orthodoxes et l'on organise rationnellement la production. Qui empêche de le faire en temps de paix ?

Organiser la production, c'est coordonner ses éléments sous une forme quantitative pendant un temps déterminé. On ne la « dirige » pas, on la « planifie » pour obtenir le plus grand rendement avec le minimum de peine. C'est donc *orchestrer* les efforts, car, entre une production libre et une production organisée, la différence est la même qu'entre des soli de flageolets et la *Neuvième Symphonie*. Pendant la dernière guerre, les États-Unis ont fabriqué 86 000 chars, 76 500 navires, 315 000 canons, 297 000 avions. Or la fabrication d'un seul char de combat représente celle de 20 tracteurs, et l'aviation commerciale des États-Unis utilisait, en temps de paix, un peu moins de 2 000 avions.

Dans une économie des besoins, la production serait *organisée*, ce qui n'est, en définitive, que l'extension à l'échelle nationale des méthodes employées par le *trust capitaliste*, considéré à juste titre comme le plus haut degré de perfection qu'ait atteint la production actuelle. Avec une différence fondamentale, à savoir que le trust capitaliste s'organise en vue du profit, tandis que la production, en économie des besoins, s'orienterait vers la satisfaction du maximum des besoins.

Quand on étudie le fonctionnement du trust capitaliste, on voit qu'il réalise déjà bien des conditions qu'exigerait l'économie des besoins. Il se compose de nombreux départements ayant chacun une comptabilité indépendante, organisant chacun leur production suivant un plan dressé par un état-major qui règle toutes les activités, car il *prévoit, commande, ordonne et contrôle*. Mais, au stade final, surgit le problème ultra-délicat de la vente ; il freine si fort le zèle des techniciens que ceux qui aiment leur métier avouent que, sans cet écueil, leur production se développerait bien davantage. Au reste, les ententes entre trusts internationaux ont toujours pour objet principal de délimiter, à l'amiable, les territoires sur lesquels la chasse aux clients sera réservée à chacun des participants. Or, en économie des besoins, le problème de la vente est résolu grâce à l'institution du *revenu social*, puisqu'il est déterminé par l'importance de la production à vendre.

On voit qu'il s'agit, en définitive, d'assimiler la nation à une immense entreprise (trust national horizontal et vertical) chargée d'équilibrer les ressources du pays et les besoins des habitants. Cette entreprise nationale produirait donc sans arrêt les biens d'équipement (routes, ponts, écoles, usines, etc.) et l'ensemble des biens de consommation.

À cet effet, il faudrait grouper et coordonner toutes les activités similaires, comme par exemple la SNCF, les transports routiers, la navigation, l'aviation, qui ne formeraient qu'un secteur. Après quoi l'ensemble de tous les secteurs (agriculture, métallurgie, construction mécanique, textiles, etc.) serait dirigé et contrôlé par un *Conseil National de l'Économie* qui serait encore chargé d'établir une comptabilité nationale capable de fournir à tout instant des précisions sur la situation économique de la nation. L'État porterait ainsi au compte de la collectivité tous les biens d'équipement et de consommation produits au cours de l'exercice. Conservant les biens d'équipement, il mettrait les biens de consommation à la disposition du public.

En résumé, l'État serait le seul acheteur des services, car il les paierait avec le *revenu social* servi par ses soins à tous les habitants. Il serait aussi vendeur des produits mis en vente. S'il calcule convenablement les revenus distribués et le prix des produits à vendre, il y aura égalité entre le flot et le jusant, car toutes les sommes versées reviendront dans ses caisses. Pour faciliter cet équilibre, il déciderait que la monnaie n'est valable que pendant l'exercice en cours, exactement comme les crédits budgétaires ne sont valables que pour l'exercice auquel ils correspondent. Dans ces conditions, l'État n'aurait plus besoin ni d'emprunter, ni de lever des impôts.

Avant d'aller plus loin, ouvrons une courte parenthèse : serait-il nécessaire de collectiviser toutes les entreprises ? Non, pour deux raisons : la première c'est que dans un pays comme le nôtre, qui compte plus de 2 millions d'entreprises de tous formats, la collectivisation est pratiquement impossible. La seconde raison, c'est que l'appropriation collective ou privée n'a plus de sens du moment que la direction est entre les mains du *Conseil National de l'Économie*. On fera remarquer au lecteur que ce divorce entre

la propriété et la direction est déjà consommé dans la plupart des grosses sociétés anonymes : un peu partout la propriété s'éparpille, tandis que la direction se concentre. D'ailleurs peu importe que le paysan soit propriétaire de son champ s'il cultive ce qu'on lui demande dans l'intérêt général. Si on lui fournit les meilleures semences et qu'on lui prête l'outillage convenant le mieux à sa terre. En contrepartie, non seulement il ne courrait plus le risque de la mévente, mais il serait sûr, chaque année, d'un revenu social qui lui permettrait de faire vivre sa famille bien mieux qu'autrefois. En bref, il serait libéré des soucis de trésorerie et de l'inquiétude du lendemain. Il en serait de même dans l'industrie, car la machine est *essentiellement sociale*, tout au moins quand elle produit. Or ce sont ses produits qui intéressent les consommateurs et c'est pour eux qu'elle les produit. Peut-on imaginer une puissante machine moderne qui ne produirait que pour son propriétaire ?

Il est évident que beaucoup de moyens de production devraient être modernisés, beaucoup d'entreprises regroupées, certaines parfaitement inutiles, disparaître. Mais ce sont leurs propriétaires qui réclameront ces transformations quand ils n'auront plus à en pâtir personnellement.

Nous avons dit que l'économie des besoins ferait disparaître les impôts. Voilà qui ne devrait pas surprendre, car ne parle-t-on pas constamment des abus de la fiscalité, de ses injustices, de son désordre, de son inorganisation ? Et voici que l'État se sert de la fiscalité pour redistribuer les revenus ! Il prend de l'argent dans certaines poches pour le mettre dans d'autres poches ; mais où conduit ce petit jeu quand les premières sont toujours moins pleines, et les secondes toujours plus nombreuses ?

La meilleure des réformes fiscales sera celle qui supprimera le fisc. L'économie des besoins le rend inutile, puisque l'État, recouvrant son droit régalien de battre monnaie, crée les moyens de paiement nécessaires pour faire passer la production à la consommation. Les services publics deviendraient gratuits, ce qui fut prévu par les économistes les plus orthodoxes car Charles Gide (auteur de traités d'économie politique écrits en collaboration avec Charles Rist) enseignait dans son cours à la Faculté

de Droit de Paris : qu'*une entreprise d'État doit se proposer non le profit à réaliser, mais les moyens à satisfaire. Pour les services qui sont utiles à la majorité des citoyens, on s'achemine vers la gratuité.*

Que le lecteur veuille bien y réfléchir : quand le problème de la vente est résolu, grâce à l'institution du revenu social de tous les consommateurs, la production est libérée des soucis de trésorerie. Une entreprise unique, à l'échelle nationale, n'aurait à tenir qu'une comptabilité matières et une comptabilité force. Pour le reste, les nombreux secteurs qui la composent procéderaient comme font aujourd'hui les différents départements d'une fabrique d'automobiles : le bureau d'études ne vend pas ses dessins aux ateliers de montage, l'emboutissage, la carrosserie ne vendent ni ce qu'ils produisent, ni les services qu'ils se rendent

Chapitre 16
Brisons nos chaînes

Puisque nous nous bornons à esquisser une économie des besoins, répondons à certaines objections qui viennent déjà à l'esprit du lecteur.

Ne donne-t-elle pas une place trop prépondérante aux techniciens qui risquent de se muer en technocrates ? — Jusqu'ici, nous n'avons abordé que la production des richesses, domaine où la technique joue le premier rôle. Cependant, il a été précisé qu'une économie des besoins ne ferait disparaître aucun de nos droits politiques. Elle leur adjoint des droits économiques. Le *Conseil National de l'Économie* comprend évidemment des techniciens, mais ils sont placés sous les ordres du gouvernement, lequel est responsable devant le Parlement, lequel rend des comptes aux électeurs. Reprenant une comparaison qui m'a déjà servi, je dirais qu'il existe une certaine similitude entre l'économie de guerre et celle des besoins et que le Conseil National de l'Economie apparaît un peu, en temps de paix, ce qu'est l'État-major *Général* en temps de guerre. Tous deux reçoivent une délégation de pouvoirs, mais restent sous le contrôle du gouvernement qui la leur a confiée. Le *Conseil National de l'Économie* organise la production conformément aux directives du gouvernement, et le Parlement les ratifie comme aujourd'hui le budget. Ayant ainsi assigné les objectifs et fourni les moyens, le gouvernement contrôle l'exécution des mesures que le *Conseil National de l'Économie* lui a fait approuver.

Il y a plus. Le contrôle du citoyen se double de celui du consommateur, grâce à l'emploi que celui-ci fait de son *revenu social*.

Quand nous écartons la *prise au tas* pour lui préférer une distribution de *pouvoir d'achat* c'est encore pour que le consommateur, en utilisant son pouvoir d'achat, puisse exercer un référendum permanent sur la production.

Ainsi que nous l'avons montré, la monnaie, simple titre de créance, devient une véritable *monnaie de consommation* dont l'inventeur n'est

autre que Saint Thomas d'Aquin, car il a écrit : *Usus pecuniae est in emissione ipsus*, que nous traduisons par l'argent est fait pour être dépensé. En effet, la monnaie de consommation ne peut être ni thésaurisée, ni capitalisée. Si elle n'est pas dépensée au cours de l'exercice pour lequel elle a été émise, elle est annulée *ipso facto*. Le consommateur peut pourtant affecter une partie de ses revenus futurs à une acquisition importante, comme le permet aujourd'hui la vente à crédit, qui n'est en somme qu'une coûteuse et dangereuse anticipation sur l'économie des besoins : à qui vend-on à crédit, si ce n'est à l'acheteur dont on espère que le revenu ne s'évanouira pas ?

Or la monnaie de consommation, qui peut conserver l'aspect de nos billets ou se présenter sous forme de *monnaie bancaire*[19], constitue un véritable bulletin de vote entre les mains du consommateur, car, en l'utilisant à l'achat de certains biens de préférence à d'autres, il enseigne les statisticiens du Conseil National de l'Economie sur la nature et l'étendue de ses besoins et de ses désirs. Il l'invite ainsi à rectifier son tir. À cet égard, la monnaie de consommation jouerait ici un peu le rôle des billets de chemin de fer quand ils fournissent à la SNCF des précisions sur les besoins de transport. Elles lui permettent d'organiser le trafic et les horaires.

La place me manquant pour entrer dans les détails, je ne fais qu'effleurer certains sujets :

Quelle serait la durée du *Service Social* ? — Éliminons d'abord la possibilité de réduire indéfiniment le nombre des heures de la journée de travail. Elle ne correspond pas aux exigences de la production moderne. Ni l'agriculture, ni l'industrie, ni les transports ne pourraient s'en accommoder. Pour que chacun ait sa part de travail, il paraît plus logique de réduire la carrière active du travailleur en abaissant l'âge de la retraite. Dans quelle mesure ? Jusqu'à ce que tous les jeunes aient un emploi[20]. On commencerait ainsi à travailler beaucoup plus tard, ce qui permettrait à tous les jeunes gens de poursuivre leurs études ; et l'on se reposerait beaucoup plus tôt, ce qui serait sans inconvénient, puisque le *revenu social* du retraité ne subirait aucune diminution. Il est clair que, dans certaines professions libérales (médecine et professorat par exemple), la carrière

active serait plus longue que dans d'autres professions. Au contraire, elle serait plus courte quand elle comporterait les travaux pénibles ou rebutants que la science n'aurait pas encore complètement supprimés. Dans tous les cas, on ne vendrait plus son travail, on le donnerait volontairement[21].

Aurait-on le droit de choisir son travail ? — Oui, dans la mesure du possible[22]. Mais possède-t-on ce droit aujourd'hui ? N'est-il pas un leurre quand il a le chômage en *contre-partie* ? Et si, dans un orchestre, tout le monde voulait jouer de la timbale sous prétexte qu'il a l'oreille juste ?

Que ferait-on de ceux qui ne voudraient pas travailler ? — C'est fréquemment la préoccupation de ceux qui n'ont jamais rien fait de leur vie. Qu'ils se rassurent : le paresseux serait l'objet d'une sanction : au lieu de bénéficier d'un substantiel *revenu social*, il serait condamné au *minimum vital*.

L'Économie des besoins ne réclamerait-elle pas une énorme bureaucratie ? — Au contraire, le nombre des fonctionnaires nécessaires serait beaucoup moins élevé que ne l'est aujourd'hui celui des employés de plus de deux millions d'entreprises privées. On supprimerait des milliers d'intermédiaires inutiles, le temps de ces malheureux étant le plus souvent perdu à la recherche d'une clientèle qui s'évanouit. L'économie actuelle est la plus désordonnée, la plus anarchique qu'on puisse concevoir. Chacun, mû par l'espoir du profit, entreprend ce qu'il veut, quand et comme il peut, quitte à tout abandonner, y compris son personnel, si le profit s'évanouit. Aymé-Guérin, dans son beau livre : *Faire le Socialisme distributif ou mourir*, cite l'exemple de ce cachet pharmaceutique dont la formule est déposée par cent vingt-cinq maisons concurrentes !

Le lecteur ne sait-il pas que, lorsqu'un *trust* se constitue, son premier soin est toujours de réduire le personnel des entreprises qu'il englobe ? En économie des besoins, le foisonnement des fonctionnaires n'est plus à craindre, puisque personne n'ambitionne un poste quelconque pour avoir de quoi vivre. Il est probable, au contraire, que les fonctionnaires s'entendront pour réduire la paperasse au minimum afin d'écourter une carrière qui ne présente plus aucun avantage pécuniaire.

Le lecteur ne doit pas perdre de vue que le *revenu social* augmentera au fur et à mesure que la science réalisera des progrès, et que la durée du *service social* diminuera pour les mêmes raisons. Voilà qui devrait plaider sérieusement en faveur de l'Économie des besoins !

Peut-elle s'instaurer dans un seul pays ? — Sans doute, mais, tous les pays n'ayant pas le même âge sous le rapport de l'économie, et il en est qui n'ont pas atteint celle de note Moyen-Âge ! Or le millier d'années de retard, en ce qui concerne l'équipement technique, se rattrape à toute allure, car les pays sous-développés adoptent les plus récentes conquêtes de la science sans passer par toutes les étapes de la civilisation. Ils n'ont rien à amortir…

Au reste, la structure de l'économie ne regarde que les intéressés. Les Anglais n'ont demandé à personne l'autorisation d'instaurer la médecine gratuite. Nous avons adopté le système métrique sans prendre l'avis de nos voisins[23].

Comment un pays qui adopterait l'économie des besoins pourrait-il importer les marchandises ou les matières premières qui lui manquent ? — Le commerce international est indépendant de la structure économique des nations. En effet, le commerce extérieur n'a jamais revêtu que la forme du troc : marchandises contre marchandises, et la monnaie internationale, quand elle existait, ne servait qu'à balancer les comptes. Les échanges entre les pays occidentaux et l'URSS ne présentent pas de difficultés, bien que l'économie de l'URSS soit différente. On remarquera, incidemment, qu'un peu partout le commerce extérieur a pris la forme d'un quasi-monopole de l'État.

Puisque nous parlons de l'URSS, il faut se souvenir qu'à l'époque de la révolution bolcheviste, l'équipement de la Russie avait un bon siècle de retard sur celui des nations modernes, ce qui explique que la révolution prit pour emblème la faucille et le marteau. Grâce à ses plans quinquennaux, les progrès de l'URSS furent très rapides. Cependant les problèmes qui s'y posent ne sont pas les nôtres. En URSS, les magasins manquent encore de marchandises, mais sont pleins de clients, alors qu'en France les magasins sont pleins de marchandises mais manquent de clients. L'URSS construit

des lignes de chemin de fer alors que nous arrachons les voies de nos lignes secondaires quand la concurrence des transports routiers les prive de *rentabilité* !…

Chapitre 17
Vive la liberté !

L'autorité sans liberté c'est la tyrannie ;
la liberté sans autorité, c'est le désordre.

J'ai essayé de montrer que l'économie des besoins n'était tout au plus qu'une « utopie » gênante pour certains. Si le lecteur avait l'intention d'en persuader ses amis, on le prévient charitablement que c'est une tâche difficile. En effet, il se heurterait à ces opinions arrêtés avant que la raison les discute et que le jugement les confirme, c'est-à-dire à ces terribles préjugés auxquels nous tenons par la force de l'habitude. La crainte des idées nouvelles et du changement sont des dispositions d'esprit si répandues, qu'il suffit souvent d'éveiller un doute sur l'un quelconque des préjugés d'un interlocuteur pour que ce doute lui apparaisse comme l'annonce d'un travail pénible qu'il voudrait bien éviter.

La critique la plus courante adressée aux partisans de l'économie des besoins, c'est de trop faire confiance à l'État. On oublie que celui-ci devrait subir de sérieuses transformations ! Toute l'Histoire ne prouve-t-elle pas que son rôle se développe parallèlement au développement économique de la nation ? Il y a une loi d'extension croissante de ses attributions contre laquelle il est inutile de s'insurger, en prétendant à tort qu'elle implique une restriction de la liberté individuelle. À mesure que la vie sociale se complique, elle réclame plus de règles et d'organes. Aujourd'hui, les entreprises privées demandent constamment l'intervention de l'État et quelquefois même sa tutelle. De plus en plus, les producteurs cherchent à individualiser les profits et à étatiser les pertes, de sorte que l'État est bien obligé de prendre à sa charge les activités indispensables à la satisfaction des besoins, lorsque les intérêts particuliers ne réussissent plus à les assumer.

Qu'on le veuille ou non, l'État est inséparable de la société. Or, la société a, pour objet premier, de faire que tous les individus jouissent de la plus grande somme de bien-être ; et, pour objet second, que s'épanouisse partout la vie intellectuelle et morale. On voit ainsi que la recherche du bien-être et de la sécurité matérielle n'est pas une fin, mais le moyen de permettre aux hommes de goûter les joies de la vie supérieure, fruit de la civilisation.

En conséquence, l'État doit devenir l'expression directe de la nation, le mandataire de la conscience collective, le gérant du bien commun.

Alors, l'État totalitaire ? L'est-il quand il rend la justice ? Quand il assure la défense nationale ? Quand il entretient le réseau routier ? Quand il confère les grades universitaires ? Pourquoi le deviendrait-il s'il se charge de la culture des choux-fleurs, alors que ses ingénieurs, non contents de fabriquer déjà d'excellentes autos, construisent encore les meilleures locomotives qui soient au monde ? L'État n'est totalitaire que s'il impose aux citoyens un mode de pensée. Mais le plus simple est alors de supprimer l'instruction à tous les degrés !

Puisqu'il est question de défendre notre *liberté* ne conviendrait-il pas de s'entendre sur ce que le mot signifie ? La liberté consiste dans le sentiment qu'il est possible d'augmenter le nombre de ses besoins et de pouvoir les satisfaire. La liberté n'existe donc pas pour celui qui est constamment à la recherche d'un travail qui doit lui procurer ses moyens d'existence ; elle n'existe pas non plus pour celui dont le revenu se compose de petits gains journaliers ou d'un salaire qui dépend du profit qu'en tire son patron. Elle existe moins encore pour celui qui sait que sa mort laissera les siens dans la plus affreuse détresse.

Qui dit que les conditions d'existence n'influent pas sur le moral ? De constantes préoccupations matérielles concentrent l'esprit dans le sentiment étroit des besoins journaliers, en l'y ramenant sans cesse s'il était tenté de les perdre de vue. Non seulement elles rétrécissent l'esprit, mais elles resserrent le cœur en les plaçant l'un et l'autre dans l'impossibilité de sortir de cette sphère minuscule où aucun mouvement

expansif, aucune affection noble ne peut trouver place. Et ceci est vrai non seulement de la pauvreté, mais encore de tout état où l'on passe son existence à compter.

Ne jouit pas de la liberté celui qui, toute sa vie, est réduit à l'accomplissement répété de quelques gestes, car c'est gaspiller l'intelligence de l'homme que de la réduire au rôle d'une fourmi. Or il ne peut être qu'une mauvaise fourmi, puisqu'il possède une mémoire dont l'insecte n'a pas besoin.

Enfin pas l'ombre de liberté quand la misère est arrivée à son extrême degré. L'homme qui n'a presque plus de besoins, comme le clochard, devient un être dégradé qui a perdu toute énergie, tout ressort et même tout instinct de révolte. Est jamais libre celui qui sait que, quoi qu'il fasse, il n'échappera pas à la misère ?

La liberté ? Mais n'est-ce pas celle dont jouissait autrefois l'homme riche, puisque sa fortune assurait son indépendance matérielle ? Elle le laissait maître de ses facultés personnelles, qu'il pouvait employer à son gré en se livrant au travail de son choix. Quelle joie de pouvoir s'occuper des sciences, des lettres, des arts, de tous les objets de l'industrie humaine ! De se livrer aux sports ! De voyager ou, si l'on préfère, de cultiver bien gentiment son jardin !

Ayons la franchise de reconnaître bien gentiment que, dans le monde moderne, c'est l'argent qui mesure la liberté. Est libre celui qui est exempt des soucis qui absorbent le temps et usent les forces.

Si tout ceci est faux, pourquoi désire-t-on la richesse ou tout au moins l'aisance, pour ses vieux jours ? Et, si ces aspirations sont légitimes, pourquoi ne le seraient-elles plus quand l'effort individuel, devenu inefficace, est épaulé par la collectivité dont l'effort multiplie les possibilités ? Or c'est précisément ce que réaliserait l'économie des besoins avec son *revenu social* et son *service social*. Outre la liberté pour tous et chacun, elle ferait disparaître la misère, principale source de nos maladies physiques et morales. Notre devoir n'est-il pas de vaincre ce mal, notre seul ennemi héréditaire ?

Revenons sur certains préjugés qui nous viennent de l'âge de la *rareté*.

Nous avons expliqué qu'il n'y a jamais eu de loi *sacrée* du travail, car cette prétendue loi n'a été inventée que pour les esclaves. Le travail n'a jamais été une fin en soi, mais le moyen pour les hommes d'accéder aux *loisirs*. Hélas ! ce mot fait sourire ! L'homme de la rue confond facilement loisir et fainéantise, alors qu'avoir des loisirs consiste non pas à ne rien faire, mais à faire ce qui plaît ; le plus grand plaisir étant d'être agréablement et utilement occupé.

Dans le monde moderne, les loisirs ont fait leur entrée par la porte basse du chômage. On a accablé de vingt-quatre heures par jour de loisirs forcés des malheureux auxquels on refusa longtemps tout moyen d'existence. On estimait couramment que le pauvre qui ne travaille pas est un paresseux, tandis que le riche qui ne fait rien reste un riche. Bien que ce jugement sommaire soit aujourd'hui moins répandu, on est encore assez loin d'admettre que, la tâche essentielle de l'homme étant de se cultiver, l'objet des techniques n'a jamais été que de lui procurer des loisirs qui lui permettent d'accomplir cette tâche.

Or, si le *service social* assume la charge du travail nécessaire, le *revenu social* apporte le *loisir payé*, c'est-à-dire celui qui ouvre toutes grandes les portes de l'immense secteur des activités où l'homme pourra librement exercer son habileté, ses talents, sa vocation, satisfaire ses goûts et ses préférences. Le loisir, disait Voltaire, a été le père des Muses. En effet, l'esprit humain ne sera vraiment libre que lorsqu'il sera affranchi des nécessités matérielles qui l'humilient et l'arrêtent dans son développement. Les fameux Sages de la Grèce ne l'avaient-ils pas parfaitement compris ?

En d'autres termes, le loisir est indispensable à l'homme pour qu'il puisse se dépasser. C'est lui qui permet l'épanouissement spirituel de l'individu. C'est lui qui nous apporte la vie *profonde*. En conséquence, le bien-être matériel et les loisirs pour se perfectionner, voilà la liberté !

En économie des besoins, aucune tyrannie ne serait donc à craindre, puisqu'elle ne peut s'exercer que sur des masses pauvres et

incultes. Jamais un dictateur ne régnera sur des hommes instruits, jouissant du bien-être et vivant sans aucun souci du lendemain.

Reconnaissons toutefois qu'il est nécessaire de posséder de quoi meubler ses loisirs, ce qui implique une certaine culture. Est-ce que, de tous les maux qui nous affligent, l'ignorance n'est pas parmi les plus grands ?

Or, en diminuant considérablement la durée de la carrière des travailleurs, l'économie des besoins permettrait aux jeunes de prolonger leurs études peut-être jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. Se doute-t-on de ce que représente l'érudition mise à la portée de tous les cerveaux ? Souvenons-nous que, si le magnifique patrimoine intellectuel que nous trouvons en naissant est le fruit de centaines de générations, le nombre des gens qui ont eu accès à la culture a toujours été en nombre très restreint. Et pourtant si, pendant des millénaires, les hommes instruits ont été très rares, les sciences n'en ont pas moins réalisé d'immenses progrès. C'est ce petit nombre de gens cultivés qui a construit le monde que nous connaissons. Quelle folle déperdition de forces, n'est-il pas vrai ?

Aujourd'hui encore, le plus grand nombre des enfants sont obligés de fermer très tôt le grand livre des connaissances humaines pour aller gagner leur vie. En 1954, 11 % seulement des jeunes Français font des études secondaires. Qu'on songe à toutes les qualités et à tous les talents qu'on laisse en friche !

Si la nature, toujours riche, sème constamment et abondamment des génies sur la terre, encore faut-il qu'ils trouvent un terrain favorable. Ils ne peuvent éclore et contribuer à la beauté du monde qu'à la condition que leur existence soit assurée.

Autrefois il fallait naître sous Auguste, ou alors découvrir quelque Mécène. Celui-ci n'avait pas toujours besoin d'être milliardaire, car, lorsque Paganini remit vingt mille francs à Berlioz, il lui accordait trois ans de tranquillité.

Qui ne voit que le *revenu social* permettrait de récupérer toutes les forces si stupidement gaspillées ? Dès lors les cerveaux feraient encore

progresser les sciences dans des proportions qu'aucun de nous ne peut soupçonner.

L'économie des besoins exige-t-elle l'égalité des revenus ? C'est peut-être ici que le lecteur me guette. Au risque de le scandaliser, je répondrai franchement sans ignorer l'amertume provoquée par l'idée que les revenus pourraient un jour être tous égaux !

On va jusqu'à prétendre que cette égalité serait aux antipodes du sens commun, si grande est notre habitude de revendiquer un privilège.

Je demande au lecteur s'il pourrait légitimement soutenir que l'inégalité économique est une inégalité naturelle comme le poids, la taille, l'intelligence ? Tout au contraire, elle est une inégalité conventionnelle, fruit de la *rareté* ! Or l'égalité des conditions est une tendance de l'Histoire. À chaque révolution un besoin d'égalité se manifeste, et l'on peut dire qu'il est à l'origine de tous les grands bouleversements sociaux. La révolution qu'apporta le Christianisme s'inspira du besoin d'égalité devant Dieu. Au XVI^{e} siècle, la Renaissance s'inspira du besoin d'égalité devant la raison. La révolution de 1789 s'inspira du besoin d'égalité devant la loi et elle a plus ou moins satisfait le besoin d'égalité politique. La révolution mécanicienne imposera vraisemblablement l'égalité des conditions sociales. Au reste, quand on dissocie le travail de sa rémunération, un dilemme se pose : l'égalité ou l'arbitraire ?

Quand l'abondance, fruit de la science, s'épanouira dans tous les secteurs de la production, la prétention d'avoir droit à plus de richesses que ses contemporains paraîtra saugrenue. Un peu du même ordre que celle de l'invité à un repas de noces qui exigerait de manger et de boire plus que chacun de ses voisins.

Pourquoi serait-on plus riche sous prétexte qu'on est plus instruit ou plus intelligent qu'un autre ? C'est oublier que cette supériorité est un avantage qu'accorde la nature, et il semble peu juste de le doubler d'un avantage pécuniaire. Pas plus que la beauté d'une femme ne lui confère le droit d'avoir plus d'argent qu'une laide. *Mon ami*, disait Pythagore, *est un autre moi-même*. L'amitié est donc difficile entre personnes dont la

situation matérielle est très différente, puisque cette inégalité crée des rivaux et des flatteurs.

En fait, l'égalité économique s'imposera par la force des choses, et probablement sans qu'aucun parti politique l'ait réclamée. Elle aura aussi l'avantage de faire disparaître une grande partie des attributions de l'État, dont le rôle a souvent consisté à faire accepter cette inégalité à tous ceux qui en étaient victimes.

Conclusions

Il faut maintenant conclure :

Nos moyens de production deviennent si puissants qu'ils permettraient d'ériger une société humaine au sens complet du mot. Réaliserait-elle une économie des besoins du genre de celle que nous venons d'ébaucher ? N'ayons pas l'outrecuidance de l'affirmer. Ces quelques pages sont simplement destinées à faire réfléchir. D'ailleurs, elles peuvent se résumer sous une forme interrogative : PUISQUE, DE TOUT TEMPS, LES PRIVILÉGIÉS ONT VÉCU DU TRAVAIL DES "AUTRES" POURQUOI LES "AUTRES" NE POURRAIENT-ILS PAS VIVRE DU TRAVAIL DES MACHINES ?

Si non, une alternative se pose : détruire les produits créés par les machines, ou accorder les loisirs aux machines. La formule *revenu social* et *service social* semble tout de même plus raisonnable. En permettant de partager équitablement le travail et les richesses, elle réunit les conditions de la paix sociale. De plus, c'est la forme la plus haute de l'entraide : à chacun les même conditions de vie matérielle et les même facilités de vie intellectuelle.

À remarquer que c'est encore l'application sociale des vérités de l'Évangile, car les sentiments d'égalité et de fraternité remplissent la morale du Christ et ont inspiré les premières communions chrétiennes : *Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux. Voilà la loi et les prophètes*. Par un curieux retour des choses d'ici-bas, la science humaine exigerait que le Sermon sur la Montagne fût pris à la lettre comme règle de vie.

Les sceptiques diront : une nouvelle civilisation ? Commençons par refaire les hommes ! Mais comment les refaire sans changer le milieu ? Ne sommes-nous pas tous les hommes de notre milieu ? En le changeant, le comportement des hommes se transforme à son tour. Et puis, toutes les civilisations sont mortelles. L'historien anglais Arnold J. Toynbee, dans son livre *A study of history*, en a compté plus de vingt : celle des Mayas, du

Yucatan, du Mexique, des Andes, de l'Egypte, de Babylone, des Hittites, de Minos, des Coréo-Japonais, de la Chine, des Indiens, des Syriens, des Grecs, de l'Extrême-Orient, des Hindous, des Arabes, des Persans, puis les civilisations orthodoxe-russes, orthodoxe-byzantine, occidentale, sans compter les civilisations noires ni toutes celles que nous ne connaissons pas ! Il paraît même qu'elles naissent souvent les unes des autres.

Sans aucun doute, nous marchons à grands pas vers la civilisation que la science nous a préparée et dont tant d'éléments sont déjà à pied d'œuvre. J'ai même l'impression que nous sommes déjà quelque peu en retard sur l'horaire.

Connaissez-vous situation plus étrange et dramatique que celle d'une société qui sent qu'elle porte en elle-même luttes et contradictions, qui comprend qu'une période s'achève pour elle et qui hésite, qui tremble presque de s'engager dans la seule voie où elle peut retrouver la sève et la vie ? Notre temps est une époque de transition, comme une sorte de pont jeté entre deux mondes, dont l'un montre déjà ses ruines lugubres tandis que l'autre offre à l'imagination réfléchie ses grandes et riantes perspectives.

Quoi qu'il arrive, soyons persuadés que nous n'avons jamais joui que d'une mesquine parcelle des immenses possibilités de la vie.

Jacques DUBOIN,
5 janvier 1955.

Annexes
Quarante ans après

I
Passages à la limite

La période que l'on nomme peut-être un peu allègrement les « 30 glorieuses » n'aura été qu'une parenthèse entre deux crises, celle des années 30 et la crise actuelle[24] où le fond des questions lancinantes qui se posent reste le même. Dans les années 30, les limites du système capitaliste que Jacques Duboin soumet à une analyse critique impitoyable semblaient atteintes. La chute dans l'atrocité de la guerre puis la période de reconstruction et d'expansion économique qui suivit prouvèrent qu'il n'en était rien. Le credo selon lequel seul le développement des échanges, notamment commerciaux, entre les pays permettrait d'éviter un nouveau conflit sous-tendit la création d'institutions d'ordre mondial, chargées d'assurer le bon ordre économique et politique entre les nations : le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale[25], le GATT[26], et l'Organisation des Nations Unies qui remplaça à partir de juin 1945 l'ancienne Société des Nations. À l'abri du dogme libre-échangiste, seul susceptible d'accroître l'intensité commerciale à l'échelle internationale, s'engagea un vaste mouvement d'expansion économique, qui vit l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale, des firmes dont la puissance financière surpassa bientôt celle de la plupart des États, ainsi que la transformation des organismes issus des accords de Bretton Woods en véritables censeurs des politiques économiques nationales.

Accompagnant ce mouvement d'expansion, la sphère financière opéra à partir de la fin des années 60 une véritable mutation, par l'effet de vagues successives de déréglementation et la mise à profit inconditionnelle des nouvelles technologies informationnelles, se mondialisant et gagnant

progressivement en autonomie par rapport au pouvoir politico-économique des États. La seconde moitié du vingtième siècle n'a vu cependant résoudre aucun problème économique de manière durable. Dans les pays développés, le chômage, la pauvreté, le dualisme social opèrent un retour en force dans les années 80[27]. Les pays du sud sont aujourd'hui plus qu'hier confrontés au problème de la pauvreté et de la faim de manière chronique, et, ligotés par un endettement exceptionnel, doivent faire face à une explosion démographique dont l'ampleur nécessiterait une mobilisation mondiale sans précédent. Fait nouveau enfin, des problèmes écologiques sont apparus, dus à la surexploitation des écosystèmes naturels et agraires et à l'impact non ou mal contrôlé de la civilisation industrielle et urbaine, rendant palpables des menaces véritables sur la pérennité des civilisations humaines[28].

Aujourd'hui, alors que s'atteignent une fois encore de manière sensible les limites de la société capitaliste, mais que ces limites ne s'inscrivent plus seulement dans l'horizon économique, mais aussi dans l'horizon vital des individus, que chaque jour s'étend la pauvreté, disparaissent espèces animales, végétales et terres fertiles, tandis que se concentre et se globalise le capital mondial, la réflexion sur les règles du jeu de la société et leur possible modification est incontournable.

À ce titre, Jacques Duboin propose au lecteur une grille d'analyse originale. L'économie capitaliste peut être considérée comme un modèle de régulation des échanges valable à une époque où le régime de rareté des biens ne s'oppose pas à la logique du profit. Ce modèle ne tient en effet pas compte de l'abondance durable qui caractérise la grande partie des biens de consommation issus de l'agriculture productiviste et de l'industrie, ni du remplacement progressif mais inéluctable de l'homme par le travail machine qui se traduit par l'accroissement dramatique de la masse des sans-emploi. Cet effacement de l'homme par la machine, s'il caractérisait déjà les grandes crises de l'ère industrielle (notamment celle des années 30), devient un aspect incontournable de l'ère informationnelle dans laquelle le monde s'est engouffré avec la banalisation de l'outil informatique et plus généralement, des nouvelles technologies. Il est

remarquable que l'idée d'une limite interne au capitalisme fut émise par le fondateur même de l'économie classique à la fin du XVIIIème siècle. Adam Smith, dans ses Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, démontrait alors, sans présumer de l'évolution qu'allait entraîner l'apparition de la première machine à vapeur, que la prospérité vers laquelle tendaient les sociétés, réduirait « naturellement » le profit des entrepreneurs dans un régime de concurrence. Pour Smith comme pour Duboin, la rareté est une notion clé qui permet de déterminer toute valeur d'échange, et donc le profit que l'on peut espérer tirer du commerce des biens et des services.

Jacques Duboin s'est donc posé la question de savoir reconnaître le passage à la limite du système capitaliste. Dès 1936, il constate qu'un symptôme essentiel consiste en l'augmentation simultanée de la production et du chômage dans une économie déterminée. Ce constat, effectué dans des économies nationales, peut être généralisé aujourd'hui à l'économie ouverte que constitue le système économique mondial : tous les pays industrialisés connaissent le même problème du chômage, quelle que soit la politique menée. Le vrai problème politique, comme le montre clairement Duboin, n'est pas de retrouver une situation de plein emploi, mais bien de gérer une société dans laquelle le contrat social qui lie citoyens, entreprises et État, ne peut plus reposer principalement sur l'emploi.

II
Mondialisation, mutations techniques et… emploi

La période nous séparant de la première édition des *Yeux Ouverts* a vu les entreprises sortir des frontières et transformer leur fonction de production grâce à la sophistication des techniques et des méthodes d'organisation, se donnant par là les moyens d'adapter, dans une certaine mesure, leur niveau de production au niveau de solvabilité ambiant. La vague d'expansion phénoménale des entreprises, entamée dans les années 60 avec le soutien actif des gouvernements, et qui a repris vigueur à la fin des années 80, grâce à un contexte monétaire favorable, permet aujourd'hui de parler de marchés mondialisés, non plus seulement pour les matières premières et biens intermédiaires faiblement transformés, comme c'était le cas dans l'immédiate après guerre, mais pour la plupart des biens manufacturés, voire un nombre important de services, financiers, informatiques ou de conseil aux entreprises.

Quelques chiffres résument bien la situation : en 1993, les 200 premières multinationales françaises réalisaient dans leur ensemble hors des frontières plus de la moitié de leur chiffre d'affaires, soit plus de 2 000 milliards de francs. À titre indicatif, Elf Aquitaine au premier rang réalisait 72 % de son CÀ à l'étranger, Alcatel Alsthom 70,5 %, PSA-Peugeot-Citroen 58 %, Rhône Poulenc 79 %, Saint Gobain 75 %… La liste est longue des entreprises françaises dont on s'aperçoit à l'examen que leurs intérêts franco-français deviennent secondaires par la « force des choses » ! Réciproquement, les entreprises étrangères réalisaient en France en 1990 29 % du chiffre d'affaire, 32 % des exportations et 25 % des investissements de l'ensemble des entreprises du pays, et procuraient 24 % des emplois salariés.

Ce phénomène bien sûr est loin de se limiter à la France. La course à l'internationalisation, à la « taille critique » des entreprises, seule

susceptible de leur permettre de résister ou de s'imposer face à une concurrence internationale croissante, concerne les grandes entreprises de tous les pays en lice dans la compétition mondiale, qu'elles appartiennent à la « triade »[29], au groupe des Nouveaux Pays Industrialisés ou au reste du monde.

Un tel mouvement d'expansion n'aurait sans doute pu avoir lieu sans l'irruption et le développement sans cesse accéléré des technologies de l'information, qui permettent de s'affranchir des contraintes liées au temps et à l'espace. L'irruption de l'informatique de gestion dans les années 50 a été le point de départ d'une vaste épopée qui a bouleversé de fond en comble, et bouleversera encore les systèmes de production et d'organisation des sociétés industrialisées. La miniaturisation des composants et l'apparition de la micro-informatique, ainsi que la banalisation des réseaux d'ordinateurs a encore amplifié le processus, engageant la sphère économique dans la voie de « l'immatériel », traduite notamment par le développement de l'économie financière.

En termes d'adaptation de la capacité productive des entreprises, l'informatisation et le développement des technologies de la commande ont permis l'apparition d'unités de production entièrement automatisées, depuis la gestion et la logistique des stocks en amont de la production jusqu'à son aval (vente/expédition des produits finis) en passant par les chaînes de fabrication et de montage. Les techniques d'ordonnancement en juste à temps, mises au point par les entreprises japonaises dans les années 70, puis employées avec succès aux États-Unis et en Europe, permettent aux entreprises de ne produire que ce qui est nécessaire pour répondre à la demande, et ainsi de s'adapter aux fluctuations du marché, en tendant vers un "stock zéro", réduisant leurs coûts, mais masquant aussi par là la situation de surproduction potentielle dans laquelle se trouvent pratiquement toutes les branches industrielles[30].

De même, le secteur des services, qui représente désormais le principal secteur économique des pays « industrialisés »[31], s'engouffre dans la même logique rationalisante où la généralisation de l'informatique permet de démultiplier la productivité individuelle et celle des groupes de

travail. De ce fait, une croissance économique peut désormais avoir lieu sans pourtant générer d'emplois, portant un coup mortel au vieux mythe du « plein-emploi ».

À titre d'illustration, le journal *Les Échos* relatait dans son édition du 6 octobre 1994 le fait que la société American Express était en train d'envisager la suppression de 4 800 emplois au sein de sa principale division, *Travel Related Services* (TRS, dont l'activité principale est la diffusion de cartes de crédit). TRS, qui dégageait 243 millions de dollars de bénéfice en 1992, 895 millions en 1993, et 500 millions de dollars pour le seul premier trimestre 1994, engageait dans le même temps une stratégie innovante avec le lancement programmé de nouvelles cartes de crédit. Ce projet de licenciements était justifié cependant par la direction de la firme, qui estimait que les réductions de coûts sont nécessaires pour faire face à une concurrence croissante dans ce secteur.

Cet exemple véridique, loin d'être isolé, illustre on ne peut mieux l'ampleur du phénomène qui permet aux entreprises de croître, d'innover, de faire du bénéfice, et simultanément de supprimer des emplois. Il infirme de manière empirique, certes, mais déterminante, les théories selon lesquelles les innovations de produits et de services alimenteraient nécessairement une croissance créatrice d'emplois.

Peut-être Kou[32], le visiteur exotique qu'inventa Duboin, s'il revenait visiter l'Occident, ne s'étonnerait-il plus de la même manière, dans ses lettres à son honorable père, de constater le règne de « la misère dans l'abondance », celle-ci n'apparaissant parfois plus au premier regard. La plupart des entrepôts ne regorgent plus de stocks invendus, une coûteuse politique de quotas et de montants compensatoires à l'exportation réglant aussi (du temps de Duboin déjà) le sort des produits agricoles. Par contre, il lui faudrait s'initier aux fines techniques de production et de gestion qui désormais régissent les « flux tendus » de l'économie, ou bien aux chiffres du commerce international pour comprendre que la situation est restée la même, seul le décor ayant changé[33]. L'observation de la situation monétaire et financière le laisserait, malgré tout, certainement songeur.

III
Nouvelle rallonge

En effet, depuis la parution des *Yeux Ouverts*, le système monétaire international est passé successivement d'un système de parités fixes autour de l'étalon dollar (1958-1973), défini par les accords de Bretton Woods, à un régime de changes flottants plus ou moins administrés (de 1973 à nos jours), consacrant l'influence des marchés monétaires et financiers sur les économies nationales. Dans le même temps, l'activité bancaire s'est trouvée transformée sous l'effet de vagues successives de déréglementation. En France par exemple, c'est avec la loi bancaire de 1984 que le décloisonnement et la banalisation des activités des établissements de crédit est devenue effective. Cette déréglementation s'est accompagnée de l'essor des marchés, où il convient de distinguer *marché monétaire, marchés financiers* et *marché des changes*. Le marché monétaire recouvre le marché interbancaire, réservé, comme son nom l'indique, aux banques, et le marché des titres du marché monétaire, ouvert à l'ensemble des agents économiques. Les marchés financiers quant à eux regroupent les *marchés d'obligations, les marchés d'actions*, et les *marchés d'instruments financiers*, ces derniers ayant pris depuis leur première apparition en 1972 une ampleur considérable.

L'impact de ces différents marchés sur l'économie réelle s'est rapidement accru. Le *marché des changes*, au premier chef, conditionne de manière importante la compétitivité relative des marchandises sur les marchés mondiaux, du fait de la fluctuation du cours des devises.

Les théories monétaristes, selon lesquelles le cours de change d'une monnaie serait déterminé par le solde commercial du pays considéré se sont trouvées infirmées par la pratique. Dans la réalité, c'est plus l'évolution des différentiels de taux interbancaires nominaux qui attire les liquidités en mal de rémunération, que l'influence des échanges de marchandises. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer les données

suivantes. Dans les années 1980, le commerce mondial de marchandises[34] a progressé à un rythme de 5 % par an, pour représenter un volume global de près de 3 700 milliards de dollars en 1993. Dans la même période, le volume des marchés des changes de la planète s'est accru de 30 % par an en moyenne jusqu'en 1986, puis de 15 % jusqu'en 1992, date de la dernière enquête fiable sur le sujet. Le volume moyen traité sur les marchés des changes cette année là s'établissait à 880 milliards[35] de dollars par jour, soit plus que l'ensemble du commerce international de marchandises tous les trois jours, ou encore trois fois l'équivalent des réserves de change des banques centrales des pays du G7 chaque jour !

De la sorte, pour 1 dollar de marchandise échangée sur les marchés internationaux de marchandises, 62 dollars faisaient l'objet de transactions sur les marchés des changes. Même si l'on corrigeait ce chiffre avec les données relatives au commerce des services et des invisibles, l'écart demeurerait énorme, reflétant l'autonomisation, voire la véritable mise sur orbite, du marché des changes par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler l'économie réelle, et la part prépondérante des phénomènes spéculatifs liés aux différents niveaux de rémunération offerts par les marchés monétaires nationaux dans l'évolution des cours. Il n'est dès lors pas étonnant qu'un mouvement spéculatif savamment organisé soit à même de déstabiliser les plus puissantes banques centrales, comme cela a été le cas en Europe en 1992 et 1993.

Les *marchés d'obligations et d'actions* ont aussi connu une très forte croissance dans les années 80, accompagnée pour les marchés d'actions d'une concentration incessante du capital. Ainsi en France, la capitalisation en actions du marché à terme (règlement mensuel) a été multipliée par plus de 8 entre 1980 et 1993 (de 248 milliards en 1980 à 2 063 milliards en 1993), tandis que le nombre de sociétés cotées diminuait de 40 %, passant de 794 sociétés en 1980 à 497 seulement en 1993. Ce mouvement de concentration peut être appréhendé plus finement encore si l'on considère que, cette année là, les 22 premières sociétés cotées représentaient près de la moitié de la capitalisation boursière à Paris

(contre 41 % à Londres et 56 % à Francfort), tandis que le quart des valeurs y faisaient 95 % des échanges[36].

La croissance des marchés obligataires reflète le recours important à ces marchés pour financer les déficits publics des États, mais aussi les besoins des administrations, des établissements publics et des banques. En France, le compartiment obligataire, traditionnellement prépondérant par rapport au marché d'actions, a vu son volume multiplié par 6 entre 1980 et 1993, (585,3 milliards en 1980 contre 3 557 milliards en 1993), de nombreuses innovations de produits venant accroître la liquidité du marché (par exemple, l'apparition des Obligations Assimilables du Trésor, dont l'émission se trouve standardisée et planifiée à l'avance).

C'est en 1983 qu'en France, la dématérialisation des titres est devenue effective. À la monnaie scripturale s'ajoutent désormais les titres financiers scripturaux, les anciens titres-papier étant détruits (et avec eux, les emplois liés à leur gestion). Dès lors, la gestion informatique prend le relais, permettant l'avènement de systèmes collectifs de gestion informatisée des titres, comme RELIT à la fin des années 80 (système de règlement-livraison des titres négociés en bourse, qui a permis de réduire le délai entre le passage d'un ordre et la livraison des titres de plus d'une semaine au milieu des années 80 à 1 jour en 1994), la mise en place des systèmes de cotation en continu, la mise en réseau des intervenants sur les marchés grâce à la dissémination de postes informatiques spécialisés permettant l'accès à n'importe quel marché, quel que soit son lieu géographique… Les obstacles physiques au développement des marchés disparaissent ainsi progressivement, de même que les contraintes de temps et d'espace, faisant place à un lieu virtuel mondialisé où se traitent simultanément ordres d'achats et de ventes sur l'ensemble des marchés. Pour dompter même la dernière contrainte, celle du décalage horaire (tandis que travaillent les salles des marchés à Paris, celles de Tokyo sont officiellement du moins endormies), certains intervenants de la City londonienne font travailler leurs opérateurs en « trois huit » de manière à assurer leur présence continue sur l'ensemble des marchés de la planète.

Mais l'évolution la plus remarquable (avec celle du marché des changes) est sans doute celle des *marchés d'instruments financiers* nommés encore *produits dérivés*. Ceux-ci ont connu une croissance exponentielle ces dernières années, non sans heurts d'ailleurs, et symbolisent on ne peut mieux l'émergence de la nouvelle économie financière. En effet, ceux-ci sont liés à l'irruption des nouvelles technologies de l'information sans lesquelles ils n'auraient pu même être imaginés, et les contrats traités sur ces marchés n'ont parfois plus qu'un rapport très lointain avec leur « sous-jacent » réel.

Les produits dérivés[37] trouvent à l'origine leur justification dans la nécessaire couverture du risque de change qui apparaît à la suite du flottement généralisé des monnaies en 1973. Progressivement, de nouveaux types d'instruments financiers vont être conçus pour limiter différents types de risques tels que le risque de taux (lié à la fluctuation des taux d'intérêts) ou le risque lié à la fluctuation de la valeur des actions des entreprises. Le principe des marchés de produits dérivés est de permettre d'assurer aujourd'hui un prix à une transaction qui se fera dans le futur, ou encore de « couvrir » une position que l'on a sur un marché « physique » de sorte qu'une perte éventuelle sur celui-ci soit couverte par un gain sur un marché dérivé. Les produits dérivés se définissent ainsi par rapport à un actif sous-jacent (cours de change, taux d'intérêt, action, obligation, voire index de marché d'actions), leur valeur dépendant théoriquement de la variation du cours du sous-jacent. On distingue les marchés organisés et les marchés de gré à gré (ou Over The Counter, OTC). Sur les marchés organisés, tels que le MATIF[38] parisien, les contrats proposés sont standardisés, et le risque de contrepartie annulé par une réglementation stricte concernant notamment la couverture quotidienne des positions prises sur le marché. Sur les marchés de gré à gré, par contre, les contrats sont traités entre deux contreparties de manière confidentielle. L'importance des marchés de gré à gré explique l'impossibilité pour les autorités de tutelle de contrôler ce type de transactions, ainsi que la difficulté qu'il y a à estimer l'encours réel de ces marchés. Les opérations sur produits dérivés ne figurant pas au bilan des banques, elles ne font pas

l'objet de contrôle prudentiel, ce qui constitue pour certains analystes une forte lacune du système de contrôle de ces établissements.

IV
Finance contre réalité

S'il ne rentre pas dans notre objet d'examiner dans le détail ces différents produits, il convient de souligner le « décollage » de ces marchés par rapport aux marchés « physiques » qui les sous-tendent. Par exemple, le contrat phare du MATIF, le « Notionnel », possède comme sous-jacent une obligation fictive (ou notionnelle), identifiée à une Obligation Assimilable du Trésor (OAT) à long terme de 10 ans, au nominal de 500 000 francs et au taux d'intérêt nominal de 10 %. Le dénouement des contrats sur ce marché se fait tout de même à l'aide d'obligations réelles, la moins chère à payer étant livrée in fine. D'autres contrats possèdent comme sous-jacent le taux d'intérêt interbancaire à trois mois offert à Paris (PIBOR), ou encore un panier d'actions comme le CAC 40, ce qui accroît encore l'éloignement virtuel de ces instruments par rapport à la réalité physique de leur sous-jacent. L'offre de produits dérivés ne dépendant que de l'imagination fertile de leurs concepteurs (et l'existence, bien sûr, d'une demande), la valorisation de ces produits fait intervenir des formules mathématiques complexes, et la mesure quotidienne du risque qui leur est rattaché (selon les techniques dites de Marked to Market) demande des moyens informatiques de plus en plus sophistiqués, la possession de ces moyens constituant pour les banques un avantage compétitif certain sur leur concurrence… Initialement, l'on considérait que l'évolution du sous-jacent influait sur la valeur du produit dérivé, mais la croissance des marchés dérivés amènent à constater la réciproque, c'est à dire que l'évolution des marchés dérivés vient à influencer les cours des marchés sous-jacents.

En outre, il faut bien considérer que l'objectif initial de ces produits, qui était la couverture d'un risque, a été largement détourné pour faire des produits dérivés des instruments de prise de risque. L'important « effet de levier » de certains types de produits explique les gains colossaux dont bénéficient les contreparties (et corollairement les pertes). La croissance

exponentielle des marchés peut s'expliquer par la « course à la couverture » des risques pris par les intervenants sur ces marchés, tout autant que par le coût faible (voire nul) des contrats à leur initiation[39].

Quel que soit le marché considéré, l'on s'aperçoit que les sommes mises en jeu dépassent largement les montants engagés dans l'économie réelle. Il apparaît que les marchés financiers, au delà de leurs fonctions d'instruments de l'économie réelle, se développent de manière endogène, les profits générés y étant partiellement ou totalement réinvestis. Par ailleurs, la profitabilité de ces marchés, liée à leur volatilité, semble attirer progressivement les investisseurs au détriment des investissements physiques. L'épargne des grandes entreprises n'a, par exemple, jamais été aussi élevée qu'au tournant des années 90, et l'on évaluait en 1993 à 15 % la part de leur valeur ajoutée générée sur les marchés. Ainsi, il apparaît que l'économie financière phagocyte dans une certaine mesure l'économie réelle, en capturant une part croissante des flux financiers de la planète. De sorte que, au constat de Jacques Duboin « c'est l'argent qui manque » l'on pourrait répondre certes, qu'il manque dans le porte monnaie des citoyens, mais pas dans les trésoreries des banques, des grandes entreprises, et des détenteurs de fortune, qui s'en servent pour alimenter un vaste casino planétaire, véritable économie immatérielle où se poursuit un cycle de production (parfois de destruction) de richesses qui seraient purement virtuelles si elles n'avaient la capacité de se déverser à tout moment dans l'économie réelle.

Les débordements de l'économie financière commencent en effet à poser des problèmes sérieux. Nous nous bornerons à en citer deux. Premièrement, l'accès banalisé aux différents marchés incluant les matières premières, les cours de celles-ci viennent à flamber, non plus du fait d'événements « physiques », tels que des mauvaises récoltes dans le cas des matières premières agricoles, mais à cause d'actions spéculatives sur ces marchés de la part de gestionnaires de fonds, anticipant des profits à court terme. La masse des sommes en jeu sur les marchés financiers étant bien supérieure à celles communément observées sur les marchés de matières premières, il s'ensuit un dérèglement de ces derniers qui se traduit notamment par une forte volatilité des cours, dont bénéficient au

premier chef les manipulateurs d'options, mais qui a une répercussion sur les prix à la consommation, qu'elle soit finale ou intermédiaire. En d'autres termes, si le prix du café augmente, il n'est plus impossible que l'économie casino en soit la cause directe.

Deuxièmement, l'observation du comportement des marchés d'actions permet de tirer des constats empiriques sur les relations conflictuelles qu'entretiennent l'économie réelle et l'économie financière. 1993 et 1994 furent deux années particulièrement éloquentes à cet égard :

1993 - c'est le plus bas de la récession en Europe. La production stagne ou diminue, la consommation régresse, le chômage augmente en masse. Pendant ce temps, la bourse flambe dans tous les pays. Les opérateurs grisés célèbrent les entreprises à chaque plan de licenciement qu'elles annoncent. Plus les nouvelles en provenance de l'économie réelle sont mauvaises, mieux se porte l'économie virtuelle de la finance. On le comprend : les investisseurs qui ont perdu confiance dans la profitabilité des investissements physiques préfèrent miser sur la « corbeille », où les profits sont rapides et sans efforts. Par ailleurs, la psychologie boursière se fondant sur l'anticipation de la profitabilité des actifs financiers, l'essentiel pour les opérateurs est que les anticipations soient partagées, pour voir monter ou baisser les cours. Ainsi, les marchés deviennent l'arène de Panurge par excellence, ce qu'ont bien compris d'ailleurs les autorités de tutelle ou les gros investisseurs, qui en viennent à pratiquer la « méthode Coué » pour influencer les cours dans un sens qui leur semble favorable. L'annonce de licenciements signifiant au premier degré une meilleure rentabilité future, d'un commun accord les opérateurs misent sur les titres des sociétés « dégraissées ».

1994 - c'est les premiers signes d'une reprise économique en Europe. Qu'il devienne clair que celle-ci ne sera pas créatrice d'emplois, et qu'elle soit par voie de conséquence condamnée à l'éphémère ne rassure pas pour autant les opérateurs. C'est l'affolement sur les marchés d'actions, car il apparaît soudain que la valeur financière des sociétés cotées est surévaluée par rapport à l'actif réel qu'elles représentent. L'orientation durable à la baisse est accentuée chaque fois qu'une bonne nouvelle intervient du côté de l'économie réelle : Le chômage diminue ? La

bourse plonge. Les carnets d'ordres sont au beau fixe ? La bourse plonge encore. On craint l'inflation, la surchauffe. Peu importe, les opérateurs, pour autant que la baisse reste durable, font autant de bénéfices que si la bourse montait. Vendre à 100 et racheter à 50 rapporte autant qu'acheter à 100 et vendre à 150.

On le voit, il faut se garder de confondre l'économie financière avec l'économie réelle. L'une ayant besoin de l'autre et réciproquement, elles font de plus en plus office de soeurs ennemies, la plus jeune développant une véritable tendance à réagir à l'inverse de l'autre.

V
Conclusions

Quelques conclusions peuvent donc s'ajouter, quarante ans après, à celles de Jacques Duboin à la fin du chapitre 13 :

1) Une "troisième rallonge" s'est véritablement produite depuis l'époque des *Yeux Ouverts*. La monnaie n'est plus seulement un instrument de paiement, mais un actif financier à part entière, auquel il convient d'associer les actifs des marchés monétaires et financiers, ce que font les banques centrales dans le calcul de leurs agrégats. Nos moyens de paiement ne varient plus seulement selon l'action des établissements bancaires, mais selon le degré de polarisation qu'exercent les marchés financiers sur les acteurs de l'économie.

2) Conséquence de cette troisième rallonge, une véritable économie financière s'est développée en marge de l'économie réelle. Cette économie « artificielle » brasse des montants sans commune mesure avec ceux en jeu dans l'économie réelle, sans contraintes de frontières ni de temps. Non seulement la monnaie, mais aussi l'ensemble des actifs financiers ont été dématérialisés, leur gestion ne s'effectuant plus par la main de l'homme mais par le biais de circuits informatiques. Si l'économie réelle voit diminuer son influence sur cette économie « virtuelle », celle-ci par contre influe de manière multiple sur la formation des prix, sur le coût de l'investissement et sur sa rentabilité future, sur le coût de l'endettement, sur la disponibilité des capitaux, sur l'évaluation financière des entreprises…

3) Cette économie financière détourne en partie les capitaux de l'économie réelle. Ainsi en 1993, une somme placée en bourse a rapporté sans effort entre 30 % et 150 % de bénéfices. Quel investissement industriel aurait procuré de tels profits ? Par ailleurs, on évalue entre 2 000 et 3 000 milliards de dollars[40] les sommes placées par les individus fortunés sur les places financières de la planète. Ces sommes qui sont la « proie » des

gestionnaires de patrimoines servent essentiellement à alimenter l'économie-casino plutôt qu'à permettre des investissements socialement utiles.

4) Si l'on s'autorise à conclure que la monnaie a perdu la qualité qui pourrait en faire un instrument équitable des échanges (la valeur de la monnaie fluctuant selon des critères n'ayant qu'un rapport lointain avec le commerce des biens et des services), la question qui se pose est de redéfinir l'instrument qui puisse être celui de la distribution.

Les Yeux Ouverts mettent le lecteur sur la piste d'un modèle économique alternatif. Ni le capitalisme, ni le communisme, mais l'économie des besoins. Le nœud gordien à trancher semble être celui de la représentation que l'on fait des richesses, autrement dit de la *monnaie*. Le problème à résoudre est sans doute celui de l'équitable répartition des richesses à l'échelle des hommes, et non pas à l'échelle d'organisations dont les intérêts obéissent toujours plus « à une raison que la raison ignore ». Ce problème ne peut certes plus être appréhendé seulement au niveau d'un pays, mais sans doute à l'échelle d'une région comme l'Europe, voire de la planète. Jacques Duboin l'a montré, et l'époque actuelle donne une nouvelle acuité à sa pensée, le capitalisme montre chaque jour ses limites. L'esquisse de l'économie des besoins effectuée dans cet ouvrage mérite ainsi d'être approfondie, en particulier dans le cadre de la construction européenne, qui donne l'occasion d'un vaste débat de société, mais dont on ne peut que regretter qu'il soit étouffé par des médias en quête de sensationnel, des politiciens plus occupés d'échéances électorales que de sens historique, ou des banquiers plus soucieux de parfaire l'édifice de leur puissance que d'en finir avec la pauvreté.

Arthur LERRY,
février 1995.

Postface

En 1955, Jacques Duboin montrait, en observant le cours de l'Histoire, que le développement de l'économie nécessite l'accroissement de la masse monétaire, mais que celui-ci, s'il échappe à la volonté politique, mène à des aberrations sur le plan social. Allant plus loin, il expliquait comment maîtriser la création monétaire pour mettre enfin l'économie au service de tous.

Depuis la première édition des *Yeux Ouverts*, les moyens de production ont encore fait d'immenses progrès et le développement des techniques de l'information, en particulier, est à l'origine d'un nouveau et formidable bond en avant.

La monnaie a effectivement accompagné cette progression : une nouvelle « rallonge » a fait suite aux deux premières. Mais les transactions monétaires mettent aujourd'hui en jeu des sommes qui dépassent le budget des États. Et la *bulle financière* échappe aux lois de ces États ; elle est même déconnectée de la réalité physique ! Grâce à ces transactions gigantesques qui s'effectuent instantanément 24 heures sur 24, sur toute la planète, quelques initiés (ou apprentis-sorciers), pilotent maintenant l'économie mondiale.

La situation est catastrophique et absurde : alors qu'il est désormais matériellement possible de produire de quoi satisfaire les besoins essentiels de l'humanité, c'est la pauvreté, le dénuement et l'exclusion qui progressent, même dans les pays les plus développés.

Il est indispensable pour la survie de l'humanité que les démocraties aient la maîtrise de l'économie, c'est-à-dire des moyens financiers qui l'orientent : elles ne pourront pas mettre fin au chômage et à l'exclusion tant qu'elles n'auront pas pris le pouvoir régalien de créer et contrôler leur monnaie, pour mettre l'économie au service de l'homme et non plus de l'argent.

S’ils veulent que le progrès technique entraîne le progrès social, les citoyens qui se sentent responsables de l’avenir trouveront dans l’économie des besoins, dont Jacques Duboin a posé ici les principes, les bases du changement de société qui s’impose.

Marie-Louise DUBOIN
février 1995.

Aperçu biographique de l'auteur

Jacques Duboin, né le 17 septembre 1878 dans une famille de magistrats, fit ses études secondaires en France, en Angleterre et en Allemagne, puis son Droit à Paris. Il commença sa carrière comme attaché commercial au Consulat de France à New York, poste qu'il abandonna vite pour partir à l'aventure au Canada, où, entre autres activités, il créa la Compagnie foncière du Manitoba pour y développer la culture intensive du blé.

Engagé volontaire aux premiers jours de la Grande Guerre, comme simple soldat (il avait été dégagé des obligations militaires pour "faiblesse de constitution" !), il monta trois fois à Verdun et en revint avec une blessure, deux citations, la croix de guerre et le grade de capitaine. Sa connaissance de trois langues lui valurent d'être envoyé au grand Quartier Général à Chantilly, pour servir d'interprète entre les commandements alliés, avant d'être attaché à Georges Clemenceau, en qualité de secrétaire, pendant toute la Conférence de la Paix.

Il avait auparavant participé à l'offensive victorieuse des chars, aux côtés du général Estienne. La façon dont il sut tirer la leçon de cette expérience est sans doute le premier exemple, à la fois de la portée qu'il savait donner à la logique de ses déductions et en même temps du peu de cas que ses contemporains surent en faire : le 14 mars 1922, le discours qu'il fit à la Chambre des Députés, où il représentait la Haute Savoie, aurait évité la débâcle des troupes françaises en 1940 s'il avait été mieux compris par le Ministre de la Guerre à qui il s'adressait. Il faut, dit-il, organiser la relève du fantassin par les chars et « moteuriser » l'armée, car : « *Une armée moderne, c'est une armée qui se reconnaît à l'odorat : elle sent le pétrole et ne sent pas le crottin…* ». Ce n'est que bien des années plus tard qu'un militaire de carrière, un certain C. de Gaulle, redécouvrit ce discours dans les Annales. Il présenta cette stratégie, comme si l'idée venait de lui, dans son livre *Une armée de métier*, que l'Histoire, cette fois, a retenu. Mais il était trop tard.

Placé, par son mandat de député, au cœur de la politique de son pays, Jacques Duboin se dégage de toute appartenance pour mieux exercer son esprit d'observation et d'analyse. Les conséquences de la première guerre mondiale sont alors loin d'être bien comprises : pas plus qu'on n'a su prévoir la portée de la révolution dans la stratégie militaire, on ne sait apprécier les retombées économiques et financières. Il analyse la hausse des prix et l'inflation, que le monde est en train de découvrir, dans *Réflexions d'un Français moyen* et *La stabilisation du Franc*

Ces ouvrages attirent pour son auteur l'intérêt du président du Conseil, Aristide Briand, qui lui offre le poste de secrétaire d'État au Trésor, aux côtés de Joseph Caillaux, Ministre des Finances. Il projette alors de dévaluer le Franc ce qui lui vaut une vive opposition, qui renverse son ministère pour l'en empêcher. C'est son successeur qui la fera, car cette dévaluation était bel et bien nécessaire.

Banquier, il s'aperçoit que les affaires vont mal. On est à l'époque de la grande crise économique qui éclate aux États-Unis puis s'étend à l'ensemble des pays industrialisés. Il consacre ses efforts à faire comprendre son analyse, même si celle-ci déroute. Face à la montée du chômage, il crée une association intitulée *Le Droit au Travail et au progrès social*, qui deviendra plus tard le *Mouvement Français pour l'Abondance*, il fonde un journal périodique *La Grande Relève des hommes par la science*, multiplie les conférences publiques et contradictoires, publie une série d'ouvrages dont les titres à eux seuls montrent le cheminement de sa pensée : *Nous faisons fausse route*, *La grande relève des hommes par la machine*, *La grande révolution qui vient*, *Ce qu'on appelle la crise*, (*recueil d'articles publiés dans l'Œuvre*), *En route vers l'abondance*, et *Kou, l'ahuri, ou la misère dans l'abondance*.

Révolté de voir qu'on détruit des vivres pour maintenir les cours, il dénonce ces pratiques et intente même un procès à l'Etat au nom de ceux qui sont lésés par ces destructions. Et il avertit : une guerre, aussi destructrice qu'elle soit, ne résoudra pas ce qu'on appelle la crise, au contraire, celle-ci réapparaîtra ensuite, encore plus dramatique, car il s'agit d'un changement de civilisation…

Et la guerre éclate. En France, c'est la débâcle. Ses livres sont interdits par l'occupant, mais son mouvement continue en zone libre, car il a fait école.

Il le reprend lui-même après la guerre, malgré l'âge et la difficulté de faire comprendre, pendant les « trente glorieuses », que cela ne peut pas durer…

Sa pensée s'est enrichie de ses réflexions au milieu de la tourmente. Il les publie dans deux gros ouvrages : *Demain, ou le socialisme de l'abondance* et *Rareté et abondance*.

Son projet d'économie distributive est maintenant plus précis, plus complet. Mais les esprits, plus lents que les transformations économiques, n'y sont pas prêts. Alors il se dépense, sans compter ses efforts, et explique, inlassablement, que le travail de tous n'est plus nécessaire, mais qu'on peut produire, sans lui, de plus en plus. Qu'il convient donc de distribuer à tous les richesses produites, que le salariat ne peut plus assurer cette distribution, que cela implique un autre type de monnaie, servant simplement à bien gérer l'économie et à lui donner pour seul objectif l'épanouissement de tout le monde, puisque c'est enfin devenu possible. Parallèlement à l'analyse de l'actualité qu'il présente dans son périodique *La Grande Relève*, dont la publication n'a été interrompue que pendant la guerre, il fait un nombre incalculable de conférences, en France et à l'étranger. Souvent contradictoires, elles sont toujours suivies de débats publics, il s'aperçoit ainsi que ce sont presque toujours les mêmes questions et les mêmes objections qui sont soulevées. Il les note pour y répondre systématiquement dans *Économie distributive de l'abondance*, suivi de *Mesures transitoires, réponses aux objections*, où il présente l'essentiel de ses conférences. Il parvient ainsi à toucher et convaincre un très grand nombre de gens, qui reprennent ses thèses, certains, d'ailleurs, en les déformant.

Dans *Économie politique de l'abondance*, il place son analyse dans la suite historique des théories économiques, de Quesnay et Adam Smith à Ricardo et J-B Say. Pour lui, la logique de l'histoire est simple, et les faits sont là : *L'économie distributive s'impose*. Ce qu'il voudrait, c'est avancer

l'heure de notre *Libération* et éviter ainsi qu'elle se fasse dans la violence, après que tous les essais pour l'empêcher aient échoué.

On lui rétorque : c'est trop simple, ce n'est pas possible car les hommes sont naturellement méchants. Il démonte cette objection en publiant sa réflexion sur le sujet, c'est *Les hommes sont-ils naturellement méchants ?*

On lui oppose la malédiction divine « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ». Il répond par une étude approfondie des dogmes de l'Eglise, c'est *L'économie distributive et le péché originel.*

En 1955, il a 76 ans. Il constate qu'au cours des trente dernières années les faits lui ont apporté, chaque jour, une nouvelle confirmation des idées pour lesquelles il n'a cessé de se battre. Et pourtant, l'opinion le traite d'utopiste et lui reproche « d'avoir eu raison trop tôt ». Il répond par une boutade : « la prochaine fois, je préviendrai après », mais il s'applique à faire le point par un ouvrage qui est le plus condensé de tous : *Les yeux ouverts*. Il ne sera suivi que par une petite brochure *Pourquoi manquons-nous de crédits ?* essentiellement consacrée aux problèmes monétaires, comme s'il avait senti venir les déréglementations actuelles et le gonflement de la bulle financière qui mène à l'absurde.

À sa mort, en 1976, la direction de son mensuel *La Grande Relève*, a été reprise par sa fille. Ainsi, son travail de réflexion et de propositions pour que la mutation se fasse sans heurts, continue, après plus de soixante ans…

Bibliographie

1923 - REFLEXIONS D'UN FRANÇAIS MOYEN éd. PAYOT

1925 - LA STABILISATION DU FRANC éd. RIVIERE

1931 - NOUS FAISONS FAUSSE ROUTE éd. DES PORTIQUES

1932 - LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA MACHINE éd. FUSTIER

1934 - CE QU'ON APPELLE LA CRISE articles parus dans L'ŒUVRE

1934 - LA GRANDE REVOLUTION QUI VIENT éd. NOUVELLES

1935 - KOU, L'AHURI, OU LA MISERE DANS L'ABONDANCE éd. FUSTIER

1935 - EN ROUTE VERS L'ABONDANCE éd. FUSTIER

1937 - LETTRE À TOUT LE MONDE éd. FUSTIER

1937 - LIBERATION éd. GRASSET

1938 - EGALITE ECONOMIQUE éd. GRASSET

1940 - DEMAIN, OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE éd. OCIA

1944 - RARETE ET ABONDANCE éd. OCIA

1945 - L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE éd. OCIA

1947 - LES HOMMES SONT-ILS NATURELLEMENT MECHANTS ? éd. OCIA

1948 - ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LE PECHE ORIGINEL éd. OCIA

1950 - L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE S'IMPOSE éd. LEDIS

1951 - ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE éd. LEDIS

1955 - LES YEUX OUVERTS éd. JEHEBER

1961 - POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ? éd. LEDIS

Notes

[←1]

Quand on parle aujourd'hui encore de "marché du travail", c'est peut-être en souvenir du "marché des esclaves".

[←2]

Note de 1982 : Ajoutons aujourd'hui matériaux composites, transistors, puis circuits intégrés et microprocesseurs, etc.

[←3]

Note de 1995 : …Et qui, dès 1955, a aussi bien su en voir les conséquences ?

[←4]

À la première République succédèrent le Directoire, le Consulat, le Premier Empire. Puis vint la Restauration, les Cent-Jours, et de nouveau la Restauration qui balaye les barricades de 1830, mais trébuche en 1848 sur la Deuxième République, laquelle se mue en Second Empire. Alors, c'est le tour de la Commune, de la Troisième République, du Maréchalat, de la Quatrième république.

[←5]

À la mort de Roosevelt, son successeur, Truman, transforma le *new deal* (nouvelle donne) *en fair deal* (loyale donne), simple changement d'épithète comme lors qu'on débaptise une rue.

[←6]

Note de 1995 : Rappelons que ce texte est écrit en 1955.

[←7]

D'après le sénateur américain Bryan Mc Mahon, la seconde guerre mondiale a coûté autant d'argent qu'il en aurait fallu pour construire une villa de cinq pièces pour toutes les familles des cinq parties du monde, et un hôpital pour chaque village.

[←8]

La Banque d'Angleterre favorisait la constitution du Shipbuilder's Security Association Ltd, dont l'objet social était d'acheter des chantiers navals, de les fermer et de briser leur outillage.

[←9]

Numéro paru en 1953.

[←10]

Note de 1995. Le lecteur d'aujourd'hui comparera lui-même tout ceci avec la Politique Agricole Commune.

[←11]

Note de 1995 : Il s'agit évidemment, en 1955, d'anciens francs.

[←12]

Note de 1955 : Les chiffres récents sont bien plus grands : 1682 en mai 1982, 2070 en juin.

[←13]

La chose étant niée par les économistes anglais, une commission d'enquête parlementaire entendit M.McKenna, président de la Midlland Bank, l'une des grandes institutions de crédit du Royaume-Uni. Il reconnut le fait dans les termes suivants : *« Les banques créent des dépôts, mais je crains que l'homme de la rue ne soit pas enchanté d'apprendre que les banques créent et détruisent de la monnaie : c'est cependant la vérité ! ».*

[←14]

Note de 1995 : Ces paies, elles aussi, ont cessé d'être effectuées en billets et sont aujourd'hui réglées par virements.

[←15]

Note de 1982 : En 1980 le total des billets en circulation s'élevait à 144 milliards de Nouveaux Francs et le montant des disponibilités monétaires à 812 milliards de NF. À ceci s'ajoutent des disponibilités quasi monétaires qui ont considérablement augmenté depuis les années 60 en France. Ces dépôts à terme, comme les comptes sur livret, sont gérés par les banques. Leur montant est passé de 20 à 346 milliards de NF entre 1963 et 1975.

[←16]

Note de 1995 : Son emploi s'est bien généralisé depuis.

[←17]

Dans son livre *Le drame d'Albert Einstein,* Mme Antonina Valentin, parlant de l'illustre savant, écrit, page 159 :
« Avec cet intérêt très vif et plutôt inattendu chez lui pour les questions économiques, il se penche sur le problème de la crise mondiale. Il l'aborde non seulement avec les économistes, les financiers, les hommes politiques, mais aussi en écrivant des articles et prenant la parole en public. Il justifie cette ingérence dans un domaine qui n'est pas le sien et dans lequel il a peu de compétence, par le chaos qui règne dans les opinions des experts. Il discerne dans la crise présente ce qu'elle a comme caractère nouveau, ce qui la différencie d'autres crises cycliques : le progrès rapide des méthodes de production, qui permet de satisfaire la consommation, de lui fournir l'indispensable, en ne faisant travailler qu'une infime partie de la main d'oeuvre disponible. Le cercle vicieux s'ouvre aussitôt. Le chômage abaisse le pouvoir d'achat, l'incapacité d'absorber les marchandises conduit à l'arrêt de la production. Einstein examine un à un les arguments principaux que les experts invoquent pour expliquer la crise. Surproduction ? Cela ne peut à la rigueur s'appliquer, écrit-il, qu'aux automobiles et au blé américain ; quant au reste, la surproduction n'est qu'apparente, car ce n'est pas le besoin qui n'existe pas chez les consommateurs, mais le pouvoir d'achat».

N’est-ce pas la confirmation éclatante de ce que, mes ami et moi, nous nous efforçons de faire admettre tant par les économistes et les financiers, que par les hommes d’État et les syndicalistes ?

[←18]

Comme son nom l’indique*, le revenu social* est une somme en argent dont sont crédités chaque année tous les habitants, mais elle varie suivant leur âge. Le *revenu social* des enfants mineurs est porté au crédit de leurs parents.
Les sommes distribuées sous cette forme correspondent à la valeur des biens de consommation; la part de chacun augmente ainsi avec la production dont l’abondance profite à tout le monde. Les marchés ne sont plus «assainis» devant des gens qui manquent du nécessaire.

[←19]

Le développement pris par les comptes de chèques postaux, les comptes bancaires, les cartes de crédit, facilite l’instauration de l’économie des besoins, qui n’est autre que l’Économie Distributive de l’Abondance, ainsi appelée parce que les revenus des consommateurs sont distribués en fonction non du travail fourni mais de la production consommable.

[←20]

Aujourd’hui, beaucoup de jeunes gens, munis de certificats d’aptitude, ne trouvent pas de travail et les travailleurs qui, à quarante-cinq ans, perdent leur emploi éprouvent de grandes difficultés à en trouver un autre. Il est de notoriété publique que la plupart des entreprises limitent déjà à quarante ans l’âge de l’embauche.
La diminution des heures de la journée de travail a l’inconvénient de diminuer aussi les heures de travail des machines. Or elles n’ont pas besoin de repos et l’intérêt des consommateurs est qu’elles produisent sans arrêt. la réduction du nombre des années de travail résout de problème.

[←21]

Le principe du *service social* donne encore une grande souplesse à la production. Exemple : en cas de catastrophe nationale, comme un

tremblement de terre, il suffirait de prolonger exceptionnellement la durée du *service social* pour réparer les dégâts.

[←22]

Note de 1995 : Les distributistes, comme on appelle aujourd'hui les « disciples » de J.Duboin, ont proposé, (en 1990, dans leur journal *La Grande Relève*) que le choix du service civil, qui incombe comme un devoir à tout citoyen, soit l'objet d'un ***contrat civique.*** Celui-ci, dont l'objectif essentiel est de stimuler les initiatives, serait publiquement débattu, et son acceptation, pour une durée déterminée, serait affectée, éventuellement, de l'octroi du budget demandé pour sa réalisation.

[←23]

En revanche, une fédération de nations ne peut se concevoir que si elles ont toutes institué l'économie distributive.

[←24]

Qui débute réellement après le choc pétrolier de 1973.

[←25]

Les accords de Bretton Woods de juillet 1944 mettent en place un système monétaire axé sur le dollar américain : le FMI sera chargé de contrôler les dévaluations des monnaies des pays signataires, et de favoriser les ajustements des balances extérieures grâce à un système de "droits de tirages" (DTS) en devises fournies par les pays auxquels un quota est affecté. Le rôle de la Banque Mondiale sera de fournir des prêts pour la reconstruction. Très vite, elle s'intéressera aux pays en voie de développement dont elle constitue aujourd'hui le principal créancier.

[←26]

Le General Agreement on Tariffs and Trade est signé le 30 octobre 1947 par 23 pays qui représentent alors 80 % du commerce mondial. Instance de négociations multilatérales aux principes libre-échangistes, elle servira de cadre à plusieurs cycles de négociation tendant à libéraliser le commerce

mondial, en s'attaquant aux mesures protectionnistes et «obstacles techniques» instaurés par les États : le Dillon round (1961-62), le Kennedy round (1963-67), le Nixon round (1973-79), et dernièrement l'Uruguay round (1986-93). Jusqu'alors sans structure institutionnelle, la future Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui remplacera le GATT en 1995, institutionnalisera les orientations ultra libérales qui semblent à présent guider l'ensemble de l'économie planétaire.

[←27]

La France, par exemple, est la quatrième puissance économique mondiale, derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Son PNB a connu une croissance quasi continue depuis les années 50. Pourtant, selon des sources fiables, le pays comporte 12,5 millions de pauvres. Il y a 3,5 millions de chômeurs officiels, et l'on atteint le chiffre de 5 millions en dénombrant les chômeurs découragés non inscrits ainsi que les personnes en situation intermédiaire (stages de réinsertion, CES, etc.). Le nombre de personnes sous le coup de l'interdit bancaire passait de 1,007 million début juin 1992 à 1,158 million fin septembre 93, la Banque de France prévoyant une poursuite de cette tendance à l'augmentation des interdits.

[←28]

Selon la Banque Mondiale, 11,4 millions d'hectares de forêts disparaissaient chaque année au début des années 80. Au tournant des années 90, ce rythme s'était accéléré pour atteindre 17 à 20 millions d'hectares par an. En Asie, il ne reste, toujours selon la même source, que 28 % des forêts sèches et 37 % des forêts humides par rapport à leur extension initiale. En Afrique, 22 pays ont perdu entre 70 % et 91 % de leur couvert forestier. En ce qui concerne les océans, un groupe d'experts sous l'égide du PNUE rapportait en 1990 que "contamination chimique et déchets peuvent être observés depuis les pôles jusqu'aux tropiques, et depuis les plages jusqu'aux fonds abyssaux". Boues urbaines, sédimentation des produits de l'érosion de surface, rejets de matières toxiques sont en cause, tandis que les rejets de matières radioactives restent mal analysés… La destruction des habitats naturels entraîne la disparition inéluctable d'espèces animales et végétales. Pour les États-Unis seulement, 680 espèces végétales sont menacées de disparition d'ici l'an 2000. 200 espèces cataloguées ont déjà disparu depuis

le débarquement des premiers Européens en Amérique du Nord. Près de 70 espèces d'oiseaux et plus de 50 espèces de mammifères ont disparu dans le monde au cours de ce dernier siècle, tandis que les espèces en danger d'extinction rapide se chiffrent en centaines, voire en milliers. Pour l'Asie du Sud et du sud-est, une évaluation récente montre que plus de 40% des espèces végétales et animales de la région auront disparu en l'an 2000… En ce qui concerne les terres agricoles, au moins 25 millions d'hectares sont touchés ou fortement menacés en Europe par l'érosion hydrique qui s'est globalement intensifiée ces dernières décennies, tandis que la pollution par les dépôts acides, les métaux lourds ainsi que les nitrates cause des ravages en contaminant notamment cours d'eau et nappes phréatiques.

[←29]
États-Unis, Japon, Europe de l'ouest.

[←30]
Notons que mi-94, l'appareil industriel français tournait à 80% à peu près de sa capacité.

[←31]
En France, ce secteur représentait en 1991 68,2% du PIB et plus des deux tiers des emplois disponibles.

[←32]
Allusion au personnage principal du livre *Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance* publié en 1934 par Jacques Duboin, et réédité en 1982.

[←33]
Les modes de production actuels sont de plus en plus économiques en matières premières , en énergie, comme en travail humain : ils sont en cela infiniment supérieurs à ceux qui prévalaient en 1955. Les gains de productivité considérables réalisés par l'industrie ont cependant été mis à profit par les entreprises pour, d'une part, réduire leur endettement, et d'autre part, permettre leur croissance interne ou externe. Le devenir des

"ressources humaines" ayant été négligé, celui-ci ne faisant de fait pas partie de la réflexion des entrepreneurs autrement que pour optimiser leur gestion interne, aucune adaptation sérieuse du temps de travail ou du rôle de l'entreprise n'a été mise en chantier, conduisant à l'accroissement inévitable du chômage et des tensions sociales.

[←34]

Il convient d'exclure le commerce des services et des "invisibles" qui fait l'objet de statistiques plus floues.

[←35]

À titre de comparaison, à la même date, 25 milliards de dollars s'échangeaient quotidiennement sur les marchés d'actions.

[←36]

À titre d'illustration, le groupe Alcatel Alshtom par exemple a vu sa capitalisation boursière multipliée par 7 en cinq ans et demi seulement.

[←37]

Les produits dérivés peuvent être déclinés en trois familles : les produits dérivés simples (contrats à terme (futures), options d'achat ou de vente, swaps de taux ou de devises), les produits dérivés complexes, qui résultent de la combinaison des produits simples (swaps à amortissement, tunnels, "zéro-coupon"…) et les produits dérivés dits "exotiques" (swaps "courbe de taux", options avec limites, options contingentes ou digitales, options sur options…). Le tableau ne serait pas complet si l'on omettait de mentionner l'apparition récente des "produits structurés", qui combinent actifs financiers et produits dérivés : ceux-ci font l'objet uniquement de transactions de gré à gré, et sont fabriqués par les banques pour répondre à des exigences précises, notamment en terme de rentabilité, ou pour permettre l'accès détourné à certains marchés à risque.

[←38]

À sa création en 1986, le sigle signifiait Marché À Terme d'Instruments Financiers, puis ce marché a été renommé Marché À Terme International de France, pour le positionner au niveau mondial.

[←39]

Fin 1993, la multinationale allemande Metall Gesellschaft annonce des pertes sur produits dérivés de 1,4 milliards de dollars, qui la précipitent du jour au lendemain au bord du dépôt de bilan. A la même époque, la société japonaise Kashima Oil subit des pertes, sur produits dérivés encore, de 1,5 milliards de dollars. En 1994, c'est le tour de Procter et Gamble (102 millions de dollars de pertes), puis Air Product and Chemicals (60 millions de dollars), et aussi Dell Computer, Cadelco, Pechiney… Ces pertes sont le revers d'une médaille dont l'avers est un encours faramineux de 8 000 milliards de dollars pour le seul marché des "swaps" de devises en 1993 (ce marché possédait un encours de 200 milliards de dollars "seulement" en 1985), tandis qu'une évaluation de l'encours notionnel de l'ensemble des produits dérivés pour le système américain seulement le chiffrait à 17 000 milliards de dollars en 1991. Autre aspect de l'impact de ces marchés, la métamorphose des grandes banques américaines qui s'en sont emparées, en y développant notamment une forte activité de "trading" pour compte propre, bien plus rentable selon certains responsables de ces banques, que les activités, pourtant réputées à forte valeur ajoutée, de haut de bilan telles que les opérations de fusion-acquisition. Ainsi la banque Morgan Stanley tirait en 1993 près de 40 % de sa marge nette du trading pour compte propre sur les marchés de produits dérivés (contre 13,5 % en 1980) tandis que Bankers Trust générait plus de revenus de ce type d'activités que de ses activités traditionnelles de crédit (1,6 milliards contre 1,3 milliards de dollars). Il est vrai que cet établissement a réduit son portefeuille de prêts de 18 milliards de dollars en 1989 à 14 milliards en 1993, tandis que ses encours de produits dérivés négociés pour compte propre passaient de 12 à 48 milliards de dollars. Pour fixer les idées, le montant notionnel des contrats de produits dérivés gérés par cette banque s'élevait en 1993 à 1923 milliards de dollars, inscrits au hors bilan, et échappant donc à tout contrôle prudentiel de la part des autorités bancaires, tandis que son bilan n'affichait que 92 milliards d'actifs pour 4,5 milliards de capitaux propres.

[←40]

Soit deux à trois fois le PIB de la France.